

Supplément Radio-Télévision

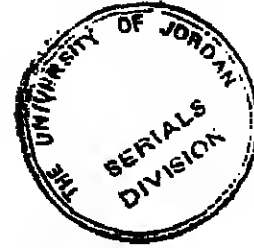
Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14450 - 6 F

DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



Le « cas » Aoun

La rumeur court à Beyrouth depuis quelques jours. Aujourd'hui, des indications concrètes viennent confirmer la possibilité de régler, enfin, le « cas » Aoun, cette affaire qui empêche les relations franco-libanaises.

Réfugié depuis neuf mois à l'ambassade de France à Beyrouth, le général Michel Aoun, l'homme fort du camp chrétien qui aurait bousillé le Liban - bien qu'il n'ait pas dédaigné l'aide que lui apporte en son temps le président Assad - pourrait être autorisé à quitter sa « prison » dorée sous peu. Une totale normalisation entre Beyrouth et Paris se heurte, cependant, à plusieurs obstacles.

Les diacres purpuriers que mène un émissaire français à Beyrouth, dans le prolongement d'une visite de M. Edgar Pisani au Liban, ont pour objet la coquette somme de 32 millions de dollars. Le gouvernement libanais réclame cet argent au général Aoun, mais celui-ci refuse de le lui remettre, arguant qu'il s'agit de dons qui lui furent personnellement adressés.

UN accord de principe a pu être conclu entre l'envoyé spécial de Paris - dont l'anonymat est jalousement protégé - et les autorités libanaises. Il prévoit de restituer 5 millions de dollars au gouvernement et de déposer les 27 millions restants à la Caisse des dépôts et consignations. Cette somme ne pourrait être débloquée que par deux signatures, celles du général Aoun et d'un responsable désigné par Paris. De la sorte, le dépôt serait gelé dans l'attente d'un arbitrage, qui pourrait être confié au ministre algérien des affaires étrangères, M. Lahdar Brahimi (l'ancien secrétaire général du comité arabe tripartite sur le Liban a effectué, début juillet, une visite à Beyrouth). Cependant, l'accord du général Aoun se fait toujours attendre.

L'imprévisible pensionnaire de l'ambassade de France ne s'est pas encore prononcé et peut fort bien refuser un accord, même assorti par ses protecteurs français; car, si la solution envisagée soustrait son argent à ses ennemis au pouvoir à Beyrouth, elle lui prive également. Des motifs politiques pourraient aussi faire capoter toute l'affaire.

Le général Aoun, une fois libre, pourrait se souvenir qu'il bénéficie toujours d'un certain courant de sympathie. N'est-il pas un homme - il l'a amplement prouvé - convaincu d'avoir une mission historique à remplir? Autant de raisons pour inciter Damas et Beyrouth à lui interdire un départ. Le président Assad, de tout temps, été agacé par la position privilégiée dont bénéficient les Français au Liban; or, comme le faisait récemment remarquer un libanais proche des Syriens, « la France se ligote elle-même » avec l'affaire Aoun. La Syrie verrait sans déplaisir se prolonger une telle situation.

Paris n'en a pas moins décidé de mettre les bouchées doubles, envoyant à Beyrouth, parallèlement au mystérieux émissaire chargé du « cas » Aoun, un militaire de haut rang, le général Philippe Rondot, membre du cabinet de M. Joux, et un haut diplomate, M. Patrick Leclerc. Mais c'est à Damas qu'on décide, en dernière instance, du sort de l'homme qui tente malicieusement de « libérer » le Liban.

M0146 - 0715 0 - 6.00 F



Avant la réunion des pays industrialisés à Londres

M. Bush exprime des « divergences » sur les projets de réforme en URSS

Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) et le président de la Commission des Communautés européennes tiendront leur session annuelle du 15 au 17 juillet à Londres. Mercredi, les Sept rencontreront M. Gorbatchev. En route pour Londres, M. Bush devait faire escale en France le 14 juillet et s'entretenir avec M. Mitterrand des problèmes que pose l'organisation de la défense en Europe. M. Bush a fait état vendredi de « quelques divergences » avec les projets de réforme qu'expose M. Gorbatchev dans une lettre aux dirigeants du G7. (Lire page 3 les articles de PHILIPPE LEMAITRE et de SOPHIE SHIHAB)



Gare à Gribouille !

par Dominique Strauss-Kahn

Depuis cinq ans, une centaine de pays débattent des moyens d'élargir les règles du jeu du commerce international. Ce qui se discute aujourd'hui entre les Etats signataires de l'Accord général sur le commerce et les droits de douane (GATT), ce sont nos capacités d'exportation de demain en biens et services mais aussi en investissements pour les décennies à venir. Ces discussions modifieront profondément notre niveau de vie.

En préalable à ces négociations, la mise au point d'une position commune de l'Europe, que la Commission aura pour devoir de défendre, donne lieu à d'intenses débats. Chacun des douze Etats

trouve dans cette politique un surcroît d'existence : lorsque l'Europe parle, c'est la première puissance commerciale du monde qui s'exprime. Pourtant, le risque est grand que l'Europe s'aligne sur le plus petit dénominateur commun et qu'elle cède aux pressions que l'on exerce sur elle.

Voilà pourquoi le point de vue de la France, que j'ai la charge de défendre avec Jean-Noël Jeanneney, mérite d'être expliqué. Pour résumer le débat, le directeur général du GATT vient de publier des documents de travail qui nous paraissent déséquilibrés au détriment de l'Europe.

Lire la suite page 3

Découverte sur le cancer du sein

Une équipe franco-américaine met en évidence une anomalie génétique page 7

Les harkis déçus

Les premières mesures annoncées par le premier ministre n'ont pas convaincu les intéressés page 6

Travail temporaire et insertion

Les initiatives du groupe ECCO en direction des personnes en difficulté page 15

Les Mohawks, un an après

Douze mois après les violences, le conflit entre les Indiens et la communauté blanche du Québec n'est pas réglé page 5

Lectures lyriques à la Chartreuse

page 9

HEURES LOCALES

■ Villes historiques, villes vivantes. ■ L'agriculture et l'élevage au secours des forêts menacées par le feu. ■ La station d'épuration d'Actères ne sera pas agrandie. ■ Pavillons bleus et sable blanc. ■ Les facteurs aquitains craignent les chiens. ■ Les deux hôpitaux qui ne veulent pas mourir. pages 11 et 13

Le sommaire complet se trouve page 18

Un ultimatum des membres permanents du Conseil de sécurité

Bagdad sommée de détruire ses équipements nucléaires

Le président Bush a approuvé l'établissement d'une liste d'une vingtaine d'objectifs en Irak qui pourraient être bombardés si Bagdad ne se conforme pas à l'ensemble des dispositions fixées par le Conseil de sécurité pour la destruction de ses équipements nucléaires. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont donné, vendredi, jusqu'au 25 juillet à Bagdad pour s'exécuter, et le chef de la mission spéciale de l'ONU, qui a enquêté en Irak, doit présenter son rapport au Conseil, lundi 15 juillet. La situation alimentaire et sanitaire ne cesse de se détériorer en Irak, a affirmé vendredi 12 juillet à Bagdad, le prince Saddam Agha Khan, chargé de coordonner les opérations de secours de l'ONU.

Les Irakiens victimes de Saddam Hussein

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Pour éviter un drame majeur, l'Irak a besoin d'une aide massive que l'ONU ne peut lui fournir et devrait donc pouvoir, sous contrôle international, utiliser ses propres ressources. Telles sont, en résumé, les conclusions auxquelles est parvenue la mission en Irak par le prince Saddam Agha Khan, délégué du secrétaire général de l'ONU pour l'effort humanitaire dans le Golfe.

« Il est difficile pour les Nations unies de poursuivre sur une longue période le programme d'urgence actuel et les fonds irakiens doivent être utilisés », a affirmé, vendredi 12 juillet, le prince au cours d'une conférence de presse à Bagdad,

ajoutant toutefois : « Il faut trouver une formule pas trop complexe, acceptée par l'Irak et le Conseil de sécurité, qui permette une évaluation transparente de ce qui est acheté, livré et la manière dont cela est utilisé ».

Pessimiste, le constat dressé par les experts accompagnant le prince Saddam Agha Khan rejoint les avis exprimés par toutes les organisations humanitaires sur place et résumés par une formule d'un dirigeant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) : « Etrangement, l'Irak s'épuise peu à peu et tombe comme une feuille morte ».

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite

et l'article de SERGE MARTY page 4

Les balbutiements de l'islam français

Bientôt une université islamique à Château-Chinon et des rations de viande « halal » dans les casernes. Mais la communauté musulmane reste dépendante et divisée

par Henri Tincq

A la rentrée de septembre, va s'ouvrir en France un institut de théologie musulmane qui formera des imams et des professeurs d'arabe et de Coran. Sa capacité d'accueil est d'une centaine d'étudiants. Cette université islamique sera la première en Europe, implantée près de Château-Chinon (Nièvre), dans le château de l'ancienne colonie de vacances de Schlumberger,

acheté pour 2,5 millions de francs par l'Union des organisations islamiques de France (UOIF).

Le besoin d'imams et d'enseignants compétents, stables, formés en France, et non plus parachutés depuis l'Algérie, le Maroc ou l'Arabie saoudite, est de plus en plus ressenti dans une communauté de trois millions de fidèles. La formation d'imams français devrait être un signe d'indépendance et de maturité. Mais la création de cette univer-

sité, où les cours seront donnés en arabe, à des étudiants arabophones, par des professeurs d'Al Azhar, du Pakistan et d'Arabie saoudite, coupe l'herbe sous le pied de ceux qui réclamaient l'ouverture d'un institut français de théologie islamique, en pays concordataire, à Strasbourg.

Lire la suite page 7

(1) L'UOIF, dont le siège est à Paris, fédère quelques dizaines d'associations musulmanes dans toute la France.

En Polynésie française

Démission de M. Gaston Flosse

La crise sociale qui affecte la Polynésie française se double d'une nouvelle crise politique. M. Gaston Flosse a, en effet, décidé, samedi matin 13 juillet, de se retirer de la présidence du gouvernement territorial qu'il occupait depuis les élections du 17 mars. L'ancien secrétaire d'Etat avait été obligé, jeudi, d'annuler, enue la pression des organisations syndicales, les taxes fiscales qu'il avait instituées pour remédier au déficit budgétaire du territoire. Il avait accusé ses opposants locaux de « tenter de reprendre dans la rue le pouvoir que les électeurs leur ont ôté en mars ».

Impliqué dans différentes « affaires », M. Flosse avait bénéficié de plusieurs non-lieux jusqu'à l'annonce de sa comparution en correctionnelle en décembre prochain pour « ingérence et trafic d'influence » et d'une nouvelle inculpation pour la même motif.

Lire nos informations page 18

Les romans noirs de vos nuits blanches

HOWARD ENGEL
Benny Cooper détective privé

HOWARD ENGEL
Un privé dans les Algonquins

K.C. CONSTANTINE
Un homme exaspérant

MICHELLE LESBRE
La belle inutile

Editions du Rocher

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUYÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléfax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, écrivain.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télécopieur : 634 128 F
Téléfax : 46-62-72-72
Société filiale
de la presse de la presse de la presse

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY-SUR-SEINE
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au 11 40-65-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

| Tarif | FRANCE | SUISSE BELGIQUE LUXEM- BURG PAYS-BAS | AUTRES PAYS tarif normal y compris CDE 5000 |
|--------|---------|--|--|
| 3 mois | 400 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 800 F | 1 124 F | 1 580 F |
| 1 an | 1 600 F | 2 248 F | 3 160 F |

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés ont
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en in-
diquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

Nom : ☐ ☐ ☐

Prénom : ☐ ☐ ☐

Adresse : ☐ ☐ ☐

Code postal : ☐ ☐ ☐

Localité : ☐ ☐ ☐

Pays : ☐ ☐ ☐

111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppet
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amic
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
Jacques Faure (1989-1990)
Thomas Ferenzi
Philippe Herremans
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a dix ans

La tuerie d'Auriol



La recherche des corps dans la forêt de La Garde-Freinet

EN ce temps-là aussi, les « affaires » se manquaient pas. A Marseille, elles d'ont finissant pas de se succéder au lendemain de l'élection présidentielle de 1981. Le 21 octobre, le juge d'instruction Pierre Mibiel allait tomber sous les balles de mercenaires du milieu. En mars 1982, on n'en finirait pas de disserter sur la mort de René Lucot, directeur de la caisse primaire d'assurance-maladie, en vive opposition avec son ministre de tutelle de l'époque, M. Nicole Questiaux. Mais le plus extraordinaire, le plus stupéfiant dans l'horreur restait bien ce massacre du 19 juillet 1981, six assassinats commis de saut-froid dans une bastide du lotissement de la Doune, proche du village d'Auriol, dans la campagne marseillaise. Car en recherchant d'abord les auteurs de ces crimes, ensuite leurs raisons, on allait mettre au jour non seulement les rouages d'une section locale du Service d'action civique (SAC), organisme lié au RPR, mais aussi la nature disparate et médiocre de ceux qui, en cette ville du moins, en étaient les membres, et, plus encore, les soupçons et les baïnes qui les animaient.

La tuerie d'Auriol n'aurait pas dû être une tuerie. Mais si le « commando » qui opéra dans la nuit du 18 au 19 juillet 1981 ne venait pas à la Doune pour massacrer une famille, la « mission » dont il avait la charge n'en avait pas moins pour objet de s'emparer, en vue d'un interrogatoire suivi de mise à mort, du propriétaire des lieux. Il s'appelait Jacques Massié. Policier en exercice, il était aussi le chef local du SAC marseillais, en conflit ouvert depuis plusieurs mois avec un autre responsable de l'organisation, Jean-Joseph Maria. Soupçonné de double jeu mais aussi de malversations, il savait qu'une conjuration se nouait contre lui. Lionel Collard, un fidèle de Maria, ancien parachutiste, avait déjà dit, négligemment, que Massié était « programmé ». Cela signifiait qu'il n'en avait plus pour longtemps à vivre. Déjà, il avait fait l'objet de surveillances, de « rétrogrades ». Ceux qui avaient été chargés de ce « travail », Jean-Bruno Finocchietti, instituteur de son état et aimé de ses élèves, Didier Campana, Jean-François Massoni et Ange Poletti, trois postiers syndiqués à la CGT ou à la CFDT, n'en avaient pas éprouvé de gêne. Jusqu'à présent, le SAC ne les avait guère employés à d'autres tâches que des collages d'affiches en période d'élections, une participation à des réunions ou des repas achetés par des tirs tous azimuts dans la nuit provençale. Soudain, c'était l'action, la réalisation des rêves et des fantasmes.

Savaient-ils pourquoi Massié, un des leurs et même longtemps leur patron, avait pu devenir ainsi un homme à abattre ? Ce qui se disait de lui depuis quelques mois les y aidait. C'était à qui, dans les réunions, dénonçait cette « planche pourrie », ce « gars qui part à la coupe mais n'agit jamais ». Au fil des mois, Jacques Massié était devenu le chef qui s'approprie les cotisations, passe des contrats avec des entreprises en proie à des crises sociales, propose, moyennant finances, des équipes de briseurs de grève et empêche dans l'affaire sa quote-part, sans pour autant fournir les hommes proposés.

C'est ce Massié-là, déjà chargé de mauvaise réputation, qui, eo

1980, avait été nommé élève inspecteur de la police nationale de Cannes-Ecluse en Seine-et-Marne, ce qui l'éloignait momentanément de Marseille. Pour le remplacer à la tête du SAC local, Pierre Debizet, secrétaire général de l'organisation, avait choisi Jean-Joseph Maria. Chargé de cet intérim, Maria est un personnage curieux. Il a voulu oublier une vie trop ordinaire à ses yeux de directeur de l'entreprise familiale de peinture fondée par son père. Il ne s'est jamais consolé de n'avoir pas été légionnaire et para, faute de ce passé, il se le fabrique, fabule. Le simple hédasse qui fit son service à Nancy devient un colonel de paras qui a sauté sur Kolwezi. Cela d'est pas sans effet sur un membre ordinaire du SAC. Maria sera très vite apprécié. Aux yeux de la base, il est, à l'inverse de Massié, l'homme qui redonne au mouvement sa vigueur. Et lui, rembourse les frais.

Le temps des soupçons

A l'approche des élections de 1981, la présidentielle d'abord, les législatives ensuite, le climat n'en continuait pas moins de se détériorer. Comme d'habitude, le SAC marseillais mesura les chances qu'avait cette fois la gauche. Certains soutenaient la victoire. Ainsi s'associaient-ils aux rêves de clandestinité et même de l'horreur, entretenus jusqu'à la lecture de *Bonnie barboises*, livre dont Jacques Massié avait fait une bible.

Mais Massié restait-il encore un homme sûr ? Que ferait cet opportuniste en cas de victoire de la gauche ? On l'avait déjà vu frayer avec l'UDF. Il était bien capable de se mouvoir encore plus judas, d'aller raconter aux socialistes marseillais tout ou partie de ce qu'il savait des activités de sa section du SAC. Ainsi pouvait-il devenir dangereux, livrer les secrets de certains attentats attribués au FLNC ou à des organisations gauchistes, en fait montés par le SAC marseillais.

Tels étaient les soupçons. Plus tard, au cours du procès des accusés de la tuerie, Maria lui-même

dira : « Oui, je lui reprochais des fréquentations socialistes. On n'a pas le droit de voir l'adversaire politique quand on se trouve à un certain niveau d'engagement ».

De cette méfiance, devenue hostilité, Jacques Massié n'ignorait rien. Le 26 avril 1981, après qu'il eut diné sur le Vieux-Port avec Maria, il s'était aperçu, rentrant à la Doune, qu'une moto le suivait. Un coup de feu avait été tiré peu après sur sa voiture. Pour lui, tout devait être simple : Maria et Collard - ce dernier ancien parachutiste authentique - marchant la main dans la main, avaient décidé de l'éliminer.

Dès lors, il fut sans cesse sur le qui-vive, ne faisant plus un pas sans arme. Il a dit à Maria, et publiquement, de quoi il le soupçonnait. Maria a mal supporté cette accusation, mais il ne l'a pas soutenu. Le plus grand nombre des « compagnons ». Le conflit entre les deux hommes devient tel que force sera d'en saisir Paris. Paris, cela veut dire Pierre Debizet. Massié pense qu'il a encore la faveur du secrétaire général du SAC à Marseille, en tout cas, il se sent de plus en plus isolé. Le temps n'est plus où l'on pouvait faire interrompre une procédure ouverte un jour contre Lionel Collard et deux autres membres du SAC arrêtés ou possession d'un poste émetteur, de documents concernant des statuts étrusques et d'un plan indiquant les sondes et mesures de surveillance de baïoques et de bureaux de poste. L'époque est passée où Jacques Massié posait des micros dans une chambre d'hôtel de Toulon où séjournait un envoyé de Paris dont on se méfiait. Ce temps-là, les jeunes ou les nouveaux du SAC en avaient été marqués. On leur avait fait de projets d'expéditions au Moyen-Orient contre les Palestiniens ou, plus fréquemment, d'infiltrer la CGT, la CFDT, le PCF, les gauchistes. Ils furent plus d'un à penser qu'il était bien agréable de se dire qu'on ne peut faire le voyou tout en étant couvert.

Une « mission » sans équivoque

On n'en était plus là. Les conflits qui agitaient le SAC de Marseille étaient devenus trop violents pour rester ignorés. Maria d'ailleurs, le premier, avait alerté Pierre Debizet. Il lui avait dit ses griefs contre Massié, tant sur sa gestion que sur ses relations. Le 5 mai 1981, Pierre Debizet venait à voir sa place. Il rencontrait à l'aéroport de Marseillane Maria et Yves Destrem, pré-décesseur de Massié, mais non ce dernier. Il repartait le jour même convaincu d'avoir « réglé le problème ». Cette venue à Marseille valut au secrétaire général du SAC d'être ioué et iocarcéré aux côtés de Maria, Collard et les autres. Cependant, la chambre d'accusation jugea ensuite qu'il devait bénéficier d'un non-lieu et retrouver une condition de témoin. Entre le 5 mai et le 20 juillet 1981, jour où il apprit la tuerie, Pierre Debizet ne revit aucun des protagonistes. Dès lors il faut s'en tenir à ce qui put être constaté.

Le 10 juillet, Finocchietti, Poletti, Massoni et Campana ont été requis, ainsi que Collard, pour une « mission ». Ils ont à surveiller les allées et venues de Massié, à l'intercepter et à s'emparer de tous les documents qu'il détiendrait concernant le SAC. Campana précisera au cours de l'instruction : « On nous a

mier à coups de tisonnier, Finocchietti qui l'a achevé. Un groupe a chargé les corps dans la camionnette et s'en est allé les enterrer dans le Var au fond d'une galerie de mine désaffectée. On les y retrouvera. Quant à Finocchietti, Poletti et Campana, ils doivent mener la « mission » à son terme : attendre Massié, s'en saisir et en finir. A 3 heures du matin cette nouvelle sauvagerie fut accomplie.

Dissolution du SAC

La tuerie d'Auriol eut deux suites. L'une politique, l'autre judiciaire. Politiquement, elle donna à la gauche arrivée au pouvoir une bonne occasion d'exploiter une situation saos que l'autre bord puisse trouver à y redire. Une commission parlementaire d'enquête se pencha sur les activités de ce SAC dont la section de Marseille avait trop bien illustré les méthodes. Le rapport qu'elle établit entraîna un décret de dissolution du mouvement le 3 août 1982.

Judiciairement, une minutieuse instruction aboutit, trois ans et neuf mois après le massacre, à un procès public qui occupa la cour d'assises des Bouches-du-Rhône du 22 avril au 17 mai 1985. On y vit Finocchietti, Campana, Poletti, Massoni, qui plaident coupables et invoquaient la peur et la lâcheté. On y entendit Maria et Collard soutenir qu'ils n'étaient pour rien dans ce carnage. Les propos des uns comme des autres firent surtout apparaître leur médiocrité et par là même leur dangerosité. L'arrêt final - réclusion à perpétuité pour Maria, Collard et Poletti, vingt ans pour Finocchietti et Campana, quinze pour Massoni - n'était pourtant pas l'essence de ce débat. Politique par certains de ses aspects, ce procès s'achevait par un arrêt plus près du droit commun que de la politique. Le SAC marseillais y avait été révélaté, et il méritait précisément politique et droit commun. Sans la tuerie d'Auriol, par laquelle il avait sombré corps et biens, l'opinion n'aurait pas pu avoir pareille illustration de ses mœurs. Sans doute, on pouvait s'amuser de la puerilité de certains de ses membres. Mais, au-delà de ces illustrations d'une exploitation sans bornes, il y avait bel et bien la concrétisation de sigiliers et inquiétants projets. Il y avait bien, dangereusement mêlés, des affaires et des reprès de justice, des idéologies et des fanatismes, qui tous avaient une singulière conception du « devoir civique » tant invoqué. C'est l'« ou d'eux », d'ailleurs, qui l'avaient proclamé ce SAC marseillais « véritable panier de crabes ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

Vous n'êtes pas abonné : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.
Vous êtes déjà abonné : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

| DURÉE | FRANCE | ÉTRANGER* (voile normale) | Nbre de n° |
|------------|--------|------------------------------|------------|
| 2 semaines | 115 F | 165 F | 13 |
| 3 semaines | 170 F | 245 F | 19 |
| 1 mois | 210 F | 310 F | 26 |
| 2 mois | 330 F | 500 F | 52 |
| 3 mois | 460 F | 790 F | 76 |

* TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU : (1) 48-60-32-90.

« LE MONDE » ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine

Attention : le mois en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du _____ au _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES : _____

NOM _____ PRÉNOM _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

• VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

• N° CB _____

Expire à fin _____ Signature _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné) _____

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Communiqué de France Motors

Une erreur s'est glissée dans le texte de notre annonce (parution le 27 Juin 1991) concernant la victoire de Mazda aux dernières 24 h du Mans. En effet, s'il est vrai que cette année, cette victoire a été acquise avec 3 voitures au départ et 3 voitures à l'arrivée,

depuis 5 ans, les Mazda engagées sur le circuit du Mans ne se sont pas « toutes classées, sans exception, à l'arrivée ». En réalité, ce sont, depuis 1987, dans cette épreuve, onze Mazda sur quatorze qui ont franchi le drapeau à damiers, dont six classées parmi les dix premières.

مكتبة القرآن

ÉTRANGER

Le sommet des sept pays industrialisés à Londres et la rencontre avec M. Gorbatchev

Les experts occidentaux ne sont « pas satisfaits » de l'état des réformes en URSS

M. Bush fait état de « quelques divergences » avec la lettre du président soviétique au G-7

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Les experts occidentaux venus à Moscou pour une ultime évaluation de l'état des réformes économiques en URSS avant le sommet du G-7 « ne sont pas satisfaits ». Les experts, ce sont les chefs des groupes d'analyse des quatre institutions chargées par le G-7 l'an dernier d'évaluer l'économie de l'URSS (Banque mondiale, FMI, OCDE et BERD) qui ont participé en début de semaine à un séminaire avec des conseillers de M. Gorbatchev et des représentants des banques et ministères soviétiques.

C'est un économiste soviétique ayant assisté à ce séminaire qui en a rapporté les résultats, vendredi 12 juillet, à l'agence non officielle Interfax. A son croire, la « non-satisfaction » des experts occidentaux est plutôt un euphémisme : d'une part, ils ont été « effarés par le faible niveau professionnel » de leurs interlocuteurs, « qui ne semblent pas bien comprendre en termes économiques ce qu'ils veulent recevoir » ; d'autre, ils ont constaté que les Républiques soviétiques ne sont toujours pas d'accord pour créer un système monétaire, fiscal et bancaire unifié. En l'absence d'un tel accord, ont-ils dit, M. Gorbatchev ne pourra aller à Londres « rien d'autre que de vagues promesses ».

Le président soviétique semblait presque résigné à un tel résultat lors d'une conférence de presse, vendredi, ajoutant qu'elle contenait « des choses que nous avons déjà vues ».

propositions qu'il compte faire à Londres. Il a été approuvé mais, conséquence des réserves de ces parlementaires en matière de conservation, M. Gorbatchev a déclaré une nouvelle fois à la presse : « Le passage de l'URSS à l'économie de marché n'est pas un abandon des idéaux socialistes, c'est une mesure de contrôle par la démocratie que nous affirmons les principes du socialisme ». Ce qui n'est sans doute pas le meilleur moyen de bien disposer le FMI.

Interrogé sur la propriété privée de la terre, à laquelle il se déclarait opposé il y a six mois, le président a répondu qu'il « continue d'être favorable en Russie à la jouissance sans limitation de durée de la terre par les paysans, avec droit de la louer en héritage ». C'est à dire, si l'on comprend bien, sans droit de la vendre librement. Mais c'est « la société qui doit se prononcer en dernier ressort sur cette question, et les Républiques peuvent décider elles-mêmes ce qui leur convient », a-t-il ajouté.

Pas question

de « se mettre à genoux »

Un certain mécanisme est donc en route, mais la dette extérieure a atteint 62 milliards de dollars, les exportations de pétrole chutent et la baisse des importations pénalise les entreprises, alors que l'hyperinflation et les possibilités de la récolte s'annoncent mauvaises. Or, quand bien même l'Occident voudrait aider, il ne sait comment s'y prendre, car aucun des plans de réforme élaborés en URSS n'est applicable avant une clarification de la situation politique, des intentions des groupes parlementaires, et mieux vaut tard que jamais - des

des Républiques. Déjà prévenu qu'il ne peut compter sur une aide financière massive de l'Occident, le président soviétique a réaffirmé vendredi qu'il ne partait pas à Londres pour « se mettre à genoux et supplier », mais pour proposer « une nouvelle coopération économique ». L'URSS vient de modifier ses lois pour s'ouvrir aux capitaux étrangers et offrir ses ressources naturelles en coopération, mais « il faut des pas en retour de l'Occident », a déclaré M. Gorbatchev.

Concrètement, il a cité la levée des limitations commerciales brutalement de la guerre froide et la poursuite des études lancées en URSS par le FMI et les autres institutions internationales. « Si nous atteignons le degré de compréhension sur lequel je compte, un mécanisme de coopération économique sera créé et des groupes de travail agiront sur la base de cette compréhension politique », a-t-il dit. En clair, ces groupes de travail pourraient préparer des programmes de réformes économiques conséquents, applicables le jour où les conditions objectives en URSS le permettraient.

Pour l'instant, aucun des deux programmes dont dispose le président n'est réalisable : le « plan anticrise » de M. Valentin Pavlov, le premier ministre nommé en janvier dernier, est théoriquement en vigueur, il a été publié le 10 juillet par les journaux. En fait, il s'agit surtout d'un avenant criant des tiraillements de l'URSS entre fédération, confédération ou anarchie. Fortement modifié depuis sa première mouture il y a cinq mois, ce programme a dû intégrer les exigences des Républiques devenus le compromis signé avec neuf d'entre elles, le 23 avril, pour préfigurer le futur traité d'union. Par exemple, il laisse aux Républiques le droit de contrôler sur leurs exportations et préconise non pas la création d'une banque centrale, mais d'un « conseil central des banques », composé des « représentants des banques centrales des Républiques souveraines ».

Les vœux pieux

du « plan anticrise »

Ce programme, qui ne comporte aucun chiffre, accorde une série d'injonctions qui sont autant de vœux pieux. Il demande ainsi d'observer « une stricte rigueur budgétaire » et de signer « au second trimestre 1991 » (les dates dépassées) un tel même pas été modifié) un accord pour délimiter la propriété et les compétences, notamment en matière de privatisation, entre l'Union et les Républiques. Ce qui n'est toujours pas fait.

Tel quel, ce « programme » a néanmoins été signé il y a une semaine par les Républiques - les « Neuf » plus l'Arménie, mais la Russie et l'Ukraine ont ajouté une note spécifique qu'elles refusaient l'impératif fédéral prévu par le texte et qu'elles verseraient une simple quote-part au budget fédéral. Il est clair que leur signature ne visait qu'à donner une apparence d'accord à la veille du sommet du G-7.

Le « programme lavinski » - du nom d'un des jeunes économistes qui avaient élaboré le « plan des 300 jours », entré en octobre dernier, reprend les grandes lignes du même plan en l'agissant d'arguments politiques à destination de l'Occident. En expliquant notamment que plus l'Occident attend pour intervenir en URSS, plus cela sera coûteux, alors que de toute façon une telle intervention sera indispensable dans un pays bourré de charges nucléaires, chimiques ou autres : celles-ci doivent en effet être neutralisées ou du moins entretenues pour éviter des catastrophes de type Tchernobyl, ce qu'un Etat en décomposition n'aura pas les moyens de faire.

Ces deux plans à la fin d'été, le différentiel de base à la « lettre de 23 pages » adressée vendredi aux dirigeants des sept pays industrialisés par M. Gorbatchev ce qui a déjà été dit au président Bush qu'il avait « quelques divergences » à son sujet. Son conseiller, Brent Scowcroft, a précisé qu'elle contenait « des choses déjà vues » telles que des projets de privatisation du commerce de détail et de meilleure productivité, mais aussi une réduction de 29 % des dépenses militaires. C'est la première fois qu'un chiffre apparaît pour le montant de la réduction prévue de ces dépenses, considérées comme un des points de départ de toute réforme en URSS.

SOPHIE SHIHAB

Les chefs d'Etat souhaiteraient encourager Moscou sans lui donner de gages trop précis

LONDRES

de notre envoyé spécial

Les débats du sommet seront dominés par la perspective de la rencontre avec M. Gorbatchev. Les Sept, au-delà du message secret qu'il leur a adressé, ne savent pas exactement ce qu'ils attendent à leur dire et à leur demander le président soviétique. Mais ils sont parfaitement conscients que celui-ci attache beaucoup d'importance à l'exercice - qui n'a déjà eu des conséquences non négligeables sur la vie politique intérieure soviétique.

Leur tâche n'est pas facile : souhaitent-ils aider M. Gorbatchev et le camp des réformateurs qu'à leurs yeux il continue d'incarner, ou leur faut-il en sorte que le numéro un soviétique puisse rentrer à Moscou en présentant les discussions de Londres comme un succès. En même temps, la majorité d'entre eux ne souhaitent pas prendre d'engagements trop précis alors que la situation en Union soviétique, notamment l'avenir des relations entre les Républiques et le centre, reste incertaine.

Une dynamique

d'accompagnement

« Le débat, moins primaire que l'on passe à Houston, n'est pas entre ceux qui veulent faire un chèque et ceux qui ne le veulent pas. Il est clair que l'économie de marché ne se décrète pas. Ce sera un processus très long, très difficile, qui ne sera pas linéaire, continu. Face à ce processus long et difficile, il faut une dynamique d'accompagnement. Il faudra aider l'URSS à s'adapter elle-même au fur et à mesure, par étapes », explique Anne Lauvegeon, le sherpas soviétique. Des propos qui semblent annoncer des décisions de procédure. Les Sept, sachant qu'il s'agit d'une « sottise » à long terme, s'emploieront à organiser sur une base durable leur coopération avec l'URSS. Ils délibéreront avec lui, « Gorbatchev », pour suivre l'accompagnement à poursuivre ses démarches pour que l'Union soviétique soit associée aux institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale), accepterait, le cas échéant, d'étudier le problème du rétablissement de la dette extérieure et lui promettaient un concours plus direct. Le moment venu, c'est-à-dire lorsqu'un certain nombre de questions préalables auront été réglées.

M. Jacques Delors, le président de la Commission, cite, dans l'ordre : un règlement en bon et due forme des relations entre les Républiques et l'Union, la mise en œuvre d'un programme d'assainissement conjoncturel et, une fois cela acquis, la poursuite des réformes structurelles. Pour le problème des crédits budgétaires, il se fera entendre à l'URSS, éventuellement les Etats-Unis pourraient, en cas de besoin (et, besoin il y a) s'engager à accroître les livraisons de produits agricoles et alimentaires et à augmenter les crédits budgétaires de l'Union. Ce reste à voir si M. Gorbatchev, dont l'économie est en pleine débâcle - par manque de devises, il a fallu réduire les importations de 40 %, ce qui, accessoirement, aggrave la situation chez les fournisseurs traditionnels ex-membres du Comecon, peut se satisfaire de ce train-train de bon père de famille.

Les Sept pourraient aussi évoquer le « burden sharing », le partage de la charge budgétaire que représenterait l'aide à l'URSS. « George Bush en est prêt à payer très cher, mais par l'intermédiaire des autres », plaisante un haut fonctionnaire.

EN BREF

■ CAMBODGE : des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité se réunissent à Pékin. - Le porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué, vendredi 12 juillet, qu'une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU aura lieu à Pékin, au niveau des hauts fonctionnaires, les 18 et 19 juillet, après la réunion du Conseil national suprême (CNS) cambodgien, les 16 et 17 juillet. « Cela permet une bonne coordination entre ce qui se passe entre Cambodgiens au sein du CNS et les Chinois », a indiqué M. Daniel Bernard. - (AFP)

■ TUNISIE : rejet du pouvoir en casatloo des cinq islamistes condamnés à mort. - La cour de

tionnaire de la Commission. Quant au Japon, mécontent de ne pas récupérer les deux îles de l'archipel des Kouriles, qu'il réclame, il se montre encore plus circonspect.

La Communauté ne veut pas voir se répéter avec l'URSS ce qui se passe depuis deux ans avec les pays d'Europe centrale et orientale : sous couvert de Groupe des 24 (qui rassemble les pays de l'OCDE et les institutions financières internationales), c'est elle qui prend en charge la plus large part de l'effort financier consenti.

L'inévitable

question agricole

En vérité, ces pays, en pleine phase de restructuration économique, sont inquiets : ils redoutent que l'Occident concentre ses moyens - qu'ils savent limités - sur l'URSS et les abandonne à leur sort. Les Sept chercheront probablement à les rassurer, mais comment ? Parce que, précisément, ils n'ouvrent que chichement les cordons de leur bourse et n'ont pas l'intention de la faire davantage, les Etats-Unis mettront l'accent sur l'accès au marché. « Il convient, expliquent-ils en pointant un doigt accusateur sur la Communauté, d'achever d'avantage de produits agricoles, de textiles, de charbon, d'acier, aux pays de l'Est ». Un langage d'autant plus facile à tenir que, la proximité aidant, les surplus d'exportations de l'Europe orientale que, faute de devises, l'URSS n'achète plus, se déversent en priorité sur les marchés des Douze. La Commission de Bruxelles est convaincue qu'effectivement il faudra aller plus loin en matière commerciale. Mais elle reconnaît que c'est là un thème difficile. Il est au centre des négociations engagées par les Douze avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie afin de conclure des « accords européens », sorte de super-traités d'association.

La Communauté d'est pas invitée à ouvrir ses marchés aux seuls produits agricoles de l'Europe de l'Est ; les Etats-Unis et le Canada reviennent à la charge et lui réclament sur ce terrain un geste significatif pour déboucher l'Uruguay Round. Sachant que vers une répétition de ce qui s'était passé l'an dernier à Houston, vers de nouvelles attaques virulentes contre la politique agricole commune ? « La diplomatie du mégaphone a des limites. La Communauté est prête à s'engager dans une réforme de sa politique agricole qui devrait faciliter la négociation internationale. Ce sera une erreur de précipiter cette évolution », indiquent-ils un peu sèchement à Bruxelles. Apparemment, à Paris, on aimerait bien étudier, ou au moins différer, ce débat. « Il est effectivement souhaitable de terminer l'Uruguay Round à la fin de l'année. Il faudrait arrêter de se focaliser sur l'agriculture et faire des progrès sur les autres grands dossiers, l'accès au marché, la propriété industrielle, les services », notait vendredi M. Lauvegeon. Les chances qu'elle soit entendue sont limitées.

Les débats sur la situation conjoncturelle internationale, sur l'énergie, sur l'environnement, ceux qui entourent la mise au point de la déclaration politique, ne devraient être l'occasion ni de surprises ni de percées sérieuses, à moins qu'un regain de tension en Yougoslavie ne vienne bouleverser cet ordonnance.

PHILIPPE LEMAITRE

Les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) et le président de la commission des Communautés européennes tiendront leur traditionnelle session annuelle du 15 au 17 juillet à Londres. Dans l'après-midi du 17 juillet, les Sept rencontreront, pour une séance de travail d'environ quatre heures, M. Mikhail Gorbatchev. En route pour Londres, le président George Bush devait faire escale en France et rencontrer M. François Mitterrand à Rambouillet pour s'entretenir notamment des problèmes que pose l'organisation de la défense en Europe.

Le projet de réformes économiques présenté par M. Gorbatchev dans une lettre de vingt-trois pages adressée aux dirigeants du G-7 ne satisfait pas complètement M. Bush. Au cours d'un point de presse donné dans sa résidence de vacances de Kennebunkport (Maine), M. Bush a dit aux journalistes avoir été pleinement informé du contenu de cette lettre. « C'est une lettre fantastique mais nous avons quelques divergences à son sujet ».

Pour sa part, le conseiller de M. Bush pour les questions de sécurité nationale, M. Brent Scowcroft, a décrit la lettre de M. Gorbatchev comme un panorama « général » du projet soviétique pour passer de l'économie planifiée à l'économie de marché, ajoutant qu'elle contenait « des choses que nous avons déjà vues ».

Gare à Gribouille !

Suite de la première page

Sur ces bases, on nous presse d'avancer, ce qui ne nous convient pas.

Que l'on me comprenne bien : la France comme ses partenaires souhaite que l'Uruguay Round se conclue, si possible, avant la fin de l'année. Ce serait une immense déception de voir s'enliser ou se rompre des négociations qui protègent le monde contre les guerres commerciales coûteuses pour tous. C'est notre sentiment et c'est aussi notre intérêt. La France est le second exportateur mondial de services. Elle est au premier chef concernée par la protection des marques, appellations d'origine ou droits d'auteurs. Par ailleurs, les entreprises françaises ont massivement investi à l'étranger ces dernières années. Aussi, sur tous les nouveaux sujets abordés par le GATT (services, propriété intellectuelle, investissements), avons-nous un intérêt manifeste à aboutir à un accord.

Plus généralement, la France, quatrième exportateur et troisième importateur mondial, ne peut se satisfaire d'un quelconque repli sur soi. De plus, l'Europe des Douze, engagée dans la grande aventure du marché unique, offre à nos partenaires extérieurs un marché sans équivalent, débarrassé de tout obstacle à la circulation des biens ou à la liberté d'établissement. Ce n'est pas la situation partout. Ainsi les Etats-Unis, lorsqu'ils négocient des concessions dans le cadre du GATT, prétendent ne pas engager leurs Etats fédérés, qui peuvent maintenir des obstacles à la libre concurrence et vider de leur sens les concessions faites par leur Etat fédéral. C'est dire combien le discours et la force de l'Europe est mal venus : c'est dire aussi que l'Europe, qui a beaucoup offert à ses partenaires, est en droit maintenant de recevoir. Son intérêt est donc de conclure.

Mais on continue d'exiger toujours plus des Douze. Cela peut-il durer ? Je ne le crois pas.

Des sacrifices

pour aboutir

La proposition communautaire sur la réduction des droits de douane, qui concerne tous les secteurs de notre industrie, est très ambitieuse. Mais les réponses des autres pays ont été si décevantes que nous devons maintenant revoir notre projet à la baisse. Quant à l'agriculture, l'Europe n'a pas à rougir des propositions qu'elle fit en novembre dernier, et je regrette que la Commission ne les défende plus que du bout des lèvres. La Communauté, contrairement aux Etats-Unis, a fixé des objectifs de réduction des subventions produites par produit. Pour la

France, cela représenterait quelque 3 milliards de francs d'exportation en moins. Ici encore, nous nous sommes montrés prêts à consentir des sacrifices pour aboutir.

Mais du côté des Etats-Unis, aucune concession notable n'est venue répondre aux demandes européennes. Ils restent inflexibles dans leur refus de démanteler un arsenal législatif qui leur autorise des mesures discriminatoires contrairement aux principes généraux du GATT. Ils n'admettent pas de débiter des concessions à l'exportation de leurs subventions dans le domaine agricole et prétendent mettre fin à la politique agricole européenne sans renoncer aux avantages qui leur avaient été consentis, en compensation, lors de la mise en œuvre de cette politique. Cet immobilisme américain n'est pas nouveau. Plus nouvelle est, depuis quelques mois, leur offensive dans le domaine des services.

Tout d'abord, les procédures lancées par les Etats-Unis contre l'Europe auprès du GATT se sont multipliées. Deux d'entre elles, très agressives, visent Airbus. Les Etats-Unis n'ont jamais accepté la portée du consortium européen sur les marchés mondiaux. Aujourd'hui, ils engagent des procédures juridiques qui sont de nature à compromettre la qualité des relations commerciales entre les deux pays. Souhaitons que, au-delà du juridisme américain, les experts du GATT tiennent compte des réalités économiques, comme celle qui donne aux constructeurs américains 70 % du marché communautaire des avions. Dans ces conditions, sont-ils en mesure de se plaindre ? Il nous revient de l'Europe de développer son industrie aéronautique et, quelle que soit l'issue des procédures en cours, nous ne renoncerons pas.

L'air vibrant

du libre-échange

Ensuite, les Etats-Unis ne veulent avancer sur tous les autres sujets qu'en contrepartie d'un changement préalable et radical de la position européenne sur le dossier agricole. Le but avoué est de réduire substantiellement les exportations de la CEE, et de la France en particulier. Au mois de mai, un rapport du ministère de l'Agriculture américain faisait miroiter explicitement devant les membres du Congrès une division par deux de nos exportations de blé.

Mais l'enjeu dépasse l'Europe : il s'agit d'empêcher que les Etats-Unis deviennent l'unique grenier de la planète, tandis que l'Europe devrait se satisfaire d'une autosuffisance contrôlée par le GATT. On sait la

force de l'arme alimentaire, et ce n'est certainement pas l'intérêt des pays du Sud de voir disparaître la pluralité des fournisseurs. C'est donc de plaider coupable, la Communauté, et des possibilités de leur mondial de produits agro-alimentaires : si on nous accuse d'être protectionnistes, que dire des autres ?

Songez-y, en outre, que nous allons construire l'Europe industrielle. Les lois du marché en mesureront la croissance et l'équilibre, mais elles ne suffiront pas à les lui fournir. Les pertes européennes dans l'automobile ou le spatial, par exemple, sont énormes. Elles ne peuvent être compensées que par une politique industrielle et une politique agricole, voilà qui n'est pas réclamer l'impossible.

Nous voulons la paix commerciale et nous sommes convaincus que nos partenaires américains, quand tous les malentendus auront été levés, sauront bien construire avec nous.

Mais qu'on ne nous demande pas d'acheter un billet pour une sorte d'anti-Loto où l'Uruguay Round pourrait nous coller très cher sans nous rapporter grand chose. Certains de nos partenaires européens souhaitent trouver un accord à tout prix. Ils craignent une guerre commerciale livrée en cas d'échec et une montée du protectionnisme. Nous aussi, même s'il convient de rappeler que l'Uruguay Round, pour important qu'il soit, n'est pas tout : entre 1986 et 1990, le volume des échanges internationaux s'est accru de 6 % par an, soit 2,5 points de plus que la croissance de la production mondiale, sans qu'on ait pu trouver un accord au sein du GATT depuis 1986.

Certes, nous craignons la pluie et nous espérons le beau temps. Mais faut-il pour autant se jeter à l'eau de peur qu'il ne pleuve, tout céder maintenant par crainte d'avoir à le faire demain ? Ni la politique de la France, ni la politique de l'Europe ne peuvent être celle de Gribouille.

DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

DIPLOMATIE

POINT DE VUE

Quelle défense pour l'Europe dans les années 90 ?

par Tom King

La réforme des forces armées britanniques exposée dans le Livre blanc paru cette semaine répond aux bouleversements survenus récemment dans les relations Est-Ouest. L'abolition du pacte de Varsovie ce mois-ci en témoigne éloquentement. Avec le changement complet en Europe de l'Est, le retrait des forces soviétiques notamment, nous avons en face de nous un million d'hommes en moins qu'il y a deux ans. C'est un changement considérable, qui nous ouvre des possibilités mais comporte aussi des dangers que mettent en lumière les événements de Yougoslavie. La paix et la stabilité à long terme ne sont pas encore choses acquises sur notre continent.

La réflexion de la Grande-Bretagne en matière de défense part d'une double perspective : d'une part l'OTAN et dans l'Europe, qui partagent nos pertes, et d'autre part, en juin à Copenhague, les seize ministres des affaires étrangères de l'OTAN ont proclamé que celle-ci avait un rôle-clé à jouer dans la sécurité en Europe, et ont également réservé un accueil favorable aux progrès réalisés par les Douze sur la voie d'une politique étrangère et de sécurité commune. Ceux des pays membres de l'UEO se sont entendus, parallèlement, pour faire de cette instance la composante-défense d'une Europe mieux intégrée. Quant au Conseil de l'Europe, il a tenu à souligner combien le renforcement de l'identité européenne de défense viendrait conforter l'alliance atlantique.

La force de réaction rapide

L'esquisse de restructuration des forces élaborée par les ministres de la défense de l'OTAN en mai, cadre avec le schéma retenu. Nous pouvons élargir nos structures de défense et alléger nos effectifs. Encore faut-il leur donner plus de souplesse et les rendre mieux aptes à réagir à un large éventail de scénarios. Nous avons décidé à cet effet de passer de la force de réaction rapide, corps de bataille principal et unités de renfort. La Grande-Bretagne est plus particulièrement concernée par les forces de réaction rapide, puisque tel est l'essentiel de la contribution de l'armée britannique à l'OTAN.

Ces forces de réaction rapide sont une nouveauté dans la réflexion de l'OTAN. Elles découlent en bonne logique d'une même perception de la stratégie à adopter pour l'alliance, et de la décision spécifique des seize pays membres de se doter de forces agiles, mobiles et multinationales. Elles ont pour rôle de

défendre le territoire couvert par l'OTAN. Il ne s'agit pas d'un corps expéditionnaire appelé à intervenir en dehors de l'Europe — ce rôle n'appartient qu'à l'OTAN — ni en termes d'espèce géographique à défendre ni en termes de missions.

Elles sont, par ailleurs, tout à fait compatibles avec la mise en place d'une identité européenne de défense. Leur caractère multinationnel traduit la volonté de l'OTAN d'agir collectivement, et leur donne une puissance supérieure à celle que pourrait mettre en œuvre chaque nation, isolément. Mais leurs composantes nationales restent mobilisables séparément, et combinables avec d'autres forces extérieures à la structure militaire intégrée. Enfin, le dispositif de commandement de l'OTAN dans lequel elles s'insèrent ne signifie pas plus une perte de contrôle politique qu'il ne les rend indisponibles pour des besoins nationaux ou européens. Elles n'hypothèquent en rien les possibilités pour l'Europe de se doter d'un rôle en matière de défense.

La Grande-Bretagne a d'ailleurs déjà indiqué comment une identité européenne de défense pourrait se mettre en place au sein de l'UEO, qui viendrait conforter l'OTAN et donner corps aux aspirations européennes. Coordonnées au sein de l'UEO, les pays d'Europe auraient plus de poids à l'OTAN. Une force de réaction rapide pourrait être constituée pour préserver les intérêts européens — en dehors du théâtre Europe, il s'entend — et compléter le rôle de l'OTAN. Elle en serait distincte, et forte de son propre dispositif de planification et de commandement. Elle ferait appel à des éléments relevant de la structure OTAN qu'à des unités nationales extérieures.

Nous avons encore du chemin à parcourir pour donner un sens concret à une identité européenne de défense articulée autour de l'UEO, et pour en faire la vraie colonne de la marche de l'Europe vers une union politique plus étroite. De même, la restructuration du commandement et des forces de l'OTAN n'est pas encore achevée. Les deux processus doivent aller de pair d'ici les réunions au sommet de l'OTAN et du Conseil européen de la fin de l'année. A mesure que se mettront en place les idées, il importe plus que tout que la France et la Grande-Bretagne — les deux puissances nucléaires européennes de l'alliance — se comprennent mutuellement et fassent ensemble œuvre utile.

► M. Tom King est ministre de la défense de Grande-Bretagne.

A Washington

Les discussions sur le traité START n'ont toujours pas abouti

Le chef de la diplomatie soviétique, M. Alexandre Bessmertnykh, et son homologue américain, M. James Baker, n'ont pas réussi vendredi 12 juillet, à Washington, à conclure les négociations sur le traité de réduction des arsenaux stratégiques START (le Monde du 13 juillet).

Les discussions, portant en particulier sur trois questions très techniques qui bloquent la conclusion du traité, devaient reprendre samedi, pour la troisième journée consécutive. Un haut responsable américain a estimé que les négociations pourraient s'achever samedi. Il est également possible que la conclusion de l'accord final soit laissée aux présidents Bush et Gorbatchev, qui doivent se rencontrer le 17 juillet à Londres, en marge du sommet des Sept. — (Reuters)

CERAMIC NOTRE SUPPLÉMENT

CHAMPS
Le Monde ÉCONOMIQUES

Nomination d'ambassadeur

M. François Plaisant à Berne

M. François Plaisant a été nommé ambassadeur à Berne, en remplacement de M. Philippe Cuvillier nommé à Rome.

(Né le 22 juin 1932, M. François Plaisant est diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'ENA. Il a été détaché auprès du ministre d'État chargé des affaires algériennes de 1960 à 1964. Après avoir été en poste à Bruxelles, puis à Bonn et à Genève, il a été ministre conseiller à Washington (1980-1981), ambassadeur à Pretoria (1981-1984), directeur d'Europe à l'administration centrale (1984-1987) et ambassadeur à Athènes (1987-1989). Depuis 1989, il était ambassadeur, représentant de la France aux négociations sur les forces armées classiques et sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe, à Vienne.)

► Rencontre entre M. Mitterrand et M. Kohl le 23 juillet en Bavière. — Le président Mitterrand et le chancelier Kohl se rencontreront le 23 juillet à Bad Wiessee, dans les Alpes bavaroises, a annoncé l'Elysée vendredi 12 juillet. Cet entretien suivra celui prévu la semaine prochaine, à Londres, en marge du sommet des Sept.

PROCHE-ORIENT

Menaçant de bombarder les installations nucléaires en Irak

Les États-Unis mettent en place une force alliée « de déploiement rapide » en Turquie

NEW-YORK

de notre correspondant

Washington, Paris et Londres ont mis en garde l'Irak, vendredi 12 juillet, le menaçant implicitement de représailles en cas de non-respect des obligations de l'ONU. Le président George Bush a approuvé une liste de postes de commandement et de centres de contrôle irakiens susceptibles d'être bombardés par l'aviation américaine si Bagdad refuse d'appliquer la résolution 687 sur la destruction de son matériel nucléaire. De son côté, la France a annoncé la maintien dans la région d'une présence militaire « au niveau approprié ».

« Aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone ne sera toléré », précise le communiqué de l'Elysée. La mise en garde conjointe des alliés fait suite à des discussions par téléphone, jeudi, entre le président Bush, le président Mitterrand et le premier ministre britannique, M. John Major.

Le Pentagone a annoncé le 12 juillet que les forces militaires alliées mises en place au mois de mai dernier dans le sud de l'Irak pour protéger la population kurde des représailles de Bagdad, avaient commencé à se retirer de cette zone; l'opération devait s'achever le 15 juillet. Estimant que la situation humanitaire qui avait justifié cette présence militaire de la coalition « est améliorée », M. Pete Williams, le porte-parole du département de la défense, a toutefois précisé que la coalition continuerait à surveiller la situation et que le retrait des quelque 3 300 militaires alliés encore présents dans le nord de l'Irak s'accompagne de la mise en place d'une « force de déploiement rapide » installée « à proximité » et destinée à garantir la sécurité des réfugiés.

M. Williams a refusé de préciser si elle serait installée en Turquie, mais selon certaines sources proches du Pentagone, cette force d'environ 2 500 à 3 000 hommes, assurée d'une couverture aérienne composée de chasseurs et d'hélicoptères de combat et regroupant

des contingents provenant de huit pays (États-Unis, Grande-Bretagne, France, Turquie, Italie, Espagne, Belgique et Pays-Bas) serait effectivement installée dans la partie est de la Turquie, à proximité de la frontière irakienne de façon à « pouvoir répondre militairement à toute action irakienne qui perturberait la paix ».

Réunion du Conseil de sécurité le 15 juillet

Cette opération fait suite à la visite récemment effectuée en Turquie par le sous-secrétaire à la défense, M. Paul Wolfowitz, afin d'obtenir d'Ankara l'accord permettant de faire stationner des troupes étrangères dans ce pays. Le porte-parole du Pentagone a indiqué, par ailleurs, que l'armée de Bagdad, les forces de police et les gardes frontalières irakiens, devaient continuer à éviter la zone de sécurité délimitée par la coalition. De même, « aucun avion ou hélicoptère irakien ne sera autorisé à survoler une portion de territoire située au nord du 36° parallèle » (au-delà de laquelle commence la « zone de sécurité »), a-t-il ajouté.

Selon certaines sources proches de l'administration, le président

Bush aurait approuvé une liste d'une vingtaine d'objectifs militaires situés en territoire irakien qui pourraient être bombardés si Bagdad ne se conforme pas à l'ensemble des dispositions prévues par la résolution 687 du Conseil de sécurité et prévoyant notamment la destruction totale de ses équipements nucléaires (le Monde du 13 juillet) dont l'existence a été confirmée par une mission spéciale de l'ONU. Le chef de cette mission, l'ambassadeur suédois Rolf Ekens, présentera son rapport le 15 juillet devant le Conseil de sécurité. Une communication jugée déterminante par l'administration américaine et par les membres du Conseil après les informations selon lesquelles Bagdad a volontairement dissimulé les détails d'un important programme nucléaire dont le caractère militaire se fait plus en doute.

A quelques heures de la réunion du Conseil de sécurité, le ton était à la fermeté parmi les cinq membres permanents. Sans qu'il soit possible de préjuger une nouvelle action militaire contre l'Irak, même si elle est implicitement autorisée par les précédentes résolutions votées par le Conseil.

SERGE MARTI

Mise en garde française

Voici le texte de la mise en garde adressée, vendredi 12 juillet, à l'Irak par la France — en liaison avec les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité — contre le non-respect des obligations imposées par l'ONU :

« Les forces militaires mises en place au nord de l'Irak dans le cadre de l'opération humanitaire engagée au profit des populations kurdes à la suite de l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 688, à l'initiative de la France, ont maintenant rempli leur mission. Les réfugiés kurdes en Turquie ont, dans leur quasi-totalité, regagné l'Irak ; du côté irakien, la majorité d'entre eux ont fait de même. Le redéploiement du contingent français est donc maintenant possible. L'opération humanitaire se poursuit sous l'autorité des Nations unies.

« La vigilance continue, toutefois, de s'imposer au sujet du comportement des autorités irakiennes. La France a donc adressé, en liaison avec ses partenaires, les mises en garde appropriées. Aucun obstacle à l'action humanitaire poursuivie par les Nations unies et les organisations non gouvernementales présentes dans la zone, ne sera toléré.

« Conformément aux dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et, notamment, de la résolution 688, la France prendra les initiatives qu'appelleront la non-respect par l'Irak de ses obligations ainsi que toute atteinte aux droits de l'homme. A cet effet, la France maintiendra une présence militaire dans la région au niveau approprié en liaison avec les autres pays intéressés.

« Par ailleurs, la France rappelle que le problème des réfugiés kurdes reste préoccupant à la frontière irakienne. Avec ses partenaires de la Communauté européenne, elle apportera son concours sur la plan humanitaire aux actions spécifiques que présentent actuellement les Nations unies. »

FRANÇOISE CHIPAUX

Avant l'invasion du Koweït

L'ancien ambassadeur américain aurait bien adopté un ton conciliant à Bagdad

Deux sénateurs de l'opposition démocrate ont accusé vendredi l'ancien ambassadeur des États-Unis à Bagdad d'avoir « délibérément trompé le Congrès », en prétendant avoir mis en garde le président irakien Saddam Hussein contre une attaque contre le Koweït (le Monde des 22 mars et 14 mai).

Les sénateurs affirment que son compte rendu de cette rencontre, envoyé au département d'État et dont ils ont obtenu une copie, a au contraire un ton conciliant. Il est d'ailleurs intitulé : « Message d'amitié de Saddam Hussein au président (George) Bush ». Le président de la

commission sénatoriale des affaires étrangères, M. Claiborne Pell, a demandé au gouvernement pourquoi il n'avait pas rectifié les déclarations du diplomate. Le télégramme reste toujours classé confidentiel et ne peut pas être publié.

Le Washington Post, de son côté, a affirmé vendredi que M. Glasie avait bien adopté un ton conciliant à l'égard de M. Saddam Hussein lors de leur entretien précédent l'invasion du Koweït. Le journal indique avoir obtenu copie des télégrammes échangés par l'ambassadeur avec le département d'État au début de la crise irako-koweïtienne. Dans

sa description de sa rencontre avec M. Hussein le 25 juillet et les recommandations qui l'accompagnaient, M. Glasie indique avoir répété au président irakien que le président George Bush voulait améliorer leurs relations et éviter une confrontation, écrit le Post. Elle s'y déclare aussi convaincue qu'il n'y aura pas d'invasion du Koweït. L'insistance (de Saddam Hussein) sur son désir d'une solution pacifique est « sûrement sincère », écrit-elle. M. Glasie avait affirmé, lors d'un témoignage au Congrès, avoir fermement averti M. Hussein de ne pas envahir le Koweït. — (APF)

Pour connaître l'Islam et en parler honnêtement

LE QORAN

Nouvelle traduction sur la Vulgate arabe par René R. KHAWAM

Librairie MAISONNEUVE ET LAROSE

مكتبة القرآن

Océan Indien

MADAGASCAR :
alors que le pays est paralysé par la grève générale

L'opposition s'est engagée dans la course au pouvoir

Les partis d'opposition, les Eglises chrétiennes et le pouvoir devraient se rencontrer, lundi 15 juillet, pour discuter de la réunion d'une conférence nationale. L'annonce de la formation d'un gouvernement de transition par l'opposition a été reportée de quelques jours.

ANTANANARIVO

De tous les partis d'opposition, les Eglises chrétiennes, les dirigeants du Conseil des Eglises chrétiennes de Madagascar (CECM) sont les seuls à ne pas demander le départ du président Didier Ratsiraka, qui paraît, pourtant, indéfectible si l'on en croit la presse d'opposition. « Notre rôle de médiateur entre les deux parties ne nous permet pas d'exiger le renvoi de l'un d'elles », explique le Père Adolphe Razafimanantsoa, président en exercice du bureau exécutif du CECM.

Ce décalage a déjà soumis les Eglises à des critiques qui se sont accentuées après la rencontre, le 10 juillet, entre les chefs religieux et le président. Rencontrer dans l'opposition ne voyait pas « l'unité », d'autant plus que l'issue de cette réunion le CECM a proposé une dissension entre le premier ministre et le Comité des forces vives, qui a, d'emblée, rejeté cette initiative puisqu'elle ne reconnaît pas la légitimité du pouvoir dans son ensemble.

Cet incident a, tout de même, mis en relief l'importance du rôle des Eglises, auxquelles les responsables de l'opposition ont réitéré leur soutien. « Ne tirez pas sur le CECM, s'écrit l'éditorialiste du quotidien *Midy-Madagascar*, car ce qui a fait relire plus d'un excès de zèle que d'un parti pris, et son arbitrage demeure indispensable. »

Prendre des risques

Pour les dirigeants du Comité des forces vives, les Eglises jouent un rôle d'intermédiaire, efficace dans l'épreuve de force qui s'est engagée avec le pouvoir et dont il est un peu à l'origine. Après la création, en 1980, du CECM, qui se voulait avant tout œcuménique, sa commission sur la vie nationale s'est penchée sur les problèmes socio-économiques du pays pour conclure à la nécessité d'une concertation nationale. L'opposi-

tion, légalisée en janvier 1990, a rapidement adhéré à cette idée en y ajoutant une touche politique.

Les Eglises ne se contentent plus de dire : « Soyons justes », mais dénoncent aussi les injustices du système et des institutions. Cette nouvelle approche a engendré quelques dissensions, notamment au sein de l'Assemblée nationale, qui accepte mal de voir certains des siens se « compromettre avec la politique ». « C'est un risque que nous devons prendre », rétorque un prêtre, prêtre des théologiens de la libération.

Aujourd'hui, le CECM se pose en médiateur « engagé », puisqu'il milite pour la tenue d'une conférence nationale et la révision de la Constitution. Il doit, en principe, se réunir, lundi, avec des représentants du pouvoir et de l'opposition au sujet de ces assises, dont les autorités ont finalement accepté l'idée après deux jours d'une grève générale à trois vagues.

La paralysie du pays, depuis le 8 juillet, commence à lasser la population, privée de transports et de liquidités. Dans les quartiers de « Tana », on négocie un crédit chez l'épicier du coin alors que, dans les hôtels, les caissiers ne peuvent échanger les devises des touristes qu'en compte-gouttes : 100 francs français à chaque opération. Un enrêlement en fait néanmoins : « Les paroisiers sont déterminés. Ils souffrent depuis seize ans, alors ils sont prêts à souffrir quelques jours de plus pour aboutir au changement. » L'opposition envisage, tout de même, la semaine prochaine, une reprise du travail dans le secteur privé, dans les banques et les stations-service, en maintenant la pression par le blocage total de la fonction publique.

L'annonce d'un gouvernement de transition a été repoussée de quelques jours, ce qui laisse deviner des tractations entre les différents partis de l'opposition, les gouvernements militaires et civils, entretenant la fin de « l'ère Ratsiraka », se placent déjà dans la course au pouvoir. Le chef de l'Etat pourrait jouer de ces divisions, à moins qu'il ne s'efface avant que les contestataires ne l'y contraignent. C'est la menace que des opposants, forts du soutien populaire que les grèves ont apporté à leur cause.

JEAN HÉLÈNE

AMÉRIQUES

CANADA : un an après le conflit d'Oka entre les Mohawks et la communauté blanche québécoise

La crise indienne n'est toujours pas réglée

En juillet 1990, au Québec, un conflit violent a opposé communautés blanches et amérindiennes : un policier a été tué tandis que les Indiens Mohawks, les policiers québécois et l'armée se sont heurtés inlassablement durant deux mois. Un an plus tard, rien ne paraît réglé.

MONTREAL

correspondance

Des « guerriers » mohawks défendent, Kalamistikov au poing, « leurs » terres ancestrales au bord d'un terrain de golf à neuf trous que la municipalité du village d'Oka (nord-ouest de Montréal) voulait agrandir : la crise qui couvait depuis longtemps entre les Amérindiens et les autorités du Canada s'est envenimée le 11 juillet 1990, lorsque des policiers québécois, venus faire évacuer les lieux, ont été tués par balle. Dans les semaines qui suivirent, la crise divisa le pays tout entier. On redécouvrait le problème indien, et à l'occasion on découvrait aussi que beaucoup restaient à faire.

Un an plus tard, les Mohawks peuvent se targuer d'avoir fait « reculer la municipalité », qui a abandonné son projet, mais les questions soulevées lors de cette spectaculaire explosion de colère sont toujours sans réponse. Le gouvernement fédéral canadien a racheté une partie des terres en litige qu'il n'a toutefois pas encore remises aux intéressés. Ces derniers, divisés, ne se sont mis d'accord que tout récemment sur le mode de désignation du chef qui devra les administrer. Les Mohawks réclament par ailleurs des terres beaucoup plus vastes que celles qu'ils ont obtenues, et ce conflit — comme des centaines d'autres de ce type à travers le Canada — n'est toujours pas réglé. A Oka, les tensions restent vives entre les Amérindiens et les Blancs du village, dont plusieurs maisons avaient été sérieusement endommagées par des « guerriers » devenus casseurs. A ce jour, le gouvernement québécois a versé plus de 20 millions de dollars à la communauté (1) à titre de dédommagement à ces victimes.

On ne saura jamais de façon certaine d'où venait la balle qui a tué le policier : une première enquête n'a pas permis de faire la lumière sur les circonstances de sa

mort, et le gouvernement québécois a refusé de revenir, par le biais d'une enquête plus fouillée, sur des événements qui ont tenu les Canadiens en haleine pendant onze semaines.

Situation d'urgence

Si la Fédération internationale des droits de l'homme a, dans son rapport annuel déposé le 9 juillet, estimé que les droits de l'homme avaient été violés « des deux côtés de la barricade », la section canadienne d'Amnesty International s'est de son côté estimée « incapable de conclure » si des Mohawks avaient ou non été maltraités.

La crise d'Oka aura au moins eu le mérite, aux yeux des leaders autochtones, d'accélérer le processus de négociations constitutionnelles. À l'issue duquel les Amérindiens voudraient obtenir une large autonomie. Sondages et commissions d'enquête montrent qu'une large majorité de Canadiens sont favorables à la reconnaissance des droits des « premiers habitants du pays », et Ottawa entend dorénavant traiter ce dossier de concert avec les autres problèmes constitutionnels (revendications autochtones du Québec, réforme du

Sénat demandée par les provinces de l'Ouest notamment), au lieu de le laisser en queue de liste. Le gouvernement canadien a par ailleurs accepté début juillet que les Amérindiens mènent eux-mêmes une vaste consultation auprès des leurs, afin d'élaborer une liste de propositions constitutionnelles. « Le gouvernement du Canada vient de reconnaître que nous sommes une entité distincte qui a le droit à l'égalité et qui doit se représenter elle-même », a estimé M. Ovide Mercredi, nouveau président de l'Assemblée des premières nations qui représente 440 000 Amérindiens.

Si les manifestations de bonne volonté du gouvernement devaient cesser, il faudrait s'attendre à de nouveaux enflis dans le nord québécois, sur les lieux du projet hydro électrique dit « Grande-Baleine » de quelque 12 milliards de dollars, auquel les Indiens Cris s'opposent énergiquement. En attendant de procéder à une étude plus approfondie, le gouvernement fédéral vient de retarder le projet de quelques années.

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

(1) Le dollar canadien vaut environ 5,38 F.

CHILI : membre de la junte pendant douze ans

Le général de l'armée de l'air Matthéi se retire

SANTIAGO

de notre correspondant

A la tête de l'armée de l'air depuis 1978, et à ce titre membre de la junte militaire pendant douze ans, le général Fernando Matthéi prendra sa retraite le 31 juillet. Son successeur, le général Ramon Vega, a été désigné vendredi 12 juillet, par le président Patricio Aylwin.

Cinq ans après la prise du pouvoir par les forces armées, le général Gustavo Leigh, commandant en chef de l'aviation et l'un des organisateurs du coup d'Etat de 1973, se déclara soudain partisan d'un prompt retour à la démocratie. Mal lui en prit. Alors soutenu par la marine et les carabiniers, le général Pinochet s'empressa de décapiter par décret l'arme « rebelle ». Nommé en rempla-

cement du « général dissident », dont la chute avait entraîné la démission solidaire de presque tous les membres de son état-major, le général Matthéi fut donc considéré comme une créature du dictateur.

A tort : après avoir observé, pendant les premières années, une attitude prudente, le nouveau commandant en chef incarna à son tour la sourde opposition des aviateurs. Lors du plébiscite de 1988, il fut la première personnalité du gouvernement militaire à reconnaître la victoire du « non », contribuant ainsi à « désestimer » un coup de force planifié par les durs du régime. Après son entrée en fonctions en 1990, le président Patricio Aylwin le pria de rester en place. Il considéra que sa présence à la tête de l'armée de l'air contrecarrait les projets menaçants du général Pinochet.

Le président Aylwin n'a pas eu

à regretter sa décision. A l'opposé de l'ancien dictateur, le général Matthéi a multiplié les gestes d'attachement à la démocratie, acceptant même soigneusement, en mars dernier, la publication du rapport des « sages » sur les exactions du régime militaire.

Le général Vega, son successeur, devrait maintenir le cap. Le premier remplacement d'un commandant en chef depuis la passation des pouvoirs témoigne en tout cas de la normalisation croissante des rapports entre civils et militaires. Laisse-t-il présager que le général Pinochet lui-même, âgé de soixante-cinq ans, pourrait prochainement accepter de prendre sa retraite ? Les garanties qui entouraient nécessairement son départ sont actuellement l'objet de discrètes négociations entre l'armée et le gouvernement.

GILLES BAUDIN

EN BREF

COLOMBIE : assassinat de trois « extraditables » qui allaient se rendre. — Fernando Ritzler, Juan Carlos Díaz, et Jairo Enrique Londoño, trois « extraditables » du cartel de la drogue de Medellín qui étaient sur le point de se rendre aux autorités colombiennes ont été trouvés morts, après avoir été enlevés, jeudi 11 juillet. Leurs corps, criblés de balles, ont été découverts dans une zone rurale au nord-est de la ville. — (AFP.)

PÉROU : trois ingénieurs japonais assassinés par le Sentier lumineux. Trois ingénieurs japonais ont été assassinés, vendredi 12 juillet, par un commando du Sentier lumineux qui a fait irruption dans le Centre technique pour la culture de légumes nippo-péruviens (CICP), situé à Hualar, à 20 km au nord de Lima. Les guérilleros maoïstes ont également détruit à la dynamite les installations du centre de recherche faisant deux blessés parmi les travailleurs du CICP. — (AFP.)

EUROPE

IRLANDE DU NORD : libéré par un tribunal néerlandais

Un membre présumé de l'IRA est arrêté à Dublin

LONDRES

de notre correspondant

M. Gerard Harte, un membre présumé de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) qui avait été acquitté, vendredi 12 juillet, par un tribunal néerlandais et libéré sur-le-champ, a été arrêté le même jour, dans la soirée, à son arrivée à l'aéroport de Dublin. M. Harte est soupçonné d'être le responsable de nombreux attentats en Ulster, en République d'Irlande et sur le continent.

Il s'agit d'une affaire qui montre une fois de plus la difficulté, pour des Etats de droit, de traiter le problème du terrorisme politique. Il est évident que M. Harte appartenait à l'IRA, mais il est pratiquement impossible de le prouver devant un tribunal. Les autorités judiciaires néerlandaises ont donc libéré vendredi après-midi M. Harte ainsi que ses trois camarades, M^{mes} Danna Maguire et MM. Sean Hick et Paul Hughes,

tous fortement soupçonnés, la encore sans preuve absolue, d'avoir tué par erreur sur le territoire néerlandais, le 2 avril 1990, deux jeunes touristes australiens pris à tort pour des soldats britanniques en permission.

L'IRA avait présenté ses excuses aux familles des personnes tuées à Roermond, petite ville des Pays-Bas très fréquentée par les militaires britanniques basés non loin de là en Allemagne. Un tribunal néerlandais avait acquitté il y a une semaine M. Harte, âgé de vingt-sept ans, originaire d'Irlande du Nord, du délit de participation au meurtre des deux Australiens. Il avait été précédemment condamné, pour le même motif, à dix-huit ans de prison. Il vient donc d'être libéré, lui et ses trois camarades, de toute accusation. Il a été libéré immédiatement. Les trois autres doivent être extradés vers l'Allemagne, où ils sont recherchés pour d'autres attentats.

DOMINIQUE DHOMBRES

BULGARIE

Adoption d'une nouvelle Constitution

La Bulgarie s'est dotée, vendredi 12 juillet, d'une nouvelle Constitution. Ce document remplace la loi communiste datant de 1971 et institue l'inviolabilité de la propriété privée et la liberté d'opinion. Après la dissolution de l'Assemblée constituante, le président Jelic Jelov a annoncé que les prochaines élections législatives auront lieu le 29 septembre.

Plus de 40 000 sympathisants de l'aile radicale du mouvement anticomuniste, l'Union des forces démocratiques (UFD), ont manifesté le même jour contre la nouvelle Constitution, estimant qu'un Parlement où les anciens communistes ont la majorité absolue ne pouvait adopter un texte démocratique. Prenant la parole devant les manifestants, le président du conseil de coordination national de l'UFD, M. Filip Dimitrov, a appelé les Bulgares à soutenir « par un « si » permanent » la grève de la faim qu'observent, depuis mercredi 10 juillet, vingt-cinq députés de l'UFD en signe de protestation contre la nouvelle Constitution. — (AFP, AP.)

Pour protester contre la répression en Turquie

Des militants kurdes manifestent en Europe

Une trentaine de manifestants kurdes ont été arrêtés par la police après avoir brièvement occupé l'ambassade de Turquie à Londres, vendredi 12 juillet, en fin de matinée. Les manifestants, qui avaient forcé l'entrée de l'ambassade en bousculant les policiers en faction, se sont rendus sans résistance peu après. Ils sont sortis du bâtiment en criant des slogans anti-turcs, tandis que d'autres manifestants brandissaient des pancartes dénonçant la répression en Turquie. L'incident n'a fait aucun blessé.

Le même jour, une cinquantaine de Kurdes ont occupé, pendant quelques heures, les bureaux d'Amnesty International à Bruxelles et ont accepté d'évacuer le bâtiment sans que la police ait eu à intervenir. Toujours vendredi, six personnes ont été arrêtées à Deventer, à l'est des Pays-Bas, lors d'une manifestation d'une soixantaine de Kurdes devant le consulat général de Turquie. Quatre Kurdes et six policiers ont été légèrement blessés. — (AFP, Reuter.)

URSS : sous certaines conditions

Le Parlement approuve le projet de traité d'union

Le Parlement soviétique a approuvé, vendredi 12 juillet, le projet de nouveau traité d'union de M. Mikhaïl Gorbatchev, mais a assorti son vote de recommandations susceptibles d'irriter les gouvernements des Républiques. Le texte, qui redistribue les pouvoirs entre le Kremlin et les Républiques d'URSS au profit de ces dernières, a été voté à une écrasante majorité.

Les députés recommandent l'instauration d'un impôt fédéral directement perçu par le pouvoir central et l'élection de la Chambre haute du Parlement au suffrage universel direct. Or, le projet soumis par M. Gorbatchev prévoyait que cette

Chambre soit désignée par les Parlements des Républiques. Ces deux points risquent de heurter les neuf Républiques qui n'ont pas accepté de négocier le nouveau traité, en particulier les plus puissantes : Russie et Ukraine. Le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, soutenu par l'Ukraine, exige que tous les impôts fédéraux soient perçus par les gouvernements des Républiques.

Apparemment, les députés tentent aussi de conserver le mot « socialiste » dans la dénomination officielle du pays, alors que le projet de traité propose de rebaptiser l'URSS : « Union des républiques souveraines et socialistes ». — (Reuter.)

AFRIQUE

ALGÉRIE

Manifestations à Alger : un mort

Une personne a été tuée et onze autres ont été blessées, dans des heurts qui ont opposé, vendredi 12 juillet, près de la mosquée de Kouba, à Alger, avant la prière hebdomadaire, des islamistes aux forces de l'ordre.

Selon l'agence de presse APS, une ambulance militaire, transportant deux blessés, a été prise à partie par des « groupes d'agitateurs », qui ont blessé trois membres des forces de l'ordre. « Les échauffourées qui s'ensuivent ont fait sept blessés », dont l'un a succombé lors

de son transfert à l'hôpital. Selon APS, les incidents ont éclaté quand les forces de l'ordre, voulant empêcher « des tentatives d'occupation des places publiques et d'installation d'amplificateurs de son à Kouba », ont « essuyé des jets de pierres de la part d'agitateurs étrangers au quartier ».

D'autres incidents ont eu lieu dans les quartiers populaires de Ben Omar et de Baedjarab, proches de celui de Kouba. Une trentaine de personnes ont été interpellées par la police. — (AFP.)

EN BREF

ESPAGNE : visite de Fidel Castro en 1992. — Le président cubain, Fidel Castro, a accepté l'invitation qui lui a été faite par les autorités espagnoles de se rendre en Espagne pour y rencontrer le roi Juan Carlos et le président du conseil M^{me} Felipe Gonzalez, en juillet 1992, à l'occasion du deuxième sommet ibéro-américain, se-on indiqué vendredi 12 juillet à Madrid. Il s'agira du premier voyage en Europe occidentale du

leader cubain depuis son arrivée au pouvoir en janvier 1959. Fidel Castro est attendu au premier sommet entre les pays d'Amérique latine et l'Espagne les 18 et 19 juillet à Guadalajara au Mexique. — (AFP.)

ROUMANIE : prêt japonais de 180 millions de dollars. — Le Japon a décidé d'octroyer un prêt de 180 millions de dollars à la Roumanie afin de l'aider à s'adapter à

l'économie de marché, a déclaré vendredi 12 juillet le ministre roumain de l'économie et des finances, M. Eugen Dimarescu. Ce prêt fait partie d'un plan d'aide de 1 milliard de dollars à Bucarest promis par le groupe des vingt-quatre pays industrialisés et dont l'application avait été retardée. — (Reuter.)

Deux morts et une trentaine de blessés dans un tremblement de

terre. — Au moins deux personnes sont mortes et une trentaine d'autres ont été blessées, vendredi 12 juillet, dans un tremblement de terre dont l'épicentre était situé à 15 kilomètres de la ville de Timisoara, près de la frontière avec la Hongrie et la Yougoslavie. Le plafond d'un restaurant s'est écroulé sur deux personnes qui ont été tuées sur le coup, dans le village frontalier de Banloc. — (AFP.)

POLITIQUE

A la veille de nouvelles manifestations

M^{me} Cresson annonce une « première série de mesures d'application immédiate » en faveur des anciens harkis

Le communiqué diffusé vendredi soir 12 juillet par l'hôtel Matignon indique que « le gouvernement est décidé à faire un effort spécifique » en faveur des anciens harkis et de leurs familles « dans le but de permettre l'intégration sociale de tous ». Il souligne que le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, et le délégué du gouvernement aux rapatriés, M. Maurice Benassayeg, présenteront mercredi 17 juillet l'ensemble du dispositif envisagé mais que M^{me} Edith Cresson a arrêté sans délai « une première série de mesures d'application immédiate » dont nous publions ci-dessous le détail.

1) Mesures visant à une meilleure reconnaissance et à la promotion de la communauté.

Des salles seront consacrées aux harkis dans le mémorial des rapatriés qui va être érigé au fort Saint-Jean à Marseille.

Un effort particulier sera développé tant en direction des médias que dans les manuels scolaires.

2) Mesures visant à la formation, l'insertion socioprofessionnelle et l'emploi.

Les membres de la communauté rapatriée d'origine nord-africaine ont naturellement droit à tous les dispositifs administratifs et financiers d'aide à la formation et à l'insertion. Une instruction le rappelle dans les tout prochains jours aux préfets. Ils ont aussi, en outre, à des mesures spécifiques qui sont renforcées.

30 éducateurs du contingent ou agents de coordination chargés de l'emploi supplémentaires seront mis en place dès la prochaine rentrée scolaire. Ils pourront en outre être chargés de missions d'information auprès des familles en dif-

ficulté. Ils renforceront ainsi les 162 militaires du contingent déjà chargés de cette mission.

Le système de bourses spécifiques sera développé et renforcé. En particulier, il sera étendu aux enseignants du second cycle.

9,4 millions de francs seront consacrés à l'aide spécifique à la création d'entreprises.

Les conventions d'actions sociales-éducatives et culturelles seront développées et renforcées.

Enfin, l'Etat encouragera les entreprises publiques et les collectivités locales - avec lesquelles il passera des conventions - à proposer des emplois aux membres de cette communauté, en particulier les jeunes.

3) Mesures en faveur des habitants des zones de concentration.

La réorption et l'aménagement des zones de concentration ou des zones d'habitat social de Jouques, de Bins et de la Briqueterie d'Amiens seront activement poursuivis en concertation étroite avec les résidents concernés. Dans le cadre de ces opérations, la prime de mobilité sera renforcée.

4) Mesures relatives au sur-développement lié à l'acquisition de logements.

Afin de faire face aux cas de surdéveloppement excessifs liés à l'acquisition de logements, les études en cours visent à permettre à un représentant des harkis de siéger, avec voix consultative, au sein des commissions mises en place dans le cadre de la loi Neiertz. De plus, certaines situations pourront faire l'objet d'un traitement au cas par cas sur les crédits d'aides aux accédants en difficulté qui seront augmentés à cet effet. Un crédit de 4,5 millions de francs est réservé à cet effet.

5) Mise en œuvre de l'action administrative.

Le souci du gouvernement est de voir les mesures prises se traduire concrètement sur le terrain.

Le premier ministre réunit, à cet effet, dès le début septembre, les préfets et les personnes désignées par eux pour animer l'action en faveur de cette communauté dans les zones où sa concentration est la plus forte.

Un dispositif de suivi, comprenant notamment des représentants des associations et des jeunes de cette communauté, sera mis en place dans chacune des départements concernés. Il alimentera également un dispositif de suivi national qui sera mis en place au cours de l'été.

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration et le délégué aux rapatriés présenteront mercredi prochain l'ensemble de ces mesures ainsi que les réponses que le gouvernement entend apporter aux autres propositions du rapport Loisean-Méliani. Ils seront entourés de représentants de présidents de conseils régionaux, de présidents de conseils généraux et de maires, mais aussi de responsables d'entreprises qui feront connaître leurs offres d'emploi.

Déphasage

par Alain Rollot

Il faut espérer, pour la tranquillité estivale du premier ministre, que le ministre des affaires sociales et le délégué du gouvernement en charge des rapatriés compléteront de façon substantielle, mercredi, la « première série de mesures d'application immédiate » en faveur des anciens harkis et de leurs familles que l'hôtel Matignon a annoncées vendredi soir par simple voie de communiqué. Sinon, M^{me} Edith Cresson risque d'avoir à affronter une révolte encore plus vive que celle qui émeut, depuis octo-

bre, dans tous les départements où cette communauté a pris racine. Dans son rapport, auquel se réfère le premier ministre, la « mission de réflexion sur la communauté rapatriée d'origine nord-africaine » s'est exprimée sans ambiguës : « Une nouvelle déception provoquerait fatalement une explosion. Les premières réactions enregistrées vendredi soir, notamment dans le cas de Jouques (Bouches-du-Rhône) ne laissent à ce sujet aucun doute. »

Ces premières mesures, laborieu-

sement arrêtées trois semaines après les incidents de Narbonne, ne brillent en effet ni par l'ampleur, ni par l'originalité, ni par l'audace. Elles donnent la mesure du déphasage entre les priorités du chef du gouvernement et les espoirs exaspérés des anciens harkis.

Des tranta propositions qui lui avaient été faites par la « mission de réflexion » instituée en octobre par M. Rocard et reprises par M. Remy Leveau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, et Abdelaziz Meliani, colonel du cadre de réserve, M^{me} Cresson ne retient pour l'instant qu'un tiers en laissant apparemment de côté celles qui étaient jugées les plus importantes par les principaux intéressés. Elle ne reprend à son compte ni l'idée d'un débat au Parlement, recommandé par la mission comme un moyen symbolique de marquer la reconnaissance officielle des services rendus par ces hommes à la République, ni la proposition d'octroyer aux anciens suppléants de l'armée française en Algérie un revenu minimum équivalent à une fois et demie le SMIC, présentée comme un bon moyen de traduire concrètement cette reconnaissance de « réparation morale », ni même les diverses orientations proposées pour assurer la protection des enfants des harkis contre ce qu'on appelle pudiquement « les discriminations extérieures et intérieures » et qui recouvrent des réalités discriminatoires et racistes.

Ce premier « paquet », mal ficelé, constitue ainsi, au premier abord, un dispositif qui ne fait que prolonger, en les accentuant, certaines des dispositions du plan d'intégration adopté le 30 août 1989 par la commission des ministres, au lendemain d'incidents survenus à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard), mais en ne les inscrivant dans aucune perspective de premier ministre se situant involontairement en recul par rapport à un plan qui a déjà manifestement échoué.

Sans doute y a-t-il davantage un déficit de communication qu'une mauvaise appréciation de la situation. En rendant dès la semaine dernière à M. Benassayeg l'enveloppe budgétaire de 100 millions qui lui avait été pratiquement supprimée par son ancien ministre record de santé, M^{me} Cresson a montré qu'elle avait pris conscience de l'urgence.

L'effet global, dans l'immédiat, n'en est pas moins négatif. Et c'est dommage parce que l'annonce de la mise en place de « mesures de suivi » dans chacune des départements concernés et, surtout, l'effort entrepris pour associer les conseils régionaux, les conseils généraux et les organisations professionnelles au travail de l'Etat va incontestablement dans le bon sens. C'est bel et bien en coordonnant les bonnes volontés, comme cela se fait dans la région provençale, qu'on pourra apporter des réponses sérieuses aux jeunes qui réclament du travail et un peu de considération. C'est bel et bien sur ce terrain des actions de proximité, citée après citée, en commune après commune, que la solidarité nationale jouera ou ne jouera pas. Encrener tout à fait que le gouvernement donne lui-même l'impression d'y croire.

Une réponse rocardienne au premier ministre...

Dans un entretien publié par Libération dans samedi 13-dimanche 14 juillet, M. Alain Richard, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, député du Val-d'Oise et membre du courant de M. Michel Rocard au sein du PS, affirme notamment, à propos des critiques exprimées par M^{me} Edith Cresson à l'annonce de son prédécesseur à Matignon : « Je crois qu'il y a un rite successoral qui s'apparente au blutage et qui rejette sur le prédécesseur les difficultés qu'on avait soulevées plus tôt. Il ne faut pas surestimer la portée de ces attaques. Je rappelle cependant que Michel Rocard n'a pas demandé l'interdiction de son action à la tête du gouvernement face à des problèmes tels que le financement de la Sécurité sociale. »

M. Richard déclare que les mesures pour l'immigration

annoncées par le gouvernement de M^{me} Cresson, et qui avaient été préparées par l'équipe précédente (le Monde du 11 juillet), n'avaient été ni publiées ni appliquées pendant que M. Rocard était chef du gouvernement « parce que toutes les positions n'étaient pas convergentes au sein de l'exécutif sur ce sujet. »

La députée du Val-d'Oise ajoute : « Nous pensons que l'esprit de continuité par rapport à l'action responsable et réformatrice de Michel Rocard prendra le dessus (...) ; les tentatives de présenter Michel Rocard premier ministre comme un incapable sont un pari un peu risqué face à des Français qui n'ont pas oublié du contraire. » Quant à M. Rocard lui-même, il est « le plus mal placé pour commenter l'action en cours : les coups de patte ne sont pas de saison. »

En Corse

Nouvel attentat contre une caserne de CRS

Un engin explosif de faible puissance a été lancé, vendredi 12 juillet vers 20 h 30, au-dessus des grilles d'une caserne de CRS à la sortie sud d'Ajaccio, causant des dégâts matériels. Il s'agit de la troisième action de ce type en trois nuits. Jeudi, un engin explosif avait été jeté dans la cour de la préfecture de région, et, vendredi, dans celle d'une caserne de gendarmerie (le Monde des 12 et 13 juillet). Dans les trois cas, les dommages ont été limités et aucune de ces opérations n'a été revendiquée.

Par ailleurs, deux militants présumés du FLNC « canal historique » ont été inculpés, vendredi, d'association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les armes et les munitions et placés sous mandat de dépôt par

M. Jean-Louis Bruguière, premier juge d'instruction au tribunal de Paris. Il s'agit de Jean-Michel Rossi, trente-cinq ans, et de Jean-Dominique Allegrini-Simmetti, trente ans. Lors d'une perquisition effectuée au domicile de M. Rossi, les enquêteurs avaient découvert un fusil et une arme de poing. Le local dans lequel les armes ont été retrouvées lui aurait été prêt par M. Rossi.

Les deux inculpés avaient été interpellés dans le cadre d'une information judiciaire ouverte à la suite de lettres de menaces signées FLNC « canal historique » adressées à plusieurs maires de communes de Balagne (le Monde du 11 juillet).

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

COMMENT lutter contre ces fléaux contrairement que sont l'inondation et la sécheresse, le déluge et le désert ? Les civilisations sont nées de cette interrogation, et c'est dans les réponses qu'elles lui ont apportées que s'ébauche « le modèle primitif de toute stratégie ». A partir de ce constat, Alain Joxe s'est mis en devoir, « pour comprendre le système contemporain du désordre », de remonter dans le temps, en un long et patissant « voyage aux sources de la guerre ».

Il précise ainsi son intention : « Je ne propose, comme sociologue de la défense, campé sur un morceau de la sociologie du politique, de refuser à la course aux armements contemporains et à la guerre nucléaire leur caractère de phénomène normal, et en remontant leur généralité dans le passé, d'établir avec précision en quoi on peut les qualifier d'anormales. »

Ce Voyage aux sources de la guerre ne sera pas, à proprement parler, un « livre de vacances », c'est-à-dire l'un de ces ouvrages de pur divertissement, aussitôt oubliés. Non, ce livre-là n'est pas pour vous si vous aspirez au seul fanatisme et si vous n'avez aucune envie de « penser la guerre » au moment où vous vous croyez le plus en paix ! Sa lecture exige de l'attention, du temps, de la curiosité ; elle suppose la disponibilité, le goût gratuit de l'effort intellectuel et le plaisir d'apprendre, toutes choses qui, au demeurant, distinguent l'esprit en vacances de la vacance de l'esprit.

Pour achever de troubler, mais avec moins de mauvaise foi, ceux qui hésitent encore devant le paradoxe vacancier (ne rien faire de sérieux pendant la période où l'on peut, justement, le faire sans contrainte), on ajoutera que l'essai sur l'ordre de la paix d'Alain Joxe est aussi un fructueux voyage dans l'histoire ancienne et vers des pays fondateurs de civilisation.

L'auteur nous conduit de Sumère, le premier Etat installé dans ses fortifications, à l'empire romain, celui de Rome, en passant par l'Egypte, la Chine, les champs de bataille de la Grèce antique. A chaque étape de ce tour opérationnel, il examine

En remontant le sentier de la guerre

la phase de genèse et la phase d'expansion des empires qui ont tracé les frontières et le syndrome pathologique dans la formation du pouvoir de guerre. Il cherche à montrer combien « les phases classiques d'évolution des empires traditionnels se retrouvent de nos jours dans l'histoire de l'Empire universel des Etats-Unis affirmé à l'Empire universel de l'URSS ». Le fait que ces empires contemporains soient, affirme-t-il, en décomposition ne rend pas vaine, au contraire, la thèse des analogies, au niveau des représentations archaïques de la peur, de la menace et de la violence, avec le monde antique.

L'auteur explique, par exemple, que dans la Chine ancienne le temps et l'espace n'étaient pas seulement des supports mais aussi des éléments de l'action stratégique. « La définition, écrit-il, d'une nature manipulable, l'homme, autarcie que l'homme manipule la nature (...) nous ramène à une définition plus sémiotique et informationnelle de la stratégie, définition aujourd'hui très importante et qui s'applique immédiatement à toute la pensée contemporaine de la dissuasion nucléaire, dans la mesure où, dans la non-passage à l'acte qu'elle s'impose, elle est devenue une stratégie des significations permanentes plus que des destructions irréversibles. »

De la même façon, « les formes élémentaires de la bataille décisive (qu'on retrouve à Marathon, à Cannes avec Hannibal, ou lors de l'offensive allemande de 1914) sont transposables dans l'analyse des grandes manœuvres d'armement qui remplacent les mouvements offensifs sur le terrain pendant la période où la paralysie nucléaire règne entre les deux Empires ». De ce point de vue, les crises de Cuba en 1962 ou des fusées Pershing en 1979 s'apparentent, selon Alain Joxe, à des actions ayant pour

objet « le contrôle du déploiement en première ligne d'armes qui suppriment tout délai d'alerte ».

Autre parallèle dans le temps : « La course aux armements de la « coexistence pacifique » à la « deuxième guerre froide » du président Reagan constitue un système plus proche de la bataille de Pylos-Sphactérie que de celle de Marathon (...). La manœuvre d'armement dans la chronologie de l'Empire américain se déroule comme l'histoire d'une conquête d'un espace impérial qui n'est plus l'espace agricole mais celui des compétences scientifiques et technologiques pour la production comme pour la destruction. » Au début des années 90, estime Alain Joxe, « tout se passe comme si rien n'avait ébranlé l'automaticité des cycles impériaux et que l'Europe, civilisation plurielle conquise par sa zone pionnière, l'Amérique, formant ensemble le noyau de l'Empire du monde, se trouve déjà à une étape classique de régression vers le désordre, à la fin d'un cycle déjà fort avancé. »

Ce retour à l'histoire des empires guerriers a pour objet de voir « ce qui a mal tourné », et, en particulier, pourquoi et comment « le système mondial contemporain héritier de Rome et d'Athènes s'est articulé à la stratégie nucléaire et aux tactiques coercitives fines ». L'objectif est de déterminer comment une société peut évoluer, changer, s'améliorer, comment elle peut digérer les innovations scientifiques et techniques « sans avoir à maintenir la concordance par l'expédition militaire et par la représentation manipulée de la menace extérieure ».

Le « danger barbare », qui a été le fondement de tant de stratégies politiques et qui a été installé et reproduit le système de la guerre, s'est dissipé et, sauf à cultiver l'insécurité générale comme moyen de gouvernement, il faut chercher ailleurs que dans les représentations préhistoriques du territoire et de l'affrontement le sentier de la paix. C'est un nouveau machiavélisme qu'il convient, selon Alain Joxe, de proposer, aux peuples plus qu'un prince.

» Voyage aux sources de la guerre, d'Alain Joxe. PUF, 444 pages, 198 F.

Les premières réactions

« C'est du vent » estiment les porte-parole des manifestants

Les familles des anciens harkis de Jouques (Bouches-du-Rhône), qui avaient levé jeudi 11 juillet le drapeau de la « 24 juin sur la Riv 96 », après la participation de leurs délégués à l'entrevue du 8 juillet à l'hôtel Matignon, ont jugé « négativement » ces premières mesures. « Nous sommes très amers, Edith Cresson n'a rien compris à notre problème. Elle a pris des mesures superficielles pour calmer les gens, arranger la situation immédiate », ont commenté plusieurs anciens alors que leurs enfants affirmaient leur volonté de « durcir l'action ». « On avait dit clairement que le mouvement était suspendu. On va voter pour se déterminer, mais la tendance est au durcissement », a déclaré M^{me} Olga Chaïch, qui faisait partie de la délégation reçue à Matignon.

« Il n'y a pas de propositions véritables, seulement des mots sur une feuille, du vent. C'est du concret que nous demandons », a-t-elle ajouté, au milieu d'une partie des habitants, qui s'étaient réunis en début de soirée au bas du village pour parler, jusqu'à plus de minuit, souvent avec passion, de leurs problèmes.

« Que le gouvernement ne croie pas nous laisser, ça fait trente ans qu'on est ici et on n'a plus rien à perdre », a ajouté M^{me} Ania Ghozian, autre porte-parole de la communauté de Jouques. « J'avais l'impression qu'on nous avait écoutés, c'était une erreur », a-t-elle dit. La mesure gouvernementale prévoyant

notamment, pour le site de Jouques, un renforcement de « la prime à la mobilité », a été vivement critiquée. « On ne veut pas que nos parents soient déracinés une deuxième fois, on ne réclame pas d'argent pour eux, juste des maisons. C'est un minimum pour rapport à ce qu'ils ont donné pour la France », a déclaré M^{me} Ghozian. « On ne demande pas la charité, juste nos droits », a ajouté un ancien suppléant.

A Paris, le porte-parole du mouvement Récours-France, M. Jacques Roca, a estimé que, « si elles ne sont pas complètes et soutenues par la mise en place d'un ministère », ces mesures « risquent de générer de nouvelles et vives déceptions, d'autant plus, a-t-il ajouté, que la nouvelle inculpation d'un fils de harki à Saint-Laurent-des-Arbres (Gard) alors que Paul Tourvier vient d'être relâché et que des centaines de prisonniers seront graciés le 14 juillet ne peut que relancer l'agitation ».

Le président du Conseil national des Français musulmans, M. Hamoui Mekachera, organisateur du défilé de solidarité prévu samedi après-midi 13 juillet à Paris, de la Bastille à la République, a réagi et pris « acte » des décisions gouvernementales en considérant que cette manifestation devenait « encore plus significative ». Une autre manifestation d'anciens harkis était annoncée dimanche matin 14 juillet à Angoulême avant le défilé militaire de la fête nationale.

EN BREF

La Fête des tricolores de Meyrargues (Bouches-du-Rhône) : contre-manifestation. - Le Front national devait organiser le 14 juillet, à Meyrargues (Bouches-du-Rhône), en présence de M. Jean-Marie Le Pen, une Fête des tricolores. Ce rassemblement devait avoir lieu malgré l'opposition manifestée par le conseil municipal, dirigé par un centriste, et par un groupe d'habitants, le collectif meyrarguais de lutte contre le racisme et de défense de l'environnement, qui ont demandé son interdiction au préfet des Bouches-du-Rhône, M. Claude Bussière. Mais cette manifestation était prévue dans une propriété privée appartenant à un sympathisant du FN le préfet a estimé qu'il n'avait pas à intervenir.

Réélection du maire de Saint-Tropez. - M. Alain Spada, maire (divers droite) de Saint-Tropez (Var), qui avait démissionné le 8 juillet pour présenter avec trois autres candidats le Monde du 12 juillet), a été réélu, vendredi soir 12 juillet, en recueillant 16 voix sur 29.

La Ligue des droits de l'homme inquiète. - A l'issue d'un entretien à l'Elysée avec le président de la République, le vendredi 12 juillet, M^{me} Madeleine Rebérioux, présidente de la Ligue des droits de l'homme, a indiqué qu'elle avait exprimé à M. Mitterrand ses inquiétudes quant à la politique du gouvernement en matière d'immigration en critiquant l'accent mis, selon elle, sur la « répression ».

SOCIÉTÉ

Destinée à unifier différents services

La réforme de la police nationale sera étendue à dix-sept départements

Expérimentée depuis plus d'un an, la départementalisation de la police nationale va être étendue à dix-sept départements supplémentaires (1) à partir du 1^{er} octobre. Cette réforme vise à unifier l'action des services pour une plus grande efficacité, notamment dans la lutte contre la petite et la moyenne délinquance.

Passant au brquet supérieur, le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Maréchal, témoigne d'une volonté de rendre irréversible une départementalisation des services jusqu'

alors demeurée au stade expérimental. M. Maréchal souligne que l'extension de la réforme est la première phase de « la mise en place définitive dans l'ensemble du pays, qui sera effective au 1^{er} janvier 1993 ».

L'enjeu est de lutter contre une petite et moyenne délinquance représentative 98 % des délits et crimes constatés. Avec deux objectifs ambitieux : adapter la police nationale pour qu'elle devienne une police à vocation territoriale ; et décloisonner « les » polices – pour l'heure, la réforme se limite aux polices urbaines, à la police de l'air et des frontières, et aux renseignements généraux, – afin

d'unifier leur action. Aussi chaque département a-t-il été doté d'un « patron », le directeur départemental de la police nationale, qui est devenu l'interlocuteur unique du préfet.

Conduite depuis mai 1990 dans cinq départements (Aveyron, Charente-Maritime, Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire, Val-de-Marne), l'expérimentation a été passée à la loupe par les inspections générales de la police. Au chapitre des réussites, les services de police judiciaire ont permis d'adapter les stratégies aux délinquances locales. Dans le Val-de-Marne, les services ont efficacement coopéré dans la lutte contre les vols à la roulotte et le travail clandestin. De même, les habitudes doublons ont pu être évitées : on n'a plus envoyé simultanément une équipe des RG et des fonctionnaires des polices urbaines pour « couvrir » des réunions publiques. Dans l'Aveyron et le Val-de-Marne, la réforme a d'ailleurs mieux réussi qu'elle était accompagnée d'une déconcentration budgétaire autorisant une plus grande souplesse de gestion.

Des résistances au changement

Mais les difficultés ont été nombreuses dans une institution où les rigidités et les esprits de chapelle ne manquent pas. La disparité des frais de police et autres vacations funéraires entre les services a ainsi été un des principaux freins à l'unification. Craignant de perdre leur spécificité vis-à-vis des polices urbaines et, aussi, leurs relations privilégiées avec le corps préfectoral, les fonctionnaires des RG ont traîné les pieds ; ils n'ont pas caché préférer les missions liées à la protection des institutions et au « climat » social à celles relevant de la lutte contre la délinquance.

La mosaïque des découpages territoriaux n'a pas facilité la réforme : en Saône-et-Loire, la circonscription de Montceau-les-Mines comporte quatre com-

munes, mais trois arrondissements de police ; le cadre d'implantation des RG est souvent calqué sur les circonscriptions électorales, tandis que les ressorts des cours d'appel (trois tribunaux de grande instance pour la Charente-Maritime) posent des problèmes d'habilitation aux officiers des services de police judiciaire.

Sur ce dernier point, les négociations en cours entre le ministère de l'Intérieur et la chancellerie sont d'autant plus délicates que de nombreux magistrats ont pu craindre que la réorganisation policière donne un droit de regard au préfet en matière de police judiciaire. Pour éviter toute confusion, le ministère de l'Intérieur envisage que les nouveaux services de police judiciaire changent de nom : on ne parlerait plus de « services départementaux de police judiciaire », ce qui pouvait laisser entendre un rattachement aux SRPI, mais de « services départementaux », ce qui attesterait mieux de leur rattachement à la direction départementale de la police nationale.

Prenant acte de ces difficultés, le ministère de l'Intérieur a choisi les nouveaux départements en fonction de deux critères : une configuration judiciaire simple (un ou deux tribunaux de grande instance) et la mise en œuvre de la déconcentration budgétaire dans les services généraux d'administration de police (SGAP) concernés.

A terme, d'autres résistances au changement sont toutefois à prévoir. La réforme territoriale implique que tous les fonctionnaires soient en mesure de remplir l'essentiel des missions de la police de proximité. Et que les directions centrales de chacun des services soient restructurées.

ÉRIC INCYAN

(1) Ariège, Cantal, Charente, Gers, Haute-Garonne, Loire-Atlantique, Lot, Maine-et-Loire, Mayenne, Orne, Hautes-Pyrénées, Sarthe, Deux-Sèvres, Tarn, Tarn-et-Garonne, Vendée et Vienne.

MÉDECINE

Ouvrant de nouvelles perspectives de prévention

Une équipe franco-américaine découvre une anomalie génétique liée au cancer du sein

L'hémodialecteur médical britannique *The Lancet* du 13 juillet a publié un article co-signé par des chercheurs français, canadiens et américains relatant la découverte d'une anomalie génétique impliquée dans les cancers héréditaires du sein et de l'ovaire (1). Ce résultat ouvre de nouvelles perspectives dans la compréhension et la prévention du cancer du sein, qui, en dépit des possibilités actuelles de dépistage précoce, demeure l'un des plus meurtriers, tuant en France près de 10 000 femmes chaque année.

Certain nombre de cas, au cancer du sein.

« Fort de ces nouveaux éléments, nous avons concentré notre recherche sur le chromosome 17 », explique Jean Feunteun (Laboratoire d'oncologie moléculaire, CNRS, Institut Gustave-Roussy, Villejuif). Nous avons ainsi trouvé une étroite liaison entre une région particulière, un locus situé sur ce chromosome, et l'existence de lésions cancéreuses du sein ou de l'ovaire. L'identification d'une telle zone et les résultats qui, en toute logique, devraient suivre (clonage et identification du ou des gènes impliqués dans les processus cancéreux) constituent une piste tout à fait prometteuse dans le décryptage des mécanismes moléculaires à l'origine de ces lésions malignes.

Calcul de risque

Un tel résultat devrait aussi se traduire, dans un premier temps, par la mise au point de méthodes de calcul de risque pour les femmes appartenant aux familles concernées par la transmission héréditaire de ces cancers. Il n'est pas rare, aujourd'hui, outre-Atlantique notamment, que ces femmes se fassent pratiquer une ablation bilatérale des seins afin de prévenir l'apparition des lésions cancéreuses dont elles pourraient être victimes.

Plus généralement, le résultat franco-américain pourrait fournir une clé essentielle dans le développement d'une approche prédictive pour cette pathologie, dont l'origine exacte demeure mystérieuse.

JEAN-YVES NAU

(1) Cette publication est co-signée par un groupe de sept chercheurs français, canadiens et américains, parmi lesquels MM. Jean Feunteun (CNRS-Institut Gustave-Roussy, Villejuif) et Gilbert Lenoir (Centre international de recherche sur le cancer, Lyon).

Après des incidents dans une auberge de jeunesse

Vacances écourtées pour des jeunes de Vaulx-en-Velin

LYON

De notre bureau régional
Dix adolescents de Vaulx-en-Velin (Rhône), envoyés par le centre social du Mée du Taurieu en vacances dans l'auberge de jeunesse de La Levade, village de deux cents habitants près de Grand-Combe (Gard), ont été contraints d'écourter leur séjour. Partis le dimanche 7 juillet, ils sont rentrés trois jours plus tard, à la suite d'une plainte déposée par M. Louis Giraud, le directeur de l'établissement. Ce dernier les a accusés d'avoir commis des dégradations pour un montant de 12 000 F.

Leurs responsables ont néanmoins préféré rapatrier le groupe. Ils ne cachent pas une profonde déception. Pour financer leur séjour de 1 000 F chacun, les jeunes du Mée du Taurieu avaient travaillé au « petit boulot ». Un second camp, dès le lundi 15 juillet, avait été prévu dans cette auberge du Gard. Il a été annulé.

M. D.

Responsable d'extrême gauche

Un opposant turc assassiné à Paris

La brigade criminelle de la préfecture de police de Paris a été saisie de l'enquête sur l'assassinat de Basa Yuven, trente-six ans, ressortissant turc, opposant d'extrême gauche au gouvernement d'Ankara, survenu jeudi 11 juillet à 16 heures, rue de Rocey, dans le dixième arrondissement de Paris (nos dernières éditions du 13 juillet). Les policiers estiment d'ores et déjà qu'il s'agit d'une exécution réalisée par un « professionnel ». L'homme a été tué d'une seule balle de calibre 7,65 dans la nuque, alors qu'il marchait dans la rue. Selon certains témoignages, le meurtrier se serait enfui à pied, puis aurait embarqué à bord d'une voiture quelques rues plus loin.

Bénéficiant du statut de réfugié politique, Basa Yuven résidait à

Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique), où il exerçait la profession d'entrepreneur en bâtiment. Ancien président des étudiants d'Istanbul de 1976 à 1978, il avait été délégué en France en 1980. Il était aujourd'hui considéré comme l'un des responsables de l'organisation d'extrême gauche Dev Sol.

Le 5 mai 1988, M. Yuven avait été l'objet d'une tentative d'assassinat. Deux hommes étaient à son domicile, ouvrant le feu sur lui ainsi que sur son épouse. Blessés, ils avaient été conduits à l'hôpital sans que l'on ait pu faire la lumière sur cet attentat.

Les enquêteurs n'excluent aucune hypothèse pour expliquer cet assassinat, en particulier la piste des extorsions de fonds, considérées dans ces milieux comme « impôt révolutionnaire ». Sans établir pour le moment de lien formel entre les deux affaires, les poursuites sont toujours en cours. Les enquêteurs ont interrogé, samedi 13 juillet, sur une escouade aux ASSEDIC, révélée par les gendarmes de Sens (Yonne), qui a abouti, vendredi 12, à l'interpellation d'une quarantaine de personnes, principalement des résidents turcs. Le préjudice a été estimé à 10 millions de francs. Plusieurs centaines de personnes auraient participé à des détournements qui dureraient depuis plusieurs années et, selon les enquêteurs, « auraient alimenté les milieux terroristes turcs d'extrême gauche, DKP et surtout Dev Sol ». Dix personnes ont été incarcérées dans la région parisienne.

D. L. G.

EN BREF

o Barbotan : le maire autorise la réouverture de l'établissement thermal. Les thermes de Barbotan, dans lesquels vingt personnes avaient trouvé la mort par asphyxie le 27 juin, accueillent à nouveau des curistes dès le lundi 15 juillet, sans attendre les résultats de l'enquête judiciaire en cours. Le maire de Barbotan (Gers), M. Marc Dero, a pris, vendredi 12 juillet, l'arrêté autorisant la réouverture de cet établissement de la chaîne thermale du soleil, après un avis favorable rendu par la commission départementale de sécurité.

o La Croix de guerre TOE attribuée à douze régiments de « Daguet ». Le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, a remis, jeudi 11 juillet, la croix de guerre TOE (théâtre d'opérations extérieures) à douze régiments de l'armée de terre qui ont participé à l'opération « Daguet » durant la guerre du Golfe. C'est la première fois depuis la guerre en Algérie que cette décoration est attribuée aux drapeaux et aux étendards de régiments. Il s'agit du 4^e dragons (Montrouge), du 2^e RIMA (Le Mans), du 3^e RIMA (Vannes), du 1^{er} RIMA (Bayonne), du 1^{er} RIMA (La Lande-d'Ouvé), du 1^{er} spahis (Valence), du 1^{er} RHC (Phalsbourg), du 3^e RHC (Etain), du 1^{er} REC (Orange) et des 6^e RCS, 2^e REI et 6^e REG (tous trois basés à Nîmes).

RELIGIONS

Les balbutiements de l'islam français

Suite de la première page

Enregistrée par les pouvoirs publics, la naissance de cet islam « français » est ainsi faite d'avancées et de faux pas. Son urgence était apparue lors d'affaires (Rushdie, « fondamentalisme » islamique) qui déjà avaient mis les nerfs à rude épreuve. Depuis, la guerre du Golfe, les crises politiques dans les pays du Maghreb, la révolte des banlieues et des harkis ont renforcé ce besoin de représentation et d'unité. (2) A. Mithouze, un Conseil islamique réunit depuis une semaine une vingtaine d'associations, qui espèrent sans doute bénéficier des avantages réservés aux cultes concordataires en Alsace.

En mars 1990, la création par M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur et des cultes, d'un Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF) avait été saluée par un mélange d'espoir et de scepticisme. La mission du CORIF devait être double : servir d'assistance technique à l'État pour le traitement des dossiers délicats ; préparer la création d'un organisme représentatif de l'islam en France, appelé à devenir l'interlocuteur naturel des pouvoirs publics, comme le sont le Consistoire israélite, la Fédération protestante de France ou la conférence des évêques.

Plutôt que de choisir des chefs de file connus d'associations ou des

intellectuels orientalistes, M. Pierre Joxe avait préféré réunir des hommes de terrain et de bon sens, représentants de l'islam, à défaut d'être représentative au sens strict, la composition des quinze « sages » du CORIF avait été marquée par un souci d'équilibre entre les régions d'implantation musulmane, les sensibilités, les appartenances sociales et les origines nationales (3).

Après seize mois d'exercice, une quinzaine de réunions présidées le plus souvent par le ministre de l'Intérieur en personne (M. Pierre Joxe, puis M. Philippe Maréchal), une réception à l'Élysée par M. Mitterrand juste après la guerre du Golfe le 26 mars 1991, le Conseil de réflexion sur l'islam en France semble aujourd'hui essouffé. Certains de ses membres brandissent même la menace d'une suspension de travaux, tant qu'un statut juridique, précisant la situation institutionnelle du CORIF et lui donnant un surcroît de légitimité, ne lui sera pas attribué.

Son bilan est loin d'être négatif. La fonction des deux du Ramadan qui donnait traditionnellement lieu à des querelles byzantines entre ceux qui attendaient les signaux d'Alger et les autres, a été réglée, deux ans de suite, d'un commun accord à la Mosquée de Paris. De même, sous la pression du CORIF, une circulaire a été publiée, le 14 février, invitant fermement les maires à créer des « carrés musulmans » dans les cimetières municipaux, répondant ainsi à une vieille revendication de familles pour qui le transfert d'un défunt « en terre d'islam » représente des frais considérables.

Bien sûr, dans les casernes, les soldats français musulmans vont pouvoir bénéficier, s'ils le désirent, de plats préparés selon les règles alimentaires de l'islam (halal). L'abattage rituel du mouton, lors de la dernière fête de l'Aïd, a fait l'objet d'arrangements locaux entre des responsables municipaux et musulmans. Enfin, si certains lui reprochent d'avoir été trop complaisant avec le gouvernement français, beaucoup créditent le CORIF

d'avoir su garder son sang-froid lors de la guerre du Golfe et contribué, sans pour autant de ses membres, au climat d'apaisement et au dialogue entre les communautés.

Ainsi, l'instrument mis en place par M. Pierre Joxe a-t-il fait la preuve de son existence, et même d'une relative efficacité. Mais il n'a pas créé la dynamique espérée par ceux qui avaient vu en lui une chance de promotion d'un islam français, à terme débarrassé de ses rivalités d'hommes et de chapelles, de ses influences politiques étrangères et de la pression des pays arabes bailleurs de fond.

S'ils n'ont pas vocation à agir sur tous les terrains, les « sages » du CORIF sont restés étrangement absents des discussions sur les lieux de culte et même, sans démarche individuelle, de la polémique qui a opposé le maire communiste de Libourne (Pas-de-Calais) à l'association musulmane locale. La construction de la grande mosquée de Lyon est toujours paralysée par un conflit au sein de l'Association culturelle islamique-française (ACLIUF), dont les deux principaux protagonistes, MM. Labenne et Chabaga, sont précisément membres du CORIF. D'autres projets restent dans les cartons, à Marseille, à Toulouse, à Aulnay, à Sevran, à Lille. Les études évoquées sur les lieux de culte ou le commerce de la viande halal n'ont guère avancé. Rien ne s'oppose plus à la distribution de rations alimentaires musulmanes dans les casernes françaises, mais les membres du CORIF sont divisés sur les conditions de leur certification rituelle.

Sujets tabous

Des questions, autres que culturelles, traversent aussi de part en part la communauté musulmane. Elles ne sont jamais abordées officiellement : le statut de la Mosquée de Paris, qui est toujours la propriété de l'Algérie, alors que les musulmans algériens (800 000) sont aujourd'hui moins nombreux que les coreligionnaires français ; puis la dépendance financière d'une communauté pauvre et assistée, sous la menace constante d'une OPA de pays islamiques qui ont repris leurs habitudes d'avant la guerre du Golfe (4) ; enfin, la revendication montante en faveur du respect du statut personnel islamique – en contradiction flagrante avec le

droit civil français – dans les questions de mariage, de divorce et de héritage (5).

En réclamant au gouvernement français des moyens de fonctionnement et d'expression qui ne sont pas superflus (siège social, indemnités de fonction, secrétariat, etc.), le Conseil de l'islam en France espère conquérir une légitimité qu'il peine à obtenir sur le terrain. Le ministre de l'Intérieur compte bien prochainement lui manifester sa confiance en déboulonnant des moyens de travail et d'investigation. Mais il ne peut pas déroger à la tradition républicaine, ni aux principes de la laïcité. La France doit veiller à la situation spécifique de l'islam, mais ne peut réserver un traitement particulier à telle ou telle religion. L'organisation d'un islam français ne pourra venir que des musulmans eux-mêmes et dans le respect des règles du pays d'accueil.

HENRI TINCO

(2) Le rapport récemment remis à M. Creusen sur les barbes soulevées par une instance nationale représentative soit confiée à des musulmans français.

(3) Parmi les personnalités du CORIF, on note les noms de MM. Tedjoudi Hadj, directeur de la Grande Mosquée de Paris; Hocine Chabaga, adjoint au maire de Lyon; Mohamed Ali, responsable de la principale mosquée de Marseille; Azeddine Guelouze, professeur; Khalil Merroun, président de l'Association culturelle des musulmans d'Ile-de-France et constructeur de la mosquée d'Évry; Yacoub Rony, fondateur de la Fédération nationale des musulmans de France, etc.

(4) A travers la Ligue islamique mondiale, l'Arabie saoudite a ainsi financé la construction de la mosquée d'Évry (Seine-et-Marne) à hauteur de 1 250 000 dollars.

(5) Sur les rapports entre le droit islamique et le droit civil français, un colloque sera organisé, les 22 et 23 novembre prochain, à l'initiative de l'Association des travailleurs tunisiens en France.

o Vatican : le cardinal Silvestrini, nouveau préfet des Eglises orientales. – A la suite de la démission du cardinal indien Simon Lourdusamy pour raisons de santé, le pape a nommé, vendredi 12 juillet, le cardinal Achille Silvestrini, préfet de la congrégation pour les Eglises orientales. Agé de soixante-sept ans, le cardinal Silvestrini était préfet du Tribunal de la signature apostolique, mais ancien secrétaire du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, il s'était surtout distingué, jusqu'en 1988, comme l'un des principaux diplomates de Jean-Paul II.

Avec Le Monde sur Minitel

Admission :

ÉCOLE MULTINATIONALE DES AFFAIRES

36.15 LE MONDE

Tapez RES

SOCIÉTÉ

CYCLISME : le 78^e Tour de France

Seigneur Kelly, en équipier modèle

Le Normand Thierry Maria a conservé le maillot jaune, vendredi 12 juillet, au terme de la septième étape, Le Havre-Argentan. Un sprinter néerlandais, Jean-Paul Van Poppel, de l'équipe PDM, a franchi le premier de la ligne d'arrivée. Dans cette même équipe, l'Irlandais Sean Kelly occupe le troisième place du classement général.

ARGENTAN

de notre envoyé spécial

Le brave Thierry Maria l'avait dit, au soir de son échappée victorieuse au Havre : « Le cyclisme comporte une part de chance. » Il en a été l'heureux bénéficiaire puisqu'il a pu réaliser un vieux rêve, entrer chez lui en Normandie tout de jaune vêtue. Mais pour un coureur champion combien de frustrés dans le peloton ? Combien de candidats, non

pas à la victoire finale, réservée à l'élite, mais à ces accessits quotidiens que sont les étapes, espèrent un jour s'illustrer ? Ils espèrent tous au podium, fasciné par le jeune. Un homme comme Sean Kelly, par exemple, sage parmi les sages à trente-cinq ans, conserve intacte cette vieille envie. Lors de l'arrivée à Valenciennes, mercredi dernier, il a même cru que la couronne était à sa portée. Une seconde, une minuscule seconde sur une épreuve lénée depuis quatre jours, le sépare alors du premier. En treize participations à la Grande Boucle, l'Irlandais n'a enlevé le maillot de lumière qu'une seule fois : « C'était en 1983 à Pau, mais le lendemain la course atteignait la montagne et je n'ai pu le conserver. »

Mardi soir, Sean Kelly s'est donc préparé au parcours du lendemain. Il a demandé l'autorisation au directeur sportif de l'équipe néerlandaise PDM de tenter sa chance lors des sprints de bonification, pour glaner quelques secondes, et dans le

final. Hélas ! tous ces beaux projets se sont effondrés lorsqu'un embouteillage normand s'est mis à jouer les franc-tireurs.

Mais Sean Kelly n'est pas abattu pour autant. Une longue carrière de professionnel l'a préparé aux aléas du sport. Issu d'une famille de paysans irlandais peu fortunés, l'enfant a appris très tôt à ne pas se plaindre. « L'objectif de l'équipe PDM est d'aider Rudi Altig ou Erik Breukink à gagner le Tour, et non de se fatiguer pour faire plaisir à Kelly », explique l'équipier sincère. Lui se contenterait d'une victoire aux points, qui lui permettrait d'obtenir, pour la cinquième fois, du maillot vert à Paris. Ce grand monsieur digne porte un regard serein sur le cyclisme actuel. Pour lui, l'argent n'a pas véritablement changé le milieu, même si « on ne gagne beaucoup plus qu'il y a dix ans ». Fidèle à son passé, il conserve de vieux cale-pieds traditionnels. Peu lui importent les sollicitations des fabricants prêts à monnayer son acceptation ou le fait

d'être le seul « rétro » du peloton : il a pris sa décision et il s'y tient.

« Maintenant, les coureurs sont mieux préparés, car les entraînements sont plus sérieux. La conséquence est que les courses deviennent plus difficiles. » Et lui, Sean Kelly, trouve moins l'occasion de s'exprimer. L'an passé, une chute au Tour des Flandres l'immobilisa avec une clavicule cassée. Il choisit donc de faire l'impasse sur les courses classiques pour se préparer au Tour. Résultat : un entraînement trop soutenu, qui le fatigue dès les premiers jours de la course. Alors, au printemps, lorsqu'il tombe encore dans Paris-Nice, Kelly préfère opter pour une mise en forme légère. « Avec l'âge, je deviens incrovable », affirme le coureur.

Meçon devenu professionnel en 1977, par la volonté du vicomte Jean de Gribaldy, l'Irlandais a prêté son talent à de nombreuses équipes françaises et belges avant de rejoindre la formation PDM. « Je suis en fin de contrat et je ne suis pas encore sûr si je participerai à d'autres Tours de France », explique-t-il, sans amertume. Il évoque ses deux enfants jumeaux de dix-huit mois qu'il voudrait voir plus souvent, puis le métier d'entraîneur de cyclistes juniors qu'il souhaite exercer dans son pays.

Seigneur Kelly laisse percer un sourire. Son regard s'envole au-dessus des coureurs en train de se préparer à l'épreuve du jour. Il ne voit pas les maillots multicolores qui l'entourent, mais des Tours et des Tours qui l'ont mené sur toutes les routes de France. Il repense aux occasions manquées, à sa poignée de victoires devenue légendaire, aux sprints. Ni triste ni déçu, le spécialiste des classiques enfonce son ergin simplement, pour faire le métier qui est le sien en 1991 : équipier.

SERGE BOLLOCH

SEPTIÈME ÉTAPE

Le Havre-Argentan (167 km)

Classement de l'étape. - 1. Jean-Paul Van Poppel (P-B), 4 h 2 min 18 s ; 2. Johan Massaro (Bel), 3. Jan Schur (All), 4. Laurent Jalabert (Fra), 5. Remig Stumpff (All), même temps.

Classement général. - Thierry Maria (Fra), en 30 h 20 min 49 s ; 2. Djamir Abdoussapov (URS), à 59 s ; 3. Sean Kelly (Ir), à 1 min 4 s ; 4. Greg LeMond (E-U), à 1 min 7 s ; 5. Erik Breukink (P-B), à 1 min 14 s.

FOOTBALL :

confirmation du Conseil d'Etat

Les Girondins de Bordeaux descendent en deuxième division

Rien n'échappe au Conseil d'Etat, même pas les querelles sportives. Saisi par les nouveaux dirigeants des Girondins de Bordeaux, mais non plus par le ministre de la jeunesse et des sports qui s'était désisté de son appel, la Haute juridiction administrative a confirmé, vendredi 12 juillet, que l'article 9 du règlement de la Ligue nationale de football, qui prévoit la descente des Girondins en deuxième division des clubs ayant dépensé leur bilan, s'applique bien au club bordelais.

Juridiquement, ce dossier ne soulevait pas de grandes difficultés. Comme le lui avait proposé le commissaire du gouvernement, M. Marcel Pénard, qui n'est chargé que de dire le droit, le Conseil d'Etat a simplement considéré que la publication, le 25 mai, dans l'organe officiel de la Fédération française de football, de la nouvelle version du règlement de la Ligue suffisait à le rendre applicable. Il a aussi jugé que, conformément à la jurisprudence, une telle modification pouvait être d'application immédiate et que, la rétrogradation n'étant pas une « sanction », il n'y avait pas atteinte au principe de non-rétroactivité, bien que le dépôt de bilan date du 22 février.

En fait, la décision essentielle du Conseil d'Etat a été prise le 15 mai, lorsqu'il a admis la légitimité de cette nouvelle version de l'article 9 du règlement de la Ligue nationale de football. Mais toute cette affaire ne peut que donner raison à l'étude qu'il a réalisée en 1989, à la demande de M. Michel Roard, sur « L'exercice et le contrôle des pouvoirs disciplinaires des fédérations sportives », dans laquelle il suggère, notamment, la création d'un Conseil supérieur de la discipline sportive, qui aurait un pouvoir juridictionnel sur « l'ensemble des décisions disciplinaires prises par les fédérations sportives ».

Th. B.

CULTURE

FESTIVAL D'AIX

Castor, Pollux, Rameau et Poussin

Rameau donne lieu à une suite de tableaux animés avec une précision de music-hall

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

Immense succès au festival d'Aix pour la pièce montée par Pier Luigi Pizzi, entouré de Castor et Pollux, le second opéra de Rameau. En 1983, le décorateur, costumier et metteur en scène italien avait déjà appliqué ici au premier, Hippolyte et Aricie, sa vaste culture et son pompiérisme amusé, en les teintant d'une sévérité conforme à la tragédie.

L'inégale généalogie des fils de Jupiter et de Lédé (l'un est immortel, l'autre ne l'est pas), la intense misogynie du livret, l'ont incité cette fois à des variations sur l'inaltérabilité de l'amitié masculine (un éhar, deux péplums pour la commune épopée de Castor et de Pollux, les constellations figurées par un défilé de jeunes gens aux mains enlacées). L'ont incité aussi à marquer de nerquoise fantaisie ses illustrations, comme à s'inventer tout un panthéon personnel, à cheval entre les Folies Bergère et le décor des berges Louis XV.

Dieux et déesses sont casqués à la grecque mais montés dans du lycra. Les Plaisirs Célestes aux perruques poudrées sont des personnages de miniature sophistiqués, mais leurs seins nus sont, sous les tuniques, des carapaces remodelées. L'enfer est peuplé de démons kitch aux ailes métalliques, les scènes funèbres sont les plus belles : la guerre est figurée dans le prologue par un amoncellement de colonnes brisées, les ombres des Champs-Élysées dansent sous des cagoules en voile fumée.

Quant au ciel orageux du cinquième acte, au ciel fissuré du rideau de scène, et à la très belle voûte céleste azurée du finale, ils semblent avoir été directement inspirés à Pizzi par le dernier Poussin, celui de Diane et Orion avec Tancrède et Hermite des Lamentations sur le Christ. Comme sont empruntés au peintre français (mort près d'une génération avant la naissance de Rameau) il est vrai, mais philosophe comme lui et de caractère intraitable, les ombres calmes, les temples en plâtre campegge, les divinités campées sur leur ouage, les corps immobilisés dans des postures théâtrales, les visages rendus phosphorescents par la netteté de la lumière, les somptueux draps

accrochés par des éclairages de côté, le mélange audacieux du bleu, du carmin et du violet, l'obsession de la mort traitée comme un catalogue de scènes à effets, dissimulée sous une rhétorique compliquée d'allusions mythologiques et d'allégories fantastiques.

Conventions et hardiesses

Si le but de ces beaux tableaux animés, réglés avec une précision de revue de music-hall, est de divertir - autant dire, d'empêcher de réfléchir, - la réussite est totale. Et peu importe que l'esthétique soit, en général, conforme ou non à celle de Rameau en 1737, quand le musicien inventait, en la personne du tourmenté Castor et de son amante calculatrice et désespérée Pelée, des « âmes sensibles » très romantiques.

Triomphe mérité en tout cas pour William Christie et ses musiciens des Arts Florissants. Dans la fosse, et avec une précision impeccable, le style de l'œuvre est solidement caractérisé, éblouissant, audible : son ardent rythme et ses scissiles mélodiques, les moments où l'accompagnement orchestral tend vers l'autonomie, la grande sagesse harmonique des divertissements dansés, l'extravagance des tentatives vocales et des modulations dans les récitatifs dramatiques comme dans les airs tragiques, le modernité du trio contradictoire qui précède la descente de Pollux aux enfers. En résumé, un mélange bizarre de conventions et de hardiesses.

Bien que François Le Raux (Pollux) n'appartienne pas au « clan » des baroques, la manière de ce baryton français, qui chante de la musique contemporaine à l'étranger, se détache pas vraiment avec celle d'Howard Crook (Castor), de Véronique Gens (Pelée), d'Agnes Mallo (Pelée). Les chœurs magnifiques des Arts Florissants se taillent la part du lion, grâce à la maîtrise de Rameau dans l'écriture des vastes ensembles vocaux. La chorégraphie de Béatrice Massin pour Ris et Danceries parvient à n'être pas ennuyeuse malgré la longueur un peu exagérée, dans cette tragédie lyrique, des épisodes dansés.

ANNE REY

Prochaines représentations : les 13, 20, 24 et 28 juillet, à 21 h 15, au Théâtre de l'Archevêché.

CINÉMA

Deux flics pour rire

Une comédie policière qui détourne joyeusement les poncifs du thriller de série

LA MANIÈRE FORTE

de John Badham

Bien au chaud dans le système hollywoodien, John Badham alterne avec une apparente décontraction les « gros » films, de la Fureur du samedi soir à Comme un oiseau sur la branche avec quelques réussites telles que Tonnerre de feu ou War Games, et de plus modestes et plus souriantes variations sur le film de genre. Ainsi Short Circuit II y a cinq ans, et cette Manière forte qui est plutôt une « la manière de ».

A la manière des innombrables polars américains, il s'agit de mettre ensemble deux flics russes contrastés que possibles, et de les lancer dans les rues dangereuses de la grande ville. Badham et ses scénaristes ont trouvé une variante propre à toutes les parodies en flanquant un dur à cuire d'un jeune acteur rendu célèbre par ses rôles d'aventurier en Cinemascope, au croquet légèrement ramolli par le succès. Il se fait accepter dans un commissariat new-yorkais pour préparer son prochain film.

Un rôle taillé aux mesures de Michael Fox, interprète-védette des Retour vers le futur. Il fait équipe avec James Woods, une des rares vraies grâces de thriller (avec Christopher Walken) du cinéma américain, et mémorable comédien chez Sergin Leone et David Cronenberg.

Dès la scène d'ouverture, la note est donnée : sempiternelle vision nocturne de New-York by night, mais filmée sur un rythme infernal, et pour une fois, accompagnée d'une musique plus que décente. La suite, poursuite échevelée d'un lueur en série particulièrement gracieuse (surnommé « le videur fou ») et démodés sentimentaux du flic coriace-mais-timide, sert sur-

tout de prétexte à une avalanche de clips d'art intercalés entre les scènes choc.

Le policier casse-cou et la bande d'hollywoodienne s'en donnent à cœur joie dans les poncifs du film d'action. Et lors de la spectaculaire scène finale, la Manière forte cite à plaisir Harry Langdon et King Kong. Hitchcock et Chantons sous la pluie. C'est sans prétention et, partant, fait drôlement.

JEAN-MICHEL FRODON

□ Fermeture définitive du Café de la Danse. - Mis en liquidation judiciaire le 15 novembre 1990, Le Café de la Danse, à Paris, a été racheté par un homme d'affaires spécialisé dans la restauration et ne retrouvera donc pas l'activité de programmation artistique qui avait été la sienne depuis son ouverture en 1985. Spécialisé dans la musique, la danse et la chanson contemporaine, Le Café de la Danse avait été mis en redressement judiciaire pendant l'été 1989. La salle, qui programmat environ cent trente-cinq spectacles et attirait chaque 20 000 spectateurs chaque année, accusait alors un déficit cumulé de trois millions de francs.

□ Beckett en images. - Hommage à l'œuvre audiovisuelle de Samuel Beckett. Le Prix Nobel de littérature, mort en 1989, écrit des œuvres spécialement destinées à la transposition télévisuelle, telles que Ghost Trio et Quad, présentées par une dizaine de titres. Ainsi que son unique film, judicieusement baptisé Film, et interprété par Buster Keaton.

► Jusqu'au 1^{er} septembre à la Galerie nationale du Jeu de Paume (Paris 8^e). Tél. : 42-60-69-69.

COMMUNICATION

Après la démission de leur rédacteur en chef

Grève des journalistes de « Lyon-Liberté »

LYON

de notre bureau régional

Lyon-Liberté était bien disposé dans les kiosques, samedi 13 juillet, mais sans ses pages lyonnaises (1). A la « Une », un communiqué annonçait le mouvement de grève engagé, vendredi 12, par la majorité du personnel pour protester contre « le silence persistant de la direction parisienne », à la suite de la démission du rédacteur en chef de Lyon-Liberté, Robert Marmoz (le Monde du 13 juillet).

Les grévistes « s'étonnent » de cette démission et ont demandé, jusqu'alors vainement, de rencontrer Serge July « dans les plus brefs délais ». Ils veulent par ailleurs disposer de l'audio réalisé par la direction parisienne auprès de la rédaction lyonnaise et s'inquiètent de l'annonce d'une « nécessaire restructuration de l'équipe » qui

devait leur être présentée lundi 15. Robert Marmoz venait de proposer aux dirigeants parisiens « un plan de relance rédactionnelle », accepté par la plupart des journalistes travaillant à Lyon. Devant le refus de la direction, qui parle de « crise de management endémique dans l'ensemble du journal lyonnais », il a décidé de quitter ses responsabilités. Le 12 juillet, il avait convaincu, il y a un an, une quarantaine d'industriels de la région de participer à l'augmentation du capital de Lyon-Liberté, à hauteur de 6,5 millions de francs.

(1) Créée en 1986, l'édition lyonnaise du quotidien emploie vingt-cinq salariés dont une quinzaine de journalistes. Elle comprend huit pages quotidiennes dans lesquelles viennent s'insérer les pages nationales de Liberté. Ses ventes atteignent 6 000 ou 7 000 exemplaires par jour.

L'affaire de la MGM

M. Parretti prêt à un accord avec le Crédit Lyonnais

M. Giancarlo Parretti qui réclame plus d'un milliard de francs au Crédit Lyonnais pour avoir saboté son plan de reprise de la « major » américaine MGM-UA (le Monde du 13 juillet), tempère la violence de ses premières attaques. « Je ne veux pas me ficher avec la seule banque qui m'a aidé », explique-t-il dans une interview au Figaro du 13 juillet. Il préfère un mauvais accord à une grande victoire. M. Parretti égratigne au passage le PDG du Crédit Lyonnais, M. Jean-Yves Haberer, qui vient de mettre publiquement en

cause l'attitude de certains de ces collaborateurs dans cette affaire. « Jean-Yves Haberer fait partie du « board » du CLBN (NDLR : filiale néerlandaise de la banque française). Moi, quand je fais partie d'un board, je suis au courant des affaires que traite la compagnie ». Enfin, M. Parretti estime que la publication du détail des prêts qui lui ont été octroyés par le CLBN pour la reprise de la MGM devrait mettre un terme aux rumeurs sur l'origine de sa fortune.

Les difficultés de l'audiovisuel public

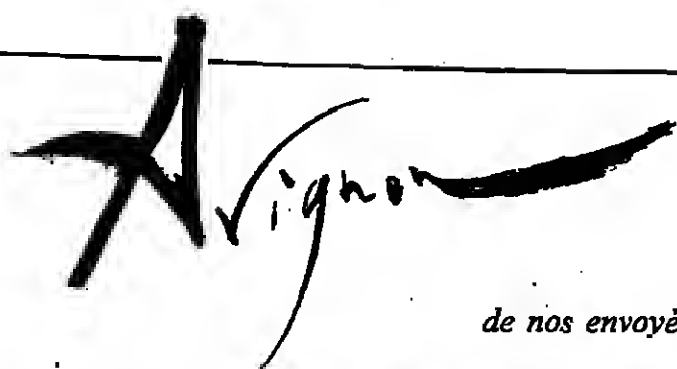
L'INA a perdu 30 millions de francs en 1990

La liste des sociétés de l'audiovisuel public en difficulté ne cesse de s'allonger. Après Antenne 2, FR3 et la SFP, l'institut national de l'audiovisuel (INA) a annoncé, jeudi 11 juillet, 30 millions de francs de pertes en 1990, pour un budget de 500 millions. En 1991, ne s'annonce pas meilleure, puisque l'établissement public chargé de la gestion des archives audiovisuelles devrait connaître un nouveau déficit de 37,5 millions de francs pour un volume de recettes identique. « Les pertes de l'an dernier ne sont pas gravissimes », déclare le PDG de l'INA, M. Georges Fillioud. Elles étaient, pour une partie d'entre elles, provisionnées et la trésorerie de l'INA est saine.

Mais, en revanche, la poursuite du fléchissement de l'activité est plus inquiétante, parce que structurelle. L'INA devenait autrefois automatiquement propriétaire des archives des chaînes publiques - il l'est notamment du « fond » ORTF. Ce n'est plus le cas depuis les lois de 1982 et de 1986. L'institut est donc, selon son président, confronté à une baisse significative de son activité de cession de droits aux chaînes de télévision.

L'INA s'est engagée eo conséquence depuis quelques mois dans une politique de réduction des coûts (une quarantaine d'emplois sur 900 seront supprimés en trois ans) et dans une « dynamisation » de sa politique commerciale.

محضان الناصر



CULTURE

L'auteur, les comédiens, les musiciens sous les voûtes du Cloître des carmes. La star du Festival, c'est Heiner Müller, dont Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret présentent six pièces en trois soirées, et Michel Dezoteux, une seule, mais inédite. Une vraie star que photographes et journalistes traquent fébrilement, qui boude les conférences de presse et cherche l'ombre, pour rêver en paix d'un monde où il aurait le temps d'écrire à nouveau pour le théâtre. Heiner Müller vient d'un pays disparu, où le temps n'était pas de l'argent, où il avait pu prendre tout son temps. Ici, on va vite. On n'attend pas qu'une œuvre soit achevée pour la faire connaître. On espère l'intérêt de ceux qui offriront les moyens de la terminer. Et pour compenser, on en présente trois. Mais cette mode impériale des triples spectacles commence à devenir affolante, et ne réussit pas à tout le monde. Il est loin le temps de l'auteur consacrant sa vie à peaufiner son œuvre, enfermé dans sa tour d'ivoire. Aujourd'hui on voyage si facilement qu'on peut bien aller chercher son inspiration au plus loin de l'autre bout du monde, dans le Grand Sud...



Petit opéra deviendra grand

Trois « lectures lyriques » à la Chartreuse et la découverte d'une œuvre superbe : « les Cerceaux de feu »

Le Festival d'Avignon offre aux « découvreurs » des moments d'émotion vraie, comme celui vécu par quelques centaines de curieux qui ont assisté, le 11 juillet, à la création d'un opéra dans le cadre de lectures lyriques proposées par la Chartreuse. Ces lectures consistent en la présentation de trois opéras encore inédits, écrits par trois duos d'écrivains et de compositeurs, dont plusieurs se sont installés ici en résidence pendant plusieurs semaines ou plusieurs mois.

Trois paroliers ont été associés l'an passé à la constitution de ces duos d'auteurs. Betsy-Jolas a choisi le compositeur français Bruno Ducol, lui-même ayant appelé à ses côtés l'écrivain suisse Nicolas. L'année dernière, Betsy-Jolas a choisi le compositeur français Bruno Ducol, lui-même ayant appelé à ses côtés l'écrivain suisse Nicolas. L'année dernière, Betsy-Jolas a choisi le compositeur français Bruno Ducol, lui-même ayant appelé à ses côtés l'écrivain suisse Nicolas.

Après une heure d'arrêt, ces lectures lyriques vont reprendre en fin de soirée. Elles ont été précédées par la découverte d'une œuvre inconnue, mais très intéressante, « les Cerceaux de feu », de Clarisse Nicolais et Bruno Ducol.

Le second à découvrir la première au théâtre, en 1988, quand Daniel Mesnager a adapté pour la scène du TGF son premier roman, le Désespoir tout blanc. « J'ai tout de suite été séduit par ses œuvres », confie Bruno Ducol, qui avait jusqu'à beaucoup écrit pour orchestre et orchestre de chambre sans avoir abordé l'opéra.

« Dans ces romans, elle a toujours travaillé à l'incarnation de la voix dans des corps, ses personnages m'ont paru tout prêts à être mis en musique. Ses textes s'inscrivent dans une recherche de propositions rythmiques qui sont comparables à mes recherches musicales. En plus, elle a tout de suite admis les contraintes d'une œuvre lyrique et compris que le livret n'est pas forcément au premier plan mais peut être parfois un prétexte à la musique. »

Une raison plus profonde

Le livret emprunte beaucoup au latin avant de revenir à l'italien, commençant par un Sanctus pour s'achever par un Agnus Dei. Les deux auteurs ont été fascinés par la vie du saint. La partition emprunte à toute l'histoire de la musique. De quelques prémisses médiévales au grand opéra italien, tout y passe : la forme requiem, le réquiem, l'aria - quatre solistes - et l'aria con coro - le chœur de l'opéra d'Avignon au complet. On joue à fond de cette ambiguïté fondamentale. On passe allègrement les genres en revue et l'œuvre n'a finalement de contemporain que l'absence de destruction systématique de l'harmonie, dans l'écriture de la partition comme dans le discours, souvent maladroite, à une sonorisation qui fait se promener et les voix et les instruments. Une partie du public s'enthousiasme comme si elle était chez Verdi ou Puccini. De la musique contemporaine qui mesure, c'est rare.

Une raison plus profonde a donné à leur rapprochement un caractère tout à fait évident. Bruno Ducol s'intéresse depuis longtemps à la question du mythe. Il avait écrit *Praxitèle* sur le mythe de Pygmalion en 1987, et travaillé avec un chorégraphe italien sur le mythe de Narcisse. Il est aussi intervenu plusieurs fois dans différents colloques pour s'interroger sur le mythe grec et la musique. « Tous mes personnages, dit Clarisse Nicolais, se sont toujours trouvés dans des situations qui sont le reflet de situations mythiques essentielles. »

« L'œuvre s'interrompt aujourd'hui au bout de quarante minutes, et l'on voudrait sincèrement qu'une maison d'opéra s'intéresse assez tôt à son achèvement (c'est l'objet premier de ces lectures), s'intéresse à ce duo qui a surpris par la qualité de son travail, son goût de l'innovation et du risque - le rôle du frère, comble de l'ambiguïté, est chanté par un haut-contre, un chœur de quatre garçons dit les tourments de l'enfance comme on l'a rarement entendu sur une scène. Une fois encore, l'Orchestre d'Avignon s'est plu à bien sortir d'une épreuve difficile. »

OLIVIER SCHMITT

► Dernière lecture le 13 juillet à 19 heures. Eglise et Tinel de la Chartreuse. Tél. : 90-86-24-43.

Triple Candide

Avec Leo Katz et ses œuvres, Louis-Charles Sirjac démultiplie un personnage qui se laisse deviner en une seule fois

Après les Comédies barbares en deux parties, après les six pièces de Heiner Müller en trois soirées, Louis-Charles Sirjac donne trois pièces en une seule fois. Il est vrai qu'elles ont un même héros, nommé Leo Katz, se passent dans un même lieu d'illusion - comme le bordel de Genet dans le *Babouin* - un asile psychiatrique où l'on attend le docteur comme on attendrait un fantomatique Godot.

Leo Katz est d'abord homme de théâtre, ou plutôt fukir de music-hall poussé au suicide, puis écrivain pliqueur de mots, enfin peintre. Mais là, mieux vaut lire le dossier complet sur

« Immigrés », qu'est-ce que cela veut dire ? Plutôt, qui c'est pas immigré ? « *Etranges étrangers* », se contenterait de dire Prévert, sirotant un blanc-cassis avec ses copains de Belleville, qui se connaissent Ben quelque chose qu'Armande Beausoleil, Paul Morand, dès les années de guerre (celles de 14-18), précisait : « *Les Annamites fardés de charbon, les Tunisiens olive, réformés pour le cœur, les nègres bleus, débout sur la locomotive, tout ce qui sert à faire aujourd'hui du Français.* » Sartre et Nizan aimaient beaucoup ces premiers poèmes de Morand.

La France n'est pas la seule métisse, ici-bas. C'est la même chose partout. Un comédien des grands voyages, Vincent Colio, décide de rejoindre, avec une escouade d'acteurs volontaires de Bagnole et de Pontois, l'autre extrémité du monde, *going down* comme disent les ascenseurs de Manhattan, soit la ville la plus proche du pôle sud. On s'informe : c'est Ushual, une ville de la Patagonie, près du détroit de Magellan.

Il débarquent. Sur le marché : hi-fi japonaise, boisson gazeuse yankee (pour ne pas la nommer), cuvettes chinoises, ainsi de suite.

Les Patagoniennes et les Patagoniens ? Tous des descendants d'Espagnols, d'Italiens, de Français, d'Anglais. Vincent Colio n'est pas surpris, il savait déjà, et son projet était pas le tourisme, mais l'invention, l'essai d'une forme d'échanges culturels, comme l'ont dit, avec les acteurs les plus ultra-marins. Et il trouve, à Ushual, un groupe de théâtre, Teatro Fuego (dirigé par Monica Sandali), et deux troupes amateurs.

Brassage, amalgame, fusion : ceux de Bagnole jouent en patagon (ils le prononcent un peu comme des vaches espagnoles), ceux de la Terre de feu jouent en français (sans accent). La pièce ? Un tutti-frutti de poèmes-histoires de la Patagonie (plusieurs recueils des livres de la dernière survivante Ona, Lola Kieps, morte en 1966 en Terre de feu à l'âge de quatre-vingt-dix ans), et de récits des premiers navigateurs européens venus longer cette côte et se risquer dans le détroit : il restait alors des Indiens en vie (eux-mêmes immigrés), et ces marins les décrivent (« très belles dents blanches, mais un peu larges pour Paris »). Portraiture les « naturels »

Bagnole-sur-Patagonie

Le temps est à l'union des cultures, à leur métissage. Petit Nord cherche Grand Sud est une autre façon de voyager en charter

« Immigrés », qu'est-ce que cela veut dire ? Plutôt, qui c'est pas immigré ? « *Etranges étrangers* », se contenterait de dire Prévert, sirotant un blanc-cassis avec ses copains de Belleville, qui se connaissent Ben quelque chose qu'Armande Beausoleil, Paul Morand, dès les années de guerre (celles de 14-18), précisait : « *Les Annamites fardés de charbon, les Tunisiens olive, réformés pour le cœur, les nègres bleus, débout sur la locomotive, tout ce qui sert à faire aujourd'hui du Français.* » Sartre et Nizan aimaient beaucoup ces premiers poèmes de Morand.

La France n'est pas la seule métisse, ici-bas. C'est la même chose partout. Un comédien des grands voyages, Vincent Colio, décide de rejoindre, avec une escouade d'acteurs volontaires de Bagnole et de Pontois, l'autre extrémité du monde, *going down* comme disent les ascenseurs de Manhattan, soit la ville la plus proche du pôle sud. On s'informe : c'est Ushual, une ville de la Patagonie, près du détroit de Magellan.

Il débarquent. Sur le marché : hi-fi japonaise, boisson gazeuse yankee (pour ne pas la nommer), cuvettes chinoises, ainsi de suite.

Les Patagoniennes et les Patagoniens ? Tous des descendants d'Espagnols, d'Italiens, de Français, d'Anglais. Vincent Colio n'est pas surpris, il savait déjà, et son projet était pas le tourisme, mais l'invention, l'essai d'une forme d'échanges culturels, comme l'ont dit, avec les acteurs les plus ultra-marins. Et il trouve, à Ushual, un groupe de théâtre, Teatro Fuego (dirigé par Monica Sandali), et deux troupes amateurs.

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

10 au 26 juillet

Cloître des Carmes

MC 93

Le cas Müller I. II. III. de Jourdeuil-Peyret

Seine Saint-Denis Conseil Général

L'écriture de Louis-Charles Sirjac est fine et sensible, toute empreinte d'un humour élégant. Mais c'est une écriture terriblement bavard. Léo ne cesse de parler, de dire, de se poser des problèmes à haute voix et d'y apporter des solutions. Il est vrai que Louis-Charles Sirjac metteur en scène a mal servi son texte. Il n'a su lui donner aucun mouvement. Dans un décor triste de Marina Sheitkoff, il a réglé les entrées et les sorties avec une gaucherie d'amateur. Jean-Luc Porraz (Léo) et l'irrésistible Marlui Marini ont beau se donner, ils ne parviennent pas à animer la représentation. Il faudrait voir ces métamorphoses de Léo Katz - et peut-être pas les trois à la fois - prises en main par quelqu'un de vif, de percutant. Ce sera pour une autre occasion.

COLETTE GODARD

► Salle Benoît XII, jusqu'au 18 juillet, à 21 h 30.

MICHEL COURNOT

► Au cloître des Célestins. Jusqu'au 19 juillet à 22 heures.

o Bernard Faivre d'Arrier à Avignon. - Le directeur du théâtre au ministère de la culture est arrivé avec tout son bureau. Il est là pour travailler. Il doit présenter les lectures de la Chartreuse, mais ils sont beaucoup à attendre surtout la rencontre du 18 juillet, pendant laquelle Bernard Faivre d'Arrier doit préciser le programme de 1992. On parle déjà d'Agathe Alexis pour succéder à Jean-Louis Martin-Barbaz à la tête du centre dramatique du Nord-Pas-de-Calais.

Le Monde

HEURES LOCALES

Villes historiques, villes vivantes

Les cités du patrimoine mondial ont étudié au cours d'un colloque à Québec les moyens de donner vie à leurs vieux ensembles urbains

QUÉBEC

de notre envoyé spécial

LUBBECK en Allemagne, Brasilia, Québec, Rhodes, Quito en Equateur, Budapest, Rome, Tunis, Mexico, Dubrovnik en Yougoslavie : ces noms de villes sonnent comme des appels au voyage. Ces cités font partie des soixante-douze villes ou ensembles historiques inscrits sur la liste du patrimoine mondial. Quarante quatre de ces villes étaient représentées au premier colloque international, qui s'est tenu à Québec du 30 juin au 4 juillet.

Proposées par leurs gouvernements respectifs, ces villes réunissent les critères qui président à l'inscription sur la liste du patrimoine mondial. En effet, elles représentent une réalisation artistique unique et ont exercé une influence sur le développement de l'architecture et de l'urbanisme. Elles apportent un témoignage sur une civilisation, et leurs constructions illustrent une période historique significative. Ce sont des exemples d'un type d'habitat menacé. Et, enfin, elles sont associées à des événements, des idées ou des croyances de signification universelle.

La France est représentée sur cette liste par Strasbourg et La Mont-Saint-Michel, dont les délégués n'ont pu se rendre à Québec. Si une partie du centre de Paris pourrait prochainement être classé, d'autres cités françaises qui peuvent prétendre accéder à cette distinction devront sans doute attendre car l'UNESCO estime que les pays européens ne doivent pas être « sur-représentés ». Ce premier colloque, réuni à l'initiative de la ville de Québec, a d'ailleurs été marqué par une forte mobilisation des villes des pays en voie de développement.

Avant même de se structurer en créant un comité directeur provisoire, les villes du patrimoine mondial, bien connues des touristes du monde entier, avaient montré leur volonté d'apporter des solutions aux problèmes qui se posent à elles. Un volumineux Guide de gestion, placé sous le thème de « la sauvegarde des ensembles historiques urbains en période d'évolution », a été présenté à cette occasion (1). Basé sur des études de cas, ce guide apporte des réponses utiles sur la planification d'un programme de conservation, la gestion de la circulation, l'accueil des touristes, l'inventaire du patrimoine, les mesures incitatives pour la réhabilitation des habitations, l'éducation et la participation de la population et même sur les mesures de prévention en cas de catastrophe naturelle.

Malgré la différence de nature des problèmes qui se posent dans les pays en voie de développement et dans les pays industrialisés, les expériences présentées à Québec ont montré une préoccupation et une approche communes. Toutes ces villes ont en effet aujourd'hui la volonté d'éviter la transformation de leur centre historique ou simple musée, ou pis encore en « reconstitutions » avec employés et artisans revêtus de costume d'époque. Bien au contraire, elles cherchent avant tout à maintenir un équilibre démographique dans ces zones pour en faire des « quartiers vivants ».



« De votre fenêtre, vous pouvez voir les touristes qui vous regardent. »

phique dans ces zones pour en faire des « quartiers vivants ».

A Tunis, une association de sauvegarde a été mise en place dès 1968 par la municipalité. Certaines habitations de la médina au centre de la capitale tunisienne se sont en effet dégradées depuis l'installation de milliers de familles rurales dans les grandes demeures autrefois occupées par une population aisée : les « oukallas ». La municipalité a donc décidé de reloger à la périphérie de la ville ces familles pour préserver ces 566 « oukallas » menacées. « Nous savons ainsi le patrimoine national et conservons à la médina un aspect attrayant pour les touristes », affirme Samira Belhadi, adjointe au maire de Tunis.

« Donnez-nous la main »

La surpopulation n'est pas un vain mot à Mexico, passée de 1,5 million d'habitants en 1940 à 15 millions aujourd'hui. Cet accroissement gigantesque menace tout particulièrement les 9 kilomètres carrés du centre historique, où se trouvent les maisons anciennes, les cloîtres et les jardins qui attirent chaque année des millions de touristes. La diminution croissante des ressources des habitants risquerait d'entraîner une dégradation continue de ce quartier. La municipalité a décidé d'encourager la population à restaurer les maisons d'habitation non seulement pour préserver un patrimoine, mais pour modifier le comportement social de citoyens en voie de

marginalisation. Informés par l'intermédiaire d'un réseau de téléphonie unique, ils découvrent les moyens de participer à la sauvegarde du quartier mais également les aides sociales et les activités culturelles. « Nous voulons encourager la population pauvre à vivre dans le centre historique en améliorant son niveau de vie, d'éducation et de santé », explique Samuel Valenzuela Arellano, responsable de ce projet appelé « Donnez-nous la main ».

Libérer le centre historique d'un certain nombre d'activités pour permettre à la population d'y vivre dans des conditions à peu près normales est le but visé par le programme SDO (Sistema direccional orientado) que lance la municipalité de Rome. On sait que la Ville éternelle est en proie à d'insolubles problèmes de circulation et de stationnement. Tous les partis politiques y sont d'accord non seulement pour dissuader, par des parkings en cours de construction, les autocars à franchir les limites du mur Aurélien, mais également pour transférer à 5 kilomètres du centre-ville une partie de l'administration et des ministères. Cette opération devrait évidemment entraîner un déplacement de l'activité commerciale et des bureaux à l'extérieur d'un centre-ville qui resterait plus spécialement réservé à la culture et à certaines structures gouvernementales.

Le problème qui s'est posé à la ville de Québec à la fin des années 60 était presque inverse. L'influence nord-américaine a poussé les autorités à transférer vers un cam-

pus, dans la périphérie, l'université Laval dont les étudiants animaient les rues du Vieux Québec, au-dessus du quartier du port sur les bords du Saint-Laurent. Très vite, cette partie de la ville déjà désertée par les banques qui avaient émigré vers Montréal les années 30 s'est dépeuplée, et les bâtiments parmi les plus anciens d'Amérique du Nord, se sont dégradés.

Associer la population

Il a fallu attendre 1970 pour qu'une initiative de la municipalité de Québec soit rédigée une charte sur le « concept général de réaménagement du Vieux Québec », qui a été à l'origine d'une véritable prise de conscience de l'ensemble de la population. Ce document proposait en effet un réaménagement du Vieux Québec pour en faire un quartier vivant. L'opération, qui va s'étaler jusqu'en 1995, va coûter 400 millions de dollars canadiens. Autour du Musée de la Civilisation, un véritable quartier a retrouvé vie, et l'aménagement, y compris des rues les plus touristiques, a été pris en charge par les habitants eux-mêmes. Regroupés au sein d'un Comité des citoyens du Vieux Québec (la population du quartier augmente depuis cinq ans), ils sont devenus les interlocuteurs privilégiés de la municipalité.

« La vitalité des villes vient de ses habitants », déclarait Sir Bernard Feilden, architecte et historien britannique, à l'ouverture d'un colloque où tous les intervenants ont témoigné de la volonté des autorités municipales de toujours associer la population aux actions menées pour préserver et animer les centres historiques. Abilio das Fernandes, le maire d'Evora, a ainsi expliqué comment cette ville du Portugal a défini un plan d'urbanisme pour accueillir 300 000 touristes par an grâce à des commissions qui regroupent les habitants et les représentants de la municipalité.

L'inquiétude des représentants de Split et de Dubrovnik devant les conséquences des graves événements de Yougoslavie suffisait à faire comprendre combien l'économie de certaines villes fondées sur le tourisme est fragile. Intéret qui n'est pas uniquement mercantile : Fotis Costopoulos, le président du conseil municipal de Rhodes, rappelait aussi combien la baisse de la fréquentation touristique peodant la guerre du Golfe avait créé un manque chez les habitants de l'île qui aiment vivre avec des étrangers. Mais le message le plus éloquent est certainement venu du maire de Cuzco, au Pérou. En évoquant la violence qui règne dans son pays, Daniel Estrada Perez a déclaré : « Le patrimoine peut contribuer à la sauvegarde de la paix. Le tourisme est un essai d'intégration, une sorte de pèlerinage de fraternité. Il ne doit pas être un instrument de conquête ».

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) La ville de Québec, qui a financé l'élaboration de ce Guide de gestion, propose de l'adresser gratuitement aux villes qui en feront la demande : Ville de Québec, secrétaire général, Québec, Canada.

Alerte pour les élus locaux

LES élus locaux, grande maîtrise d'œuvre de la décentralisation, doivent commencer à faire attention : leur image dans l'opinion s'affaiblit. C'est, en tout cas, ce qui ressort d'un sondage de la SOFRES, réalisé auprès de mille personnes du 22 au 24 avril pour l'Institut de la décentralisation, qui en publie les résultats dans le numéro de juin de sa revue, *Pouvoir local*.

Le bilan de la décentralisation n'est plus jugé « tout à fait positif » que par 10 % des personnes interrogées, alors qu'elles étaient 14 % à avoir cette opinion dans un précédent sondage de la SOFRES en octobre 1987. Certes, dans le même temps, la proportion de celles qui portent un jugement « plutôt positif » passe de 52 % à 54 %, mais le jugement « plutôt négatif » ou « tout à fait négatif » augmente de 16 % à 20 %.

Plus inquiétant encore pour les élus, la question : « Quels sont les deux responsables de la vie politique locale à qui vous faites la plus confiance ? », les réponses montrent une nette répartition du représentant de l'Etat. Certes, la mairie reste largement en tête, avec 65 % de réponses, mais il est dorénavant suivi par le préfet, qui passe de 18 % en octobre 1987 à 26 % en avril 1991. Cela lui permet de doubler le député, qui descend de 34 % à 25 %, mais aussi le président du conseil général, qui passe de 25 % à 22 %, et de rester devant le président du conseil régional, pour lequel le taux de réponse tombe de 15 % à 10 %.

Enfin, alors qu'il est généralement admis que les Français n'accepteraient pas la fusion de leur commune, 65 % de ceux qui ont répondu à ce sondage affirment qu'ils sont prêts à accepter le regroupement de leurs communes avec certaines de leurs voisines.

T. 8.

■ Notre supplément « Heures locales » cessera de paraître durant les vacances d'été. Prochainement dans « le Monde » daté 1^{er}-2 septembre.

L'agriculture et l'élevage au secours des forêts menacées par le feu

Les coupures « vertes » ont fait la preuve de leur efficacité dans le Midi. Encore faut-il pouvoir convenablement les exploiter

EN juillet 1986, un grand incendie ravageait plus de 4 000 hectares sur les contreforts du massif varois des Maures (Hyères, La Londe, Pierrefeu). En 1990, le feu est revenu à la charge. Mais, cette fois, il n'est pas passé. Entre-temps, on avait créé, sur 800 hectares, un ensemble de coupures « vertes », entretenues par un troupeau de 1 500 brebis, qui lui ont fait barrage.

L'idée de cloisonner les massifs par des aménagements sylvo-pastoraux ou agricoles avait germé, dix ans plus tôt, à la suite des incendies catastrophiques de 1979. Mais, faute de moyens financiers, et faute, aussi, de références techniques, elle n'a pas dépassé, pendant longtemps, le stade expérimental. Désormais, elle est prise au sérieux : le conseil général du Var (GEF) vient d'être chargé officiellement par le ministre de l'Agriculture d'une mission de réflexion. Son objet est de définir un cadre « opérationnel » permettant d'en généraliser l'application. Un groupe de travail ad hoc a été constitué (1) qui doit présenter ses conclusions avant le 1^{er} mars 1992.

La création de coupures « vertes » à l'intérieur des massifs de la région méditerranéenne est directement liée au problème des grands feux, dont la part, dans le bilan des destructions, ne cesse d'augmenter (2). Or, s'ils se développent, c'est que la forêt, progressivement abandonnée par ses us-

agers en raison de l'évolution des systèmes de production, n'est plus gérée — et donc défendue — comme elle l'était dans le passé. Dès 1980, une circulaire interministérielle constatait l'efficacité relative des pare-feu linéaires, de type classique, et préconisait un redéploiement des activités sylvo-pastorales ou agricoles pour rompre la continuité des massifs.

On maîtrise assez bien, aujourd'hui, la technique du sylvo-pastoralisme (« à objectif DFCI ») (défense de la forêt contre les incendies). Le principe consiste à créer dans des sites stratégiques, en collaboration avec les pompiers et les forestiers, un réseau de pare-feu, sous forme de larges coupures débroussaillées. Puis d'introduire des troupeaux qui « nettoient » les pare-feu en pâturant, par rotation, dans des parcelles clôturées et électrifiées. Ces opérations exigent divers travaux de mise en état et d'équipement dont, parfois, un débroussaillage initial ainsi que la création de voies d'accès, voire l'amélioration des parcelles.

On a également testé avec succès le système de la transhumance hivernale, dans lequel les éleveurs de montagne, qui y trouvent leur compte, descendent leurs troupeaux de bovins sur le littoral, de janvier à mai, pour les faire paître dans les zones boisées. Qu'il s'agisse d'éleveurs locaux ou de cas de figure le plus favorable — ou d'exploitants extérieurs à la région, les candidats ne manquent pas.

Plus difficiles à conduire, les expériences de coupures agricoles ont été plus limitées. La plus spectaculaire : celle réalisée par la Compagnie du Bas-Rhône-Languedoc, dans les Pyrénées-Orientales, au col de Banyuls (plantations de vignes, figuiers, amandiers). Mais il existe d'importants projets, notamment celui qui a été soumis, récemment, par le département du Gard aux services de la CEE, à Bruxelles, portant, à la fois, sur des productions animales et végétales très différenciées. Dans les Bouches-du-Rhône, l'Agence départementale pour la protection, la gestion et la mise en valeur des espaces sensibles (ADES), outil du conseil général, pilote également, dans le massif de la Sainte-Victoire, un ambitieux projet d'aménagement sylvoicole et agricole, sur une superficie de 65 hectares dont 25 hectares consacrés à l'arboriculture irriguée.

GUY PORTE
Lire la suite page 13

(1) Une cinquantaine de personnes sont appelées à s'exprimer, alternativement, dans ce groupe : représentants de l'administration (agriculture, intérieur, environnement, finances), d'organismes publics et parapublics (INRA, CEMAFRE, etc.), de grandes organisations professionnelles (FNSEA, CNJA, Assemblée permanente des chambres d'agriculture, etc.) ainsi que des offices de produits et des collectivités territoriales.

(2) En 1990, 18 feux de plus de 500 hectares (soit 0,5 % du total des sinistres) ont détruit 80 % des surfaces.

La station d'épuration d'Achères ne sera pas agrandie

Le conseil régional d'Ile-de-France, les riverains, l'Agence de l'eau, l'Etat : il faut éviter de créer de nouveaux risques de pollution

JACQUES CHIRAC avait promis de s'y consacrer en 1994. Il devra patienter quelques années supplémentaires pour pouvoir se tromper dans les eaux propres de la Seine. C'est en effet seulement aux alentours de l'an 2000 que le fleuve parisien devrait retrouver le « degré zéro de pollution ». Le comité de suivi « Seine propre », que préside cette année M. Didier Julia, député RPR de Seine-et-Marne et vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, chargé des problèmes d'environnement, a défini ses orientations dans cette perspective. Il s'agit purement et simplement d'annuler la cinquième tranche de la station d'épuration d'Achères dans les Yvelines pour ne pas courir le risque d'une trop grande pollution et, aussi, par voie de conséquence, d'un gaffage financier.

Achères conservera donc sa capacité actuelle de 2 100 000 m³ d'eau traité chaque jour par temps sec, pouvant atteindre, par temps d'orage, 2 500 000 m³. A l'origine, Achères V, prévu pour le début des années 90, devait porter la capacité totale à 2 700 000 m³. L'installation des Yvelines serait passée au premier rang mondial des stations d'épuration, alors qu'elle occupait actuellement la seconde place derrière Chicago. Elle ne pourra d'ailleurs conserver cette place que si elle se soumet à un lifting destiné à neutraliser la pollution oléactive et auditive qui émane de ses activités. Ce lifting devrait, à terme, d'ici à dix ans, réduire les nuisances de 90 %.

Pour M. Didier Julia, il n'est pas question de revenir sur la décision de renouer à Achères V. « Si on faisait Achères V, explique-t-il, on reproduirait la même erreur et le même scandale que celui de La Villette. Et, en cas d'échec, c'est moi seul, l'Etat, qui en serais jugé responsable. » D'ailleurs, précise-t-il, le conseil régional et l'Agence de l'eau Seine-Normandie, qui était appelée à cofinancer l'extension d'Achères, ont tout bonnement supprimé les crédits. Quant à l'Etat, il s'était déjà prononcé contre Achères V par la voix de M. Michel Rocard, alors premier ministre, et par celle de M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement. M^{me} Edith Cresson, nouveau premier ministre, ne saurait aujourd'hui remettre en cause cette position favorable à la protection de l'environnement.

En compensation, le conseil régional a proposé d'implanter une nouvelle station à Colombes, qui recevrait près de 400 000 m³ d'eau par jour. Car la station d'épuration d'Achères, construite selon les techniques de 1934, revue et corrigée en 1952, ne répond plus aux exigences de l'an 2000. C'est ce que répètent depuis des années les riverains de La Frette-sur-Seine ou d'Herblay, de l'autre côté de la Seine, sur la rive droite, juste en face de la station. Nombreux sont ceux qui étaient venus s'installer sur ces rives, croyant y trouver un paradis. Le village de La Frette (3 800 habitants), à une quinzaine de kilomètres de Paris, descend en pente

douce vers le fleuve. Ses villas, ses jardins — pas d'immeubles collectifs — ses touffes de lilas qui dès le printemps embaument l'atmosphère, avaient inspiré aussi bien l'écrivain Chardonne, qui y avait élu domicile, que Roger Llor, qui l'avait pris pour cadre de son roman dans *Les Eaux mêlées*. Mais c'était sans compter avec la station d'épuration d'Achères, ses odeurs nauséabondes et son bruit incessant. D'autant qu'au cours des décennies elle s'est étendue, multipliant sa capacité de traitement des eaux usées de l'agglomération parisienne (Paris et les trois départements de la petite couronne, soit quelque 8 millions d'habitants). Mais au prix de quel désastre ! Son procédé de traitement n'étant pas efficace à 100 %, chaque jour 20 % des eaux drainées vers la station se retrouvent à l'état brut dans la Seine.

Actuellement, environ 300 000 m³ sont rejetés non traités dans le fleuve. Et encore plus par temps d'orage. On se souvient encore de la catastrophe de juin 1990, lorsque 5 à 8 millions de mètres cubes d'eau pluviale se sont déversés dans la Seine en quelques heures, provoquant la mort de 80 tonnes de poissons. Avec Achères V, ce serait l'équivalent des eaux usées d'une ville comme Marseille (540 000 m³) qui seraient rejetées dans le fleuve. Sans compter les odeurs et le bruit.

JACQUELINE MEILLON
Lire la suite page 12

REPERES

BASSE-NORMANDIE

Onze partenaires européens pour Granville

Décidés à faire de leur commune une « cité-guide de l'Europe des Douces », les élus de Granville (15 000 habitants) estiment avoir gagné leur pari après deux années consacrées à la recherche de partenaires dans les onze autres pays de la Communauté européenne. Ils viennent en effet de signer avec Katzing (Allemagne), Houffalize (Belgique), Holstebro (Danemark), Altea (Espagne), Preveza (Grèce), Bundoran (Irlande), Bellagio (Italie), Estoril (Portugal), Niederanven (Luxembourg), Moerssen (Pays-Bas) et Sberbome (Royaume-Uni) une charte des villes d'Europe jumelées et partenaires.

Faire l'Europe, douze mois sur douze, en engageant le maximum de leurs concitoyens, c'est l'objectif ambitieux de ces petites villes déçues par les jumelages traditionnels. A un an et demi de l'ouverture des frontières, leurs élus craignent en effet d'être « marginalisés dans une vaste Europe concentrée autour des seules grandes métropoles ». « Dispersés mais décidés à échanger leurs expériences et à s'engager dans des actions communes en matière de formation et d'emploi, ces communes peuvent prétendre à une véritable vie internationale », explique le maire de Granville.

BRETAGNE

Polémique autour d'un rond-point « Tjibaou »

Jean-Marie Tjibaou est au centre d'une querelle municipale à Plouzané, commune de 11 500 habitants de la communauté urbaine de Brest. Le maire, M. Yvette Duval (PS), a fait baptiser un rond-point du nom de l'ancien leader du FNLS. Jean-Marie Tjibaou était « un visionnaire doué d'une intelligence aigüe, un homme de dialogue, artisan de la désescalade politique », a-t-il déclaré au cours de l'inauguration officielle.

L'opposition municipale menée par M. Marcel Le Floch, conseiller général RPR, les gendarmes en retraite et des membres des associations patriotiques n'ont pas apprécié. Des manifestants ont défilé, porte-drapeaux bardés de médailles en tête. Une gerbe a été déposée sur un autre rond-point, celui-là appelé « Droits-de-l'homme ». Le RPR clame qu'il suffisait de « baptiser ce lieu rond-point de la Nouvelle-Calédonie ».

MIDI-PYRÉNÉES

SOS-Tourisme aide les visiteurs étrangers

L'agence départementale du tourisme des Hautes-Pyrénées met en place durant l'été un service multilingue SOS-Tourisme destiné à accueillir, informer et assister les touristes. L'expérience des années précédentes s'étant révélée très positive, ce service dispose depuis la mi-juin de deux antennes situées dans les gares de Tarbes et de Lourdes, grâce au partenariat de la SNCF et des municipalités. Pendant trois mois, onze personnes pouvant intervenir en français, anglais, espagnol, hollandais, allemand et italien renseignent les touristes, mais aussi viennent en aide aux professionnels du département qui ont affaire à des clients étrangers.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Premier bénéficiaire de la solidarité urbaine

Le Nord-Pas-de-Calais sera, selon M. Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, le premier région bénéficiaire de la dotation de solidarité urbaine (DSU), mise en place par la réforme de la fiscalité des collectivités. Quatre-vingt-huit villes percevront 66 millions de francs en 1991. Une seule commune, Le Touquet, sera imposée. Elle versera 800 000 francs.

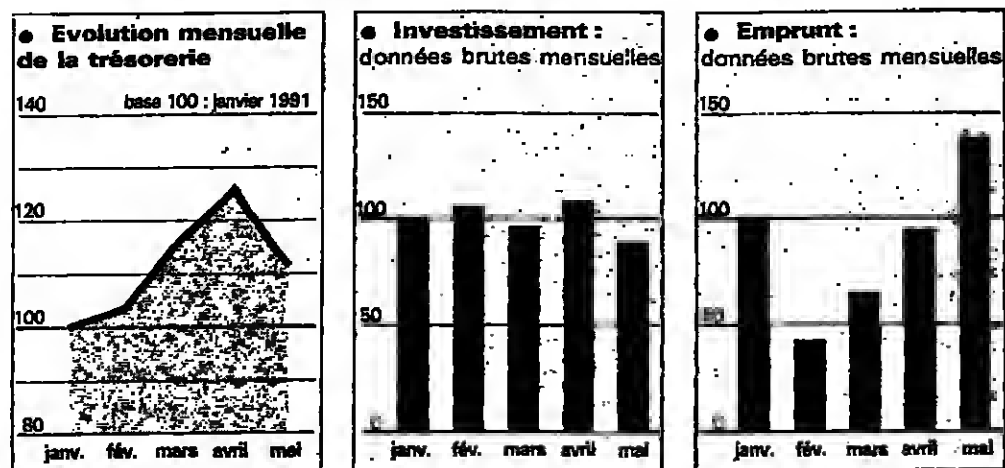
Pour l'ensemble du territoire, la dotation de solidarité urbaine s'élèvera à 400 millions de francs en 1991. Elle atteindra 700 millions en 1992 et 1 milliard en 1993. Elle sera répartie entre quatre cents communes environ (le Monde du 20 avril).

Ce supplément a été réalisé avec nos correspondants : René Moirand (Cherbourg), Jean-Jacques Robat (Torbis) et Gabriel Simon (Brest).

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/FINANCES/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Chaque trimestre, le Crédit local de France présente des indicateurs permettant un suivi de la conjoncture des finances locales. Ces indicateurs sont élaborés à partir d'un panel composé de communes de plus de 5 000 habitants et recouvrent trois éléments-clés de l'activité financière des communes : l'investissement, l'emprunt et la trésorerie. Les indicateurs du panel confirment les tendances observées en 1990 en matière de finances communales. Dans un environnement économique moins favorable, on remarque un ralentissement des dépenses d'investissement et une réduction du recours à l'emprunt, les communes essayant de préserver leur marge de manœuvre financière à long terme.



Trésorerie

La courbe présentant le solde de trésorerie en fin de mois des communes du panel présente une stabilité, en dépit des quelques disparités observées habituellement. Ainsi, le niveau le plus modeste de la trésorerie en janvier et février s'explique par la faiblesse des recettes perçues. A partir du mois de mars, la trésorerie devient plus abondante avec un pic en avril correspondant au versement groupé de nombreuses dotations de l'Etat.

Ainsi, la dotation globale de fonctionnement, qui est la dotation la plus importante de l'Etat, est versée à hauteur de 3/12 du total annuel en mars, puis par 1/12 jusqu'au mois de décembre. En ce qui concerne la dotation globale d'équipement ou le fonds national de péréquation de la taxe professionnelle, une partie des versements est effectuée à la fin du premier trimestre.

Dépenses d'investissement

La tendance à la stagnation de l'équipement communal observée depuis 1990 se trouve confirmée. Après une décennie caractérisée par une croissance globale des dépenses d'équipement communales, celles-ci connaissent actuellement une stabilisation.

Ce ralentissement des dépenses d'investissement recouvre des évolutions différenciées en fonction de la taille des communes. Les villes de plus de 100 000 habitants réduisent pour le deuxième année consécutive leurs investissements. Certaines grandes villes procèdent en effet à des révisions importantes de leurs programmes d'équipement. En ce qui concerne les communes de 10 000 à 100 000 habitants, les investissements restent stables.

En revanche, l'évolution des dépenses d'investissement des villes de 5 000 à 10 000 habitants montre un dynamisme plus grand par rapport à 1990. Cette tendance s'explique en grande partie par l'investissement massif de quelques collectivités cernées d'agglomération, qui sont tenues de prendre en considération dans leur programme d'investissement les attentes des communes voisines.

Recettes d'emprunt

L'évolution des recettes mensuelles d'emprunt des communes du panel est très heurtée au cours des cinq premiers mois de l'année.

En janvier, le montant relativement élevé s'explique en grande partie par l'importance des emprunts contractés au mois de décembre, dont une fraction n'a été mandatée aux communes qu'en janvier. La diminution du niveau des recettes d'emprunts en février et mars correspond à une baisse traditionnelle en cette période de l'année, où les communes établissent leur budget, qui doit être voté avant le 31 mars.

Si l'on compare les cinq premiers mois de l'année 1990 et ceux de 1991, on observe une baisse globale de l'emprunt d'environ 10 % en valeur.

Cette évolution s'explique par le volontarisme des communes de retarder le plus possible la mobilisation de leurs emprunts. Elle s'inscrit également dans une tendance de baisse de la part des ressources d'emprunt dans le financement des investissements des communes. Conscientes du poids de la dette et du niveau des taux d'intérêt réels, les communes ont progressivement accru leur autofinancement grâce à une gestion rigoureuse de leurs dépenses et à l'augmentation des recettes fiscales.

BLOC-NOTES

CONTACTS

o Territoires européens. — L'Union des dirigeants territoriaux de l'Europe (UDITE) vient de se créer à Nancy, sous l'impulsion de M. Gérard Combe, président du Syndicat national des secrétaires généraux. Cette association, qui a adopté, provisoirement, un statut de droit français, rassemble des cadres territoriaux allemands, anglais, belges, italiens, luxembourgeois, néerlandais, portugais, espagnols et français. L'UDITE vient de réaliser une analyse comparative des collectivités territoriales européennes et du statut de leurs dirigeants. Elle va entreprendre un examen des finances locales en Europe. Sa commission permanente se réunira à Barcelone, en novembre 1991.

► Tél. (16) 83-37-65-01.

PUBLICATIONS

o Le marketing territorial. — M. Daniel Sperling, directeur du marketing au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, présente une nouvelle technique de promotion des régions, le « marketing territorial », dans un ouvrage du même nom.

► 122 pages, 83 francs. Ed. Milan-Media, Média Sud Communication, BP 27, 31012 Toulouse Cedex.

o Le service public local. — Les éditions Francis Lefebvre publient un guide des « normes et réglementations comptables applicables aux services locaux à caractère industriel ou commercial » dans un ouvrage intitulé Service public local, la nouvelle comptabilité. Ce guide pratique est destiné aux ordonnateurs et aux comptables publics.

► 524 pages, 368 francs. Ed. Francis Lefebvre, 5, rue Jacques-Bingen, 75017 Paris.

o Finances locales. — La dernière livraison de la Revue française de finances publiques porte sur les finances locales et la coopération territoriale. Les auteurs abordent notamment la question de l'intercommunalité et de ses incitations financières, le problème de la consolidation des comptes et celui de la coopération transfrontalière.

► 256 pages, 190 francs. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 26, rue Vercingétorix, 75014 Paris.

L'Île-de-France le Limousin, et les autres

Le Groupe d'étude et de réflexion interrégionale (GERI), que préside Jacques Voisard, vient de rendre publics plusieurs études qui mettent en évidence les déséquilibres démographiques, économiques et culturels des régions françaises et le poids grandissant de l'Île-de-France. Cette région, par exemple, compte plus de 12 % d'habitants ayant un diplôme d'études supérieures de 2^e ou 3^e cycle alors que ce taux est seulement de 4,2 % pour les autres régions.

Lorsqu'on examine les dépenses d'investissement de l'Etat, sur la période 1978-1989, à travers son budget annuel (transports, action sociale, santé, enseignement et formation, culture, développement urbain par exemple), l'Île-de-France a reçu en moyenne deux fois plus d'argent par habitant et par an que les autres régions. Seul le Limousin, en province, est bien servi.

Ce qui fait dire à Jacques Voisard, qui exprime sans embages et fréquemment des opinions sévères sur les politiques d'aménagement du territoire depuis quinze ans : « La surconcentration comme la désertification représentent un important surcoût pour l'économie nationale. »

► GERI, 31, rue Pasquier, 75008 Paris. Tél. : 40-81-89-30 (poste 438). Fax : 42-93-51-76.

o Etat et collectivités. — La direction générale des collectivités locales publie les actes d'un colloque sur « Les nouvelles relations Etat-collectivités locales », organisé à Rennes, en avril 1990, par le ministère de l'Intérieur. Cette manifestation avait donné le coup d'envoi de la concertation sur le projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République. Au menu : la démocratie locale, les compétences de l'Etat et des collectivités en matière financière, la gestion des services publics locaux, la coopération transfrontalière et décentralisée.

► 395 pages, 115 francs. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.

Les deux hôpitaux qui ne veulent pas mourir

Deux établissements hospitaliers de l'Orne regroupent leurs forces pour mieux servir en zone rurale

ALENÇON

de notre correspondant

L'organisation de la carte sanitaire que la direction régionale des affaires sociales et sanitaires (DRASS) a mission d'établir donne du souci aux hôpitaux installés en zone rurale. Ils redoutent une concentration des moyens dans les centres urbains. Pour être plus forts, les établissements hospitaliers de Domfront et de La Ferté-Macé, dans l'Orne, distants d'une vingtaine de kilomètres, ont décidé de se regrouper. L'association Coopération et développement des hôpitaux domfrontais et fertois (CODHDEF) vient de naître sous la forme d'une structure originale, un groupement d'intérêt public approuvé par le préfet.

« Il fallait, pour mieux appréhender le paysage hospitalier de demain, être complémentaires », explique M. Patrick Châtel, directeur de l'hôpital de Domfront. « Nous intervenons en parfaite collaboration dans un rayon de 15 à 20 kilomètres avec nos antennes médicalisées d'urgence et de réanimation. Avec cette structure, les deux hôpitaux représentent : sept cent quarante-cinq lits, plus de trente-cinq médecins et internes et cinq cent cinquante agents. » Un conseil d'administration formé de seize membres (huit de chacun des hôpitaux) sera mis en place. Son président et le directeur de CODHDEF ne pourront être issus du même établissement et ils seront remplacés automatiquement au bout de trois ans. Un budget propre à cette structure sera établi, alimenté par les deux hôpitaux.

Fournir la meilleure prestation hospitalière au moindre coût ne veut pas dire médecine au rabais. Au contraire, cette complémentarité devrait permettre aux établisse-

ments hospitaliers de renforcer leur position dans plusieurs domaines, en particulier le médical (gardiens, recrutement, internes, enseignement postuniversitaire), les investissements lourds nécessitant une concertation préalable, la formation continue des agents.

Une identité préservée

Cette structure compte désormais quatre postes de chirurgien à temps plein, trois postes de gynécologue-obstétricien, un d'anesthésiste-réanimateur. Mais la création de

postes à temps plein est espérée en radiologie et en anesthésie-réanimation, ainsi que la mise en place d'une consultation de cancérologie. Un poste de médecin assurant la responsabilité du département d'infirmerie médicale est aussi souhaité. Il sera fait appel, pour ceux qui en acceptent le principe, à la mobilité, dans chacun des hôpitaux, des personnels médicaux (médecins, internes).

Dans l'esprit des responsables, ce partenariat permettra de lutter contre une sous-médicalisation, voire une démedicalisation des zones

La station d'épuration d'Achères ne sera pas agrandie

Suite de la page 11

M. Maurice Chevigny est président de l'association La Frette Village, qui depuis 1989 essaie de se faire entendre : « Les odeurs, c'est surtout la nuit qu'elles parviennent jusqu'à nous. Il y a des heures de pointe, le soir, vers 22 heures. Et lorsqu'il y a du vent, les odeurs remontent jusqu'à Montigny, Argenteuil, Sartrouville. » Pour M. Paul Guyonard, autre membre de l'association, « le bruit ressemble à celui que ferait une péniche munie d'un vieux moteur et qui resterait en marche en permanence devant une maison ».

Un premier arrêté du préfet des Yvelines, le 26 décembre 1989, demandait au gestionnaire, le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP), de faire des propositions pour atténuer les nuisances. Le SIAAP s'est exécuté en présentant un calendrier qu'il a respecté jusqu'à pré-

sent. Au nombre des travaux : la couverture des décantereurs et des stockeurs de boue brute, le confinement des vannes et des déversoirs de sécurité situés sur la commune de La Frette avec désodorisation des émissions d'eau d'égoût, réduction des lits de séchage des boues qui produisent des mauvaises odeurs et mise en place de filtres-presses, couverture des bassins d'arrivée d'eaux usées. Les nuisances ont été réduites par incinération à 850 degrés.

Une université de l'environnement

Tout ce programme doit être terminé à la fin de 1992 et son coût devrait approcher les 300 millions de francs. Mais un nouvel arrêté préfectoral doit être signé en septembre prochain pour ajouter un programme complémentaire de quelque 440 millions de francs, courant jusqu'à 1994. Et un troisième jusqu'à l'an 2000

n'est pas à exclure. Au total, presque 1 milliard de francs et la réhabilitation des trois premières tranches de la station pour les adapter aux contraintes actuelles de traitement de l'eau de pluie par écrémage et stockage, traitement de nitrates et des rejets carbonés, traitement des odeurs par recouvrement de la station et un système de dépressurisation de l'air.

Le cinquième collecteur d'eaux usées Sèvres-Achères, conçu dans le cadre de l'extension de la station, est en cours de construction sur un tracé de 17 kilomètres de Saint-Cloud jusqu'à La Frette, en passant par Ruell, Nanterre, Sartrouville. Il servira à la récupération des eaux pluviales et à celles de quelque 150 000 m³ d'eaux usées qui se déversent actuellement dans la Seine en aval de Paris.

Le schéma régional des eaux prévoit une décentralisation des stations d'épuration, que l'on rapprocherait des sources de pollution. Mais, pour le vice-président du conseil régional, l'enjeu n'est pas seulement limité aux frontières de l'Île-de-France. Il est devenu national : « Si l'on n'est pas capable en France, estime M. Julia, d'équiper, comme on a su le faire à Monaco, une station d'épuration qui ne pollue pas, les appels d'offres des

1993 seront internationaux. L'Allemagne, la Suède sont déjà sur les rangs. » Pourtant, le savoir-faire français existe. L'équipe qui mène actuellement l'opération Seine-Normandie

zéro — le Bureau central d'études d'outre-mer (BCEOM) — travaille également sur la Vistule et l'Oder. Si l'on en croit, du moins, les résultats du colloque Cludag qui s'est tenu récemment à San-José, au Costa-Rica, l'opération sur la Marne a été retenue par la Communauté européenne comme l'opération de dépollution de référence pour tous les cours d'eau européens. C'est probablement pour cette raison que M. Didier Julia souhaite ouvrir tout près de la future station de Colombes une université de l'environnement qui serait financée par le Lyonnais des eaux, la Générale des eaux et le conseil régional d'Île-de-France.

Quant au SIAAP, même si ses techniciens n'ont pas vu d'un bon œil l'abandon d'Achères V, il a décidé de mettre en place un observatoire officiel. Les habitants seront invités à donner leur impression en téléphonant à un numéro vert. A bon odor, salut!

JACQUELINE MEILLON

HEURES LOCALES

Pavillons bleus et sable blanc

Les élus du littoral se mobilisent pour rendre leurs plages plus propres et le faire savoir aux vacanciers

LES vacanciers qui ont choisi de passer leur été sur le littoral français vont être spécialement éboués cette année en matière d'information. Les ministères de la santé et de l'environnement ont publié non seulement la carte de la qualité des eaux de baignade en mer - on ne compte plus que trois points noirs - mais aussi, pour la première fois, une carte de la qualité des baignades en eau douce - qui en compte beaucoup plus (le Monde du 19 juin).

Naturellement, le classement de l'administration ne fait pas toujours le bonheur des élus locaux. On n'a guère apprécié, dans l'Hérault, que quatre baignades en eau douce eurent été épinglées comme points noirs alors même que toutes les plages littorales du département ont été classées en catégorie « A », la meilleure. On épilogue donc sur le

moment et les conditions des prélèvements qui débouchent sur le classement...

En revanche, l'opération « Pavillon bleu » plait davantage aux communes littorales. Inaugurée en 1985 à l'initiative de la Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe (FEEE), elle délivre chaque année des diplômes (les fameux pavillons bleus) à des communes qui ont fait porter leur effort dans quatre directions : la qualité de l'eau, la propreté de la plage, la qualité de l'accueil du public et l'effort de pédagogie auprès des vacanciers pour les sensibiliser aux problèmes d'environnement. Pour ces mêmes raisons pédagogiques, seules les communes candidates peuvent être récompensées.

Cette année, cent quatre communes littorales et vingt-trois ports de plaisance ont reçu leur « pavillon bleu d'Europe », car il est attribué

dans toute la CEE. Trente-quatre des cent quatre primées cette année sont des nouvelles promues. Parmi ces heureux élus, on trouve par exemple Saint-Quay-Portrieux (Côtes-d'Armor), qui vient pour la première fois de l'opération pour élargir son port, et Marseille, dont les efforts en faveur de l'épuration des eaux usées de la ville ont été appréciés.

« On a obtenu de M. Vigouroux des engagements pour les ordures ménagères », précise le président de la FEEE, M. Gérard Mantienne, maire de Verrières-le-Buisson (Essonne), qui connaît le scandale de « la plus grande déchèterie de France ». Si ces engagements ne sont pas respectés, Marseille n'aura plus qu'à baisser pavillon l'an prochain.

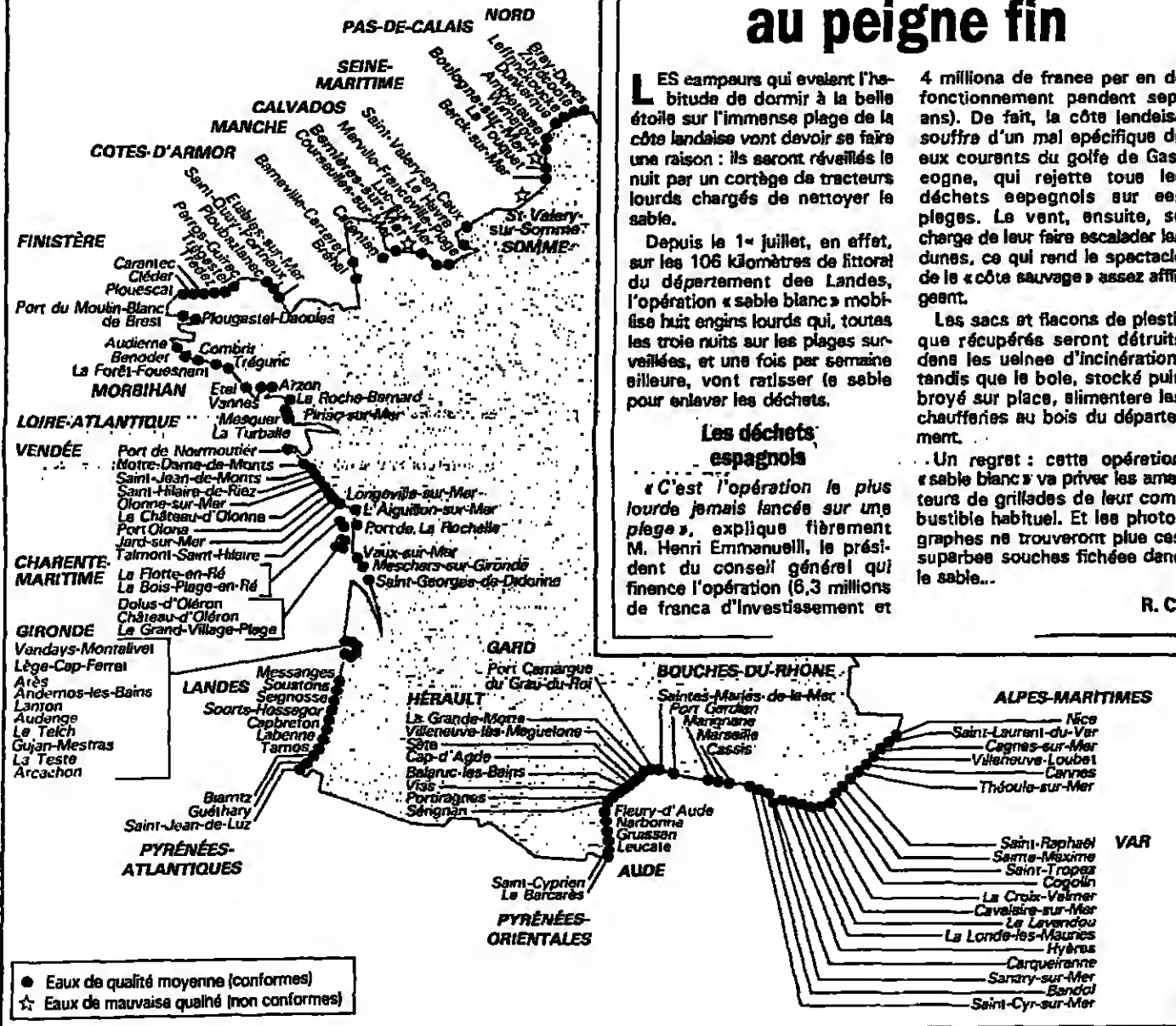
Certains départements apparaissent très peu en palmarès de la FEEE, comme la Corse (une seule

plage, à Propriano), la Manche (deux plages) ou le Morbihan (deux plages). Les élus de la Manche, en effet, ont lancé leur propre opération « Manche bleue », ce qui n'a pas encouragé les candidatures au « pavillon bleu d'Europe ». Certaines plages réputées comme Royan ne figurent pas non plus, car les communes s'inscrivent de leur fait ne se donnent pas la peine de remplir un dossier de candidature.

Vingt-sept communes ont été dégratées cette année. On note par exemple la « sortie » de Saint-Michel-en-Grève (Côtes-d'Armor), qui se débat toujours avec les algues vertes de la baie de Saint-Brieuc, et surtout celle de Trébeurden (Côtes-d'Armor), qui vient de sacrifier deux plages pour la construction d'un port de plaisance très contesté (dont les travaux ont été suspendus par l'autorité administrative).

ROGER CANS

COMMUNES LAURÉATES DU PAVILLON BLEU D'EUROPE 1991



Les Landes au peigne fin

LES campeurs qui évitent l'habitude de dormir à la belle étoile sur l'immense plage de la côte landaise vont devoir se faire une raison : ils seront réveillés la nuit par un cortège de tracteurs lourds chargés de nettoyer le sable.

Depuis le 1^{er} juillet, en effet, sur les 106 kilomètres de littoral du département des Landes, l'opération « sable blanc » mobilise huit engins lourds qui, toutes les trois nuits sur les plages surveillées, et une fois par semaine ailleurs, vont ratisser le sable pour enlever les déchets.

Les déchets espagnols

C'est l'opération la plus lourde jamais lancée sur une plage, explique fièrement M. Henri Emmeneull, le président du conseil général qui finance l'opération (6,3 millions de francs d'investissement et

4 millions de francs par an de fonctionnement pendant sept ans). De fait, la côte landaise souffre d'un mal spécifique dû aux courants du golfe de Gascogne, qui rejettent tous les déchets espagnols sur ses plages. Le vent, ensuite, se charge de leur faire escalader les dunes, ce qui rend le spectacle de la « côte sauvage » assez affligeant.

Les sacs et flacons de plastique récupérés seront détruits dans les usines d'incinération, tandis que le bois, stocké puis broyé sur place, alimentera les chauffères au bois du département.

Un regret : cette opération « sable blanc » va priver les amateurs de grillades de leur combustible habituel. Et les photographes ne trouveront plus ces superbes souches fichées dans le sable...

R. C.

Une initiative de M. Jacques Chirac

Paris en questions

ÉVÉNEMENT sans précédent. Pour la première fois depuis que les Parisiens disposent d'une municipalité de plein exercice, celle-ci les consulte directement sur l'avenir de la ville. Un questionnaire en 16 points a été déposé dans 1 300 000 foyers depuis le 28 juin dernier. Il est accompagné d'une lettre de Jacques Chirac expliquant à ses administrés qu'il souhaite recueillir leurs suggestions sur le « charte d'aménagement de Paris ».

En gros, il s'agit de choisir entre deux paris diamétralement opposés. L'un, soutenu par l'Etat, prône la déflation des emplois et des habitants, seule façon de résoudre sans acrobatie et à long terme les nombreux problèmes décollant de la congestion de la cité. L'autre, celui de Jacques Chirac, l'ambition de faire de Paris la capitale économique de l'Europe. Logiquement cela conduit à l'avantage de sièges sociaux et à une inflation corrélative des cadres supérieurs, des prix de l'immobilier, de la circulation, etc.

Beau et clair débat qui, toutes proportions gardées, pourrait

agiter bien des villes en France. Hélas, il s'engage dans l'ambiguïté. D'abord, une charte est un document n'ayant ni existence légale ni valeur contraignante. Ensuite, celle-ci a été rédigée par les services de la Ville, évaluée par le maire, soumise au vote du Conseil de Paris le 3 juin et cinq jours plus tard discutée par 500 représentants des associations rassemblées à l'Hôtel de Ville. La consultation des citoyens par correspondance n'est venue qu'en dernier.

Certes une enveloppe préaffranchie permet à chacun d'expédier son avis avant le 30 septembre. Mais dans quelles conditions les questionnaires en retour seront-ils comptabilisés, exploités, publiés ? On ne sait rien encore. Si la majorité des réponses optent pour le bas de l'Etat contre celle de M. Chirac, la charte sera-t-elle modifiée ?

Il est urgent que le maire de Paris dise précisément comment il tiendra compte des avis qu'il sollicite. Sinon, il aurait accusé de démocratie en trompe-l'œil et de consultation bidon.

MARC AMBROISE-RENDU

Les facteurs aquitains craignent les chiens

30 000 affiches vont être distribuées pour inciter les maîtres à éduquer leur animal

BORDEAUX

de notre correspondant

LES facteurs aquitains se racontent de temps en temps l'histoire de ce collègue morose, sur cours de sa journée, par le chien d'un suite facteur. Cela pourrait être une blague dans la ville de l'arcane arrosé. Mais elle masque une triste réalité, qui incite actuellement la direction régionale des postes d'Aquitaine à mener une campagne de prévention contre les morsures de chien. Elles font en effet partie des risques du métier de facteur et représentent 40 % des accidents non dus à la circulation. Chaque année, trois cents des quatre mille cinq cents préposés de la région sont victimes des crocs d'un molosse mal contrôlé par son maître. Pour le seul département de la Gironde, le nombre de journées de travail perdues est passé de 63 en 1989 à 270 l'année suivante : 90 % des victimes sont atteintes par derrière et 60 % des blessures touchent les membres inférieurs.

« La tradition campagnarde veut que le préposé apporte le courrier à la ferme, rappelle François Larroze, qui accomplit une tournée de 90 kilomètres dans les Landes girondines. « Ce pourrait être l'occasion d'échanger quelques mots.

Hélas, les trois quarts du temps, il y a un chien. Pour descendre de voiture, il n'y a pas trente-six façons de s'y prendre : soit le monnaie douce, en l'appelant et en le caressant, soit la manière forte, avec une trique à la main. » F. Larroze comptabilise pour l'instant « un croc de la jambe du pantalon, un pneu de la voiture crevé et, quelquefois, des frissons dans le dos ».

A la demande d'un comité d'hygiène et de sécurité, et en collaboration avec la direction régionale des affaires sanitaires et sociales, la Poste lance donc une campagne. Son ambition est d'amorcer un changement de comportement de la population vis-à-vis des animaux domestiques. Trente mille affiches intitulées « Mon chien ? Pas de problème » - c'est un détournement du slogan « Pas de problème, le poste est là » - vont être distribuées dans les bureaux de poste et les mairies. Les facteurs sont associés à la campagne. Ils proposeront eux-mêmes l'affiche, au cours de leur tournée, aux commerçants et aux vétérinaires. Dans un second temps, on leur demandera d'inventer un message à inscrire au dos de cent mille cartes postales qu'ils offriront aux propriétaires de chiens. But de l'opération : inciter les maîtres à éduquer leur animal.

GINETTE DE MATHA

L'agriculture et l'élevage au service des forêts

Suite de la page 11

La création de ces coupures « vertes » - comprises comme de véritables opérations d'aménagement concerté dans le cadre de plans de gestion ou de débroussaillage intercommunaux - doit obéir à un certain nombre d'impératifs. « L'objectif fondamental est d'en garantir la pérennité », souligne M. Yves Cochet, adjoint au directeur de l'espace rural et de la forêt et responsable du groupe de travail ad hoc. Il faut donc qu'elles soient le support d'activités économiques viables et concurrentielles. Il est tout aussi normal d'aider les éleveurs et agriculteurs qui acceptent de jouer le rôle de gardiens de la forêt. D'une part, pour leur permettre de surmonter les handicaps naturels inhérents aux secteurs dans lesquels ils sont installés. D'autre part, pour compenser les services de DFCI qui leur sont imposés. « Depuis cette année, dans le Var, explique M. Pascal Thavaud, ingénieur au Centre d'études et de réalisations pastorales Alpes-Méditerranée (CERPAM), nous versons aux éleveurs une indemnité de 150 d

900 francs par hectare en application d'un cahier des charges déterminant les différents niveaux d'entretien soumis. » A titre de comparaison, le coût moyen d'un débroussaillage mécanique est de

1 500 francs par hectare. En outre, l'éleveur signe une convention avec l'Etat (représenté par le préfet du département) qui l'engage pour six ans, au minimum, mais avec des garanties foncières à la clé.

Obstacles réglementaires

Le bilan affiché par le CERPAM en région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le SIME (Service interdépartemental montagne-élevage) en Languedoc-Roussillon est, déjà,

significatif. Il représente, dans le seul département pionnier du Var, 15 000 hectares de coupures sylvo-pastorales, pour 60 000 hectares d'espaces protégés, concernant deux cents éleveurs (1 000 génisses et chevaux, 10 000 ovins et caprins). Le SIME annonçant, de son côté, 11 000 hectares de surface aménagée pour 30 000 hectares protégés et cent trente-cinq éleveurs. Par ailleurs, la demande a été émise à plus de 15 000 hectares sur cinq ans en Provence-Alpes-Côte d'Azur

et à 40 000 hectares en Languedoc-Roussillon.

« Les coupures « vertes », avertit M. Cochet, ne sont pas le panacée. Mais, si elles n'empêchent pas, d'un coup, le feu de passer, elles le fractionnent, et on se trouve alors ramené à un problème de petits ou moyens feux qui sont plus faciles à combattre. » Leur développement est, au demeurant, freiné par des difficultés de tous ordres touchant notamment au foncier mais également à la réglementation relative à

l'usage des sols. Le code forestier - qui va être prochainement modifié sur ce point - interdit, par exemple, le pâturage des caprins en forêt soumise. De plus, le plan d'occupation des sols, en classant des espaces boisés à conserver, contrarie parfois la réalisation d'équipements pastoraux nécessaires. Par ailleurs, les règlements communaux sur les productions agricoles interdisent, en particulier, de nouvelles plantations de vignes (sauf en cas de transfert de droits). Autant de problèmes auxquels le groupe de travail devra tenter d'apporter des solutions concrètes en proposant un cadre juridique et méthodologique approprié.

Les coupures « vertes », enfin, ont un prix : de 500 à 15 000 francs dans le domaine du sylvo-pastoralisme, beaucoup plus pour les coupures agricoles. La note à payer pour le projet de la Sainte-Victoire serait, ainsi, de 4 ou 5 millions de francs, soit plus de 60 000 francs à l'hectare. Mais, selon M. Marc Egloff, président de l'ADES, les seuls moyens de lutte engagés lors du grand incendie de 1990 dans le massif ont coûté plus de 12 millions de francs, sans compter les heures de Canadair et la réparation des destructions...

La CEE, on l'espère, pourrait participer aux dépenses aux côtés du ministère de l'Agriculture, des régions et des collectivités locales.

GUY PORTE

Opération « 1 000 motopompes » dans les Bouches-du-Rhône

DANS l'arsenal de sa politique de prévention des incendies de forêt (le Monde du 1^{er} septembre 1990), le département des Bouches-du-Rhône s'est donné un moyen original : une autoprotection de l'habitat en forêt. En deux ans, 1 000 moto-pompes équiperont les propriétaires des maisons individuelles situées dans des zones sensibles et jouissent de piscines, bassins ou points d'eau.

Dès cet été, 550 seront effectivement mises à la disposition des

personnes intéressées contre le paiement d'une somme forfaitaire de 2 500 francs. Cette somme couvrira, pour une durée de cinq ans, les frais de maintenance assurés par l'Agence départementale pour la protection, la gestion et la mise en valeur des espèces sensibles (ADES). Les attributaires auront, par contre, l'obligation de veiller, en bon père de famille, à la garde et à la conservation du matériel, en s'assurant que celui-ci sera toujours prêt à l'emploi. « Nous voulons

démontrer, explique M. Marc Egloff, président de l'ADES, que les particuliers peuvent devenir des citoyens actifs dans la lutte contre les incendies, libérant ainsi les pompiers de certaines tâches défensives et leur permettant de mieux concentrer leurs efforts sur l'attaque des feux. »

Il en coûte 8 millions de francs au département pour la seule acquisition des 1 000 motopompes (1), somme à laquelle s'ajoutent les frais d'entretien en plus de la participation

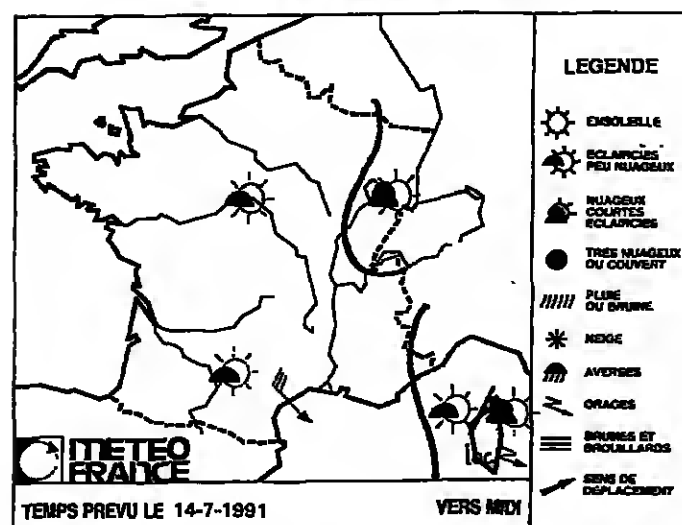
des attributaires. D'autres départements, comme le Var, suivent cette opération avec intérêt. Mais ils attendent que la preuve de son efficacité soit faite pour adopter la même politique.

G. P.

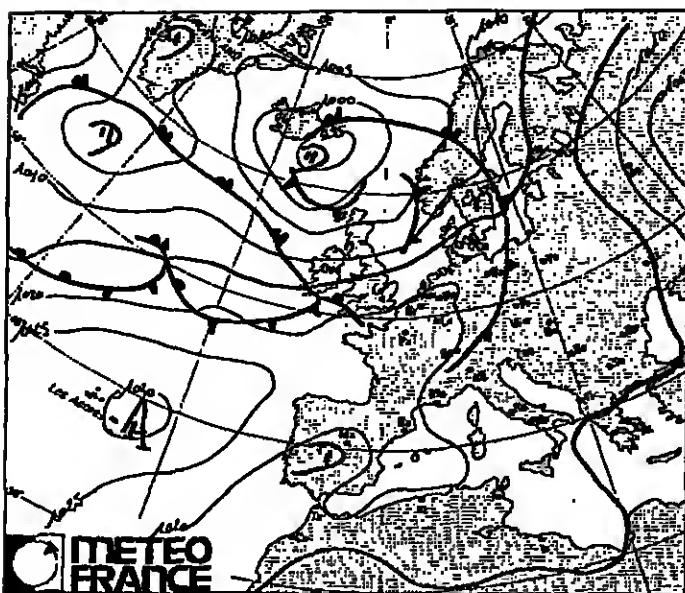
(1) Les premières ont été réparties sur les sites de la Sainte-Victoire et de la haute vallée de l'Arc. Les particuliers concernés ont également la possibilité de s'équiper à leurs frais. Renseignements et conseils sont donnés par le Centre d'études de Valabre qui a testé et exposé plusieurs types de matériel (tel : 42-60-95-15).

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 14 juillet 1991

Plus nuageux sur le Nord-Est.
Encore instable en Corse.

SITUATION LE 13 JUILLET 1991 À 0 HEURE TU



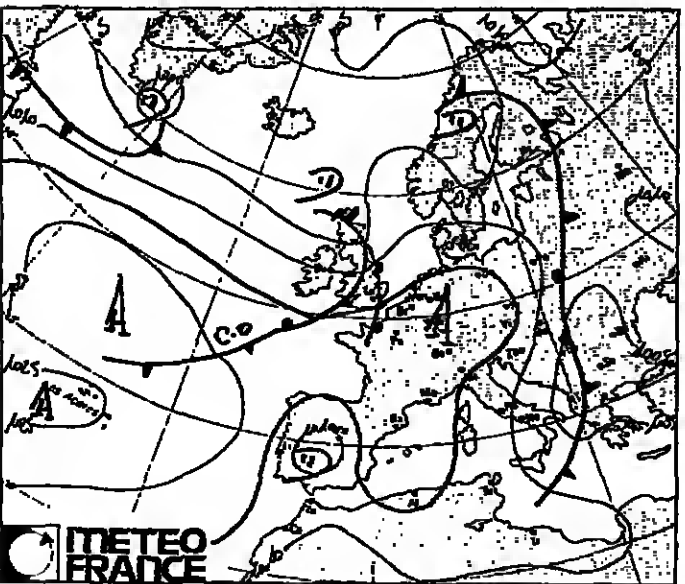
Lundi 15 juillet : chaud et ensoleillé. Une bande nuageuse s'étendra de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais, et elle gagnera dans la journée la Lorraine et l'Alsace. Quelques gouttes ne sont pas à exclure. Des éclaircies se développeront par la Bretagne. Elles deviendront plus fortes dans l'après-midi.

Des Pays de Loire au Centre, puis à la Franche-Comté, le soleil dominera malgré quelques passages nuageux.

Ailleurs, il fera beau et chaud. A noter la possibilité de nuages pré-orageux sur les côtes aquitaines.

Les températures seront souvent estivales. Nous partirons de 11 à 15 degrés sur la moitié nord, de 15 à 18 degrés sur la moitié sud pour atteindre les 24 à 27 degrés sur le Nord (un peu plus frais sur les côtes de la Manche) et les 31 à 36 degrés sur le Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 15 JUILLET 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 12-7-1991 à 18 heures TU et le 13-7-1991 à 6 heures TU

| FRANCE | | | TOULOUSE | | | LYON | | | PARIS | | | STRASBOURG | | |
|--------|----|---|----------|----|---|------|----|---|-------|----|---|------------|----|---|
| 22 | 20 | D | 22 | 20 | D | 22 | 20 | D | 22 | 20 | D | 22 | 20 | D |
| 18 | 10 | D | 18 | 10 | D | 18 | 10 | D | 18 | 10 | D | 18 | 10 | D |
| 15 | 10 | D | 15 | 10 | D | 15 | 10 | D | 15 | 10 | D | 15 | 10 | D |
| 12 | 10 | D | 12 | 10 | D | 12 | 10 | D | 12 | 10 | D | 12 | 10 | D |
| 9 | 10 | D | 9 | 10 | D | 9 | 10 | D | 9 | 10 | D | 9 | 10 | D |
| 6 | 10 | D | 6 | 10 | D | 6 | 10 | D | 6 | 10 | D | 6 | 10 | D |
| 3 | 10 | D | 3 | 10 | D | 3 | 10 | D | 3 | 10 | D | 3 | 10 | D |
| 0 | 10 | D | 0 | 10 | D | 0 | 10 | D | 0 | 10 | D | 0 | 10 | D |
| -3 | 10 | D | -3 | 10 | D | -3 | 10 | D | -3 | 10 | D | -3 | 10 | D |
| -6 | 10 | D | -6 | 10 | D | -6 | 10 | D | -6 | 10 | D | -6 | 10 | D |
| -9 | 10 | D | -9 | 10 | D | -9 | 10 | D | -9 | 10 | D | -9 | 10 | D |
| -12 | 10 | D | -12 | 10 | D | -12 | 10 | D | -12 | 10 | D | -12 | 10 | D |
| -15 | 10 | D | -15 | 10 | D | -15 | 10 | D | -15 | 10 | D | -15 | 10 | D |
| -18 | 10 | D | -18 | 10 | D | -18 | 10 | D | -18 | 10 | D | -18 | 10 | D |
| -21 | 10 | D | -21 | 10 | D | -21 | 10 | D | -21 | 10 | D | -21 | 10 | D |
| -24 | 10 | D | -24 | 10 | D | -24 | 10 | D | -24 | 10 | D | -24 | 10 | D |
| -27 | 10 | D | -27 | 10 | D | -27 | 10 | D | -27 | 10 | D | -27 | 10 | D |
| -30 | 10 | D | -30 | 10 | D | -30 | 10 | D | -30 | 10 | D | -30 | 10 | D |
| -33 | 10 | D | -33 | 10 | D | -33 | 10 | D | -33 | 10 | D | -33 | 10 | D |
| -36 | 10 | D | -36 | 10 | D | -36 | 10 | D | -36 | 10 | D | -36 | 10 | D |
| -39 | 10 | D | -39 | 10 | D | -39 | 10 | D | -39 | 10 | D | -39 | 10 | D |
| -42 | 10 | D | -42 | 10 | D | -42 | 10 | D | -42 | 10 | D | -42 | 10 | D |
| -45 | 10 | D | -45 | 10 | D | -45 | 10 | D | -45 | 10 | D | -45 | 10 | D |
| -48 | 10 | D | -48 | 10 | D | -48 | 10 | D | -48 | 10 | D | -48 | 10 | D |
| -51 | 10 | D | -51 | 10 | D | -51 | 10 | D | -51 | 10 | D | -51 | 10 | D |
| -54 | 10 | D | -54 | 10 | D | -54 | 10 | D | -54 | 10 | D | -54 | 10 | D |
| -57 | 10 | D | -57 | 10 | D | -57 | 10 | D | -57 | 10 | D | -57 | 10 | D |
| -60 | 10 | D | -60 | 10 | D | -60 | 10 | D | -60 | 10 | D | -60 | 10 | D |
| -63 | 10 | D | -63 | 10 | D | -63 | 10 | D | -63 | 10 | D | -63 | 10 | D |
| -66 | 10 | D | -66 | 10 | D | -66 | 10 | D | -66 | 10 | D | -66 | 10 | D |
| -69 | 10 | D | -69 | 10 | D | -69 | 10 | D | -69 | 10 | D | -69 | 10 | D |
| -72 | 10 | D | -72 | 10 | D | -72 | 10 | D | -72 | 10 | D | -72 | 10 | D |
| -75 | 10 | D | -75 | 10 | D | -75 | 10 | D | -75 | 10 | D | -75 | 10 | D |
| -78 | 10 | D | -78 | 10 | D | -78 | 10 | D | -78 | 10 | D | -78 | 10 | D |
| -81 | 10 | D | -81 | 10 | D | -81 | 10 | D | -81 | 10 | D | -81 | 10 | D |
| -84 | 10 | D | -84 | 10 | D | -84 | 10 | D | -84 | 10 | D | -84 | 10 | D |
| -87 | 10 | D | -87 | 10 | D | -87 | 10 | D | -87 | 10 | D | -87 | 10 | D |
| -90 | 10 | D | -90 | 10 | D | -90 | 10 | D | -90 | 10 | D | -90 | 10 | D |
| -93 | 10 | D | -93 | 10 | D | -93 | 10 | D | -93 | 10 | D | -93 | 10 | D |
| -96 | 10 | D | -96 | 10 | D | -96 | 10 | D | -96 | 10 | D | -96 | 10 | D |
| -99 | 10 | D | -99 | 10 | D | -99 | 10 | D | -99 | 10 | D | -99 | 10 | D |
| -102 | 10 | D | -102 | 10 | D | -102 | 10 | D | -102 | 10 | D | -102 | 10 | D |
| -105 | 10 | D | -105 | 10 | D | -105 | 10 | D | -105 | 10 | D | -105 | 10 | D |
| -108 | 10 | D | -108 | 10 | D | -108 | 10 | D | -108 | 10 | D | -108 | 10 | D |
| -111 | 10 | D | -111 | 10 | D | -111 | 10 | D | -111 | 10 | D | -111 | 10 | D |
| -114 | 10 | D | -114 | 10 | D | -114 | 10 | D | -114 | 10 | D | -114 | 10 | D |
| -117 | 10 | D | -117 | 10 | D | -117 | 10 | D | -117 | 10 | D | -117 | 10 | D |
| -120 | 10 | D | -120 | 10 | D | -120 | 10 | D | -120 | 10 | D | -120 | 10 | D |
| -123 | 10 | D | -123 | 10 | D | -123 | 10 | D | -123 | 10 | D | -123 | 10 | D |
| -126 | 10 | D | -126 | 10 | D | -126 | 10 | D | -126 | 10 | D | -126 | 10 | D |
| -129 | 10 | D | -129 | 10 | D | -129 | 10 | D | -129 | 10 | D | -129 | 10 | D |
| -132 | 10 | D | -132 | 10 | D | -132 | 10 | D | -132 | 10 | D | -132 | 10 | D |
| -135 | 10 | D | -135 | 10 | D | -135 | 10 | D | -135 | 10 | D | -135 | 10 | D |
| -138 | 10 | D | -138 | 10 | D | -138 | 10 | D | -138 | 10 | D | -138 | 10 | D |
| -141 | 10 | D | -141 | 10 | D | -141 | 10 | D | -141 | 10 | D | -141 | 10 | D |
| -144 | 10 | D | -144 | 10 | D | -144 | 10 | D | -144 | 10 | D | -144 | 10 | D |
| -147 | 10 | D | -147 | 10 | D | -147 | 10 | D | -147 | 10 | D | -147 | 10 | D |
| -150 | 10 | D | -150 | 10 | D | -150 | 10 | D | -150 | 10 | D | -150 | 10 | D |
| -153 | 10 | D | -153 | 10 | D | -153 | 10 | D | -153 | 10 | D | -153 | 10 | D |
| -156 | 10 | D | -156 | 10 | D | -156 | 10 | D | -156 | 10 | D | -156 | 10 | D |
| -159 | 10 | D | -159 | 10 | D | -159 | 10 | D | -159 | 10 | D | -159 | 10 | D |
| -162 | 10 | D | -162 | 10 | D | -162 | 10 | D | -162 | 10 | D | -162 | 10 | D |
| -165 | 10 | D | -165 | 10 | D | -165 | 10 | D | -165 | 10 | D | -165 | 10 | D |
| -168 | 10 | D | -168 | 10 | D | -168 | 10 | D | -168 | 10 | D | -168 | 10 | D |
| -171 | 10 | D | -171 | 10 | D | -171 | 10 | D | -171 | 10 | D | -171 | 10 | D |
| -174 | 10 | D | -174 | 10 | D | -174 | 10 | D | -174 | 10 | D | -174 | 10 | D |
| -177 | 10 | D | -177 | 10 | D | -177 | 10 | D | -177 | 10 | D | -177 | 10 | D |
| -180 | 10 | D | -180 | 10 | D | -180 | 10 | D | -180 | 10 | D | -180 | 10 | D |
| -183 | 10 | D | -183 | 10 | D | -183 | 10 | D | -183 | 10 | D | -183 | 10 | D |
| -186 | 10 | D | -186 | 10 | D | -186 | 10 | D | -186 | 10 | D | -186 | 10 | D |
| -189 | 10 | D | -189 | 10 | D | -189 | 10 | D | -189 | 10 | D | -189 | 10 | D |
| -192 | 10 | D | -192 | 10 | D | -192 | 10 | D | -192 | 10 | D | -192 | 10 | D |
| -195 | 10 | D | -195 | 10 | D | -195 | 10 | D | -195 | 10 | D | -195 | 10 | D |
| -198 | 10 | D | -198 | 10 | D | -198 | 10 | D | -198 | 10 | D | -198 | 10 | D |
| -201 | 10 | D | -201 | 10 | D | -201 | 10 | D | -201 | 10 | D | -201 | 10 | D |
| -204 | 10 | D | -204 | 10 | D | -204 | 10 | D | -204 | 10 | D | -204 | 10 | D |
| -207 | 10 | D | -207 | 10 | D | -207 | 10 | D | -207 | 10 | D | -207 | 10 | D |
| -210 | 10 | D | -210 | 10 | D | -210 | 10 | D | -210 | 10 | D | -210 | 10 | D |
| -213 | 10 | D | -213 | 10 | D | -213 | 10 | D | -213 | 10 | D | -213 | 10 | D |
| -216 | 10 | D | -216 | 10 | D | -216 | 10 | D | -216 | 10 | D | -216 | 10 | D |
| -219 | 10 | D | -219 | 10 | D | -219 | 10 | D | -219 | 10 | D | -219 | 10 | D |
| -222 | 10 | D | -222 | 10 | D | -222 | 10 | D | -222 | 10 | D | -222 | 10 | D |
| -225 | 10 | D | -225 | 10 | D | -225 | 10 | D | -225 | 10 | D | -225 | 10 | D |
| -228 | 10 | D | -228 | 10 | D | -228 | 10 | D | -228 | 10 | D | -228 | 10 | D |
| -231 | 10 | D | -231 | 10 | D | -231 | 10 | D | -231 | 10 | D | -231 | 10 | D |
| -234 | 10 | D | -234 | 10 | D | -234 | 10 | D | -234 | 10 | D | -234 | 10 | D |
| -237 | 10 | D | -237 | 10 | D | -237 | 10 | D | -237 | 10 | D | -237 | 10 | D |
| -240 | 10 | D | -240 | 10 | D | -240 | 10 | D | -240 | 10 | D | -240 | 10 | D |
| -243 | 10 | D | -243 | 10 | D | -243 | 10 | D | -243 | 10 | D | -243 | 10 | D |
| -246 | 10 | D | -246 | 10 | D | -246 | 10 | D | -246 | 10 | D | -246 | 10 | D |
| -249 | 10 | D | -249 | 10 | D | -249 | 10 | D | -249 | 10 | D | -249 | 10 | D |
| -252 | 10 | D | -252 | 10 | D | -252 | 10 | D | -252 | 10 | D | -252 | 10 | D |
| -255 | 10 | D | -255 | 10 | D | -255 | 10 | D | -255 | 10 | D | -255 | 10 | D |
| -258 | 10 | D | -258 | 10 | D | -258 | 10 | D | -258 | 10 | D | -258 | 10 | D |
| -261 | 10 | D | -261 | 10 | D | -261 | 10 | D | -261 | 10 | D | -261 | 10 | D |
| -264 | 10 | D | -264 | 10 | D | -264 | 10 | D | -264 | 10 | D | -264 | 10 | D |
| -267 | 10 | D | -267 | 10 | D | -267 | 10 | D | -267 | 10 | D | -267 | 10 | D |
| -270 | 10 | D | -270 | 10 | D | -270 | 10 | D | -270 | 10 | D | -270 | 10 | D |
| -273 | 10 | D | -273 | 10 | D | -273 | 10 | D | -273 | 10 | D | -273 | 10 | D |
| -276 | 10 | D | -276 | 10 | D | -276 | 10 | D | -276 | 10 | D | -276 | 10 | D |
| -279 | 10 | D | -279 | 10 | D | -279 | 10 | D | -279 | 10 | D | -279 | 10 | D |
| -282 | 10 | D | -282 | 10 | D | -282 | 10 | D | -282 | 10 | D | -282 | 10 | D |
| -285 | 10 | D | -285 | 10 | D | -285 | 10 | D | -285 | 10 | D | -285 | 10 | D |
| -288 | 10 | D | -288 | 10 | D | -288 | 10 | D | -288 | 10 | D | -288 | 10 | D |
| -291 | 10 | D | -291 | 10 | D | -291 | 10 | D | -291 | 10 | D | -291 | 10 | D |
| -294 | 10 | D | -294 | 10 | D | -294 | 10 | D | -294 | 10 | D | -294 | 10 | D |
| -297 | 10 | D | -297 | 10 | D | -297 | 10 | D | -297 | 10 | D | -297 | 10 | D |
| -300 | 10 | D | -300 | 10 | D | -300 | 10 | D | -300 | 10 | D | -300 | 10 | D |
| -303 | 10 | D | -303 | 10 | D | -303 | 10 | D | -303 | 10 | D | -303 | 10 | D |
| -306 | 10 | D | -306 | 10 | D | -306 | 10 | D | -306 | 10 | D | -306 | 10 | D |
| -309 | 10 | D | -309 | 10 | D | -309 | 10 | D | -309 | 10 | D | -309 | 10 | D |
| -312 | 10 | D | -312 | 10 | D | -312 | 10 | D | -312 | 10 | D | -312 | 10 | D |
| -315 | 10 | D | -315 | 10 | D | -315 | 10 | D | -315 | 10 | D | -315 | 10 | D |
| -318 | 10 | D | -318 | 10 | D | -318 | 10 | D | -318 | 10 | D | -318 | 10 | D |
| -321 | 10 | D | -321 | 10 | D | -321 | 10 | D | -321 | 10 | D | -321 | 10 | D |
| -324 | 10 | D | -324 | 10 | D | -324 | 10 | D | -324 | 10 | D | -324 | 10 | D |
| -327 | 10 | D | -327 | 10 | D | -327 | 10 | D | -327 | 10 | D | -327 | 10 | D |
| -330 | 10 | D | -330 | 10 | D | -330 | 10 | D | -330 | 10 | D | -330 | 10 | D |
| -333 | 10 | D | -333 | 10 | D | -333 | 10 | D | -333 | 10 | D | -333 | 10 | D |
| -336 | 10 | D | -336 | 10 | D | -336 | 10 | D | -336 | 10 | D | -336 | 10 | D |
| -339 | 10 | D | -339 | 10 | D | -339 | 10 | D | -339 | 10 | D | -3 | | |

ÉCONOMIE

BILLET

L'exaspération de M. Calvet

Quelle mouche a donc piqué M. Calvet ? Alors que depuis deux mois Matignon multiplie les déclarations de guerre contre la Japon et assure les industriels de la fermeté de la position française dans les négociations commerciales qu'il mène avec ce pays, le président de PSA choisit la veille du week-end du 14-Juillet, fête nationale, pour clamer haut et fort ses inquiétudes. « Le laxisme de l'Europe à l'égard du Japon dans le domaine des importations ne peut plus durer », vient-il d'affirmer à la chaîne de télévision japonaise NHK, reprenant les thèses qu'il défendait quelques jours auparavant dans nos colonnes (le Monde du 12 juillet).

Le patron d'Automobiles Peugeot et Citroën a assorti ses propos d'une double menace : celle de quitter ses fonctions industrielles et celle inédite, cette fois, de se lancer dans la vie politique. Est-ce à dire que le président de PSA doute des capacités de M. Cresson à faire avaliser ses positions de fermeté auprès de la Commission de Bruxelles... au moment même où l'exécutif européen semble à nouveau partagé sur le sort à faire aux voitures japonaises fabriquées dans la Communauté ?

L'affaire NEC-Bull a montré que les proclamations les plus fermes pouvaient parfois aller de pair avec certains accommodements. Mais c'est peut-être du côté des déclarations récentes de Sir Leon Brittan qu'il faut chercher les raisons de ce nouvel accès de fièvre. Le commissaire européen chargé de la concurrence s'est refusé à inclure dans les quotas affectés aux importations automobiles japonaises la production des fameux « transplants » installés en Grande-Bretagne alors que la question semblait déjà réglée. Le vice-président de la Commission, M. Martin Bangemann, lui a indirectement répondu ces jours derniers en affirmant que les voitures fabriquées par les constructeurs nippons en Europe seraient prises en compte dans les accords d'autolimitation qui sont en train d'être négociés.

Les pourparlers entre l'Europe et le Japon se déroulent en dépit du bon sens, déclare aujourd'hui M. Calvet. Le patron de PSA n'a pas tout à fait tort. Ces divergences à la tête de la Communauté font plutôt désordre. Peut-on aborder des négociations si lourdes d'enjeux en ordre dispersé ? La question, par ses ennuis, est posée.

CAROLINE MONNOT

« Club-Med II », un nouveau paquebot à voiles

Le Club-Med II, deuxième paquebot à voiles du Club Méditerranée, après le Club-Med I, qui, depuis 1989, navigue aux Antilles françaises en hiver, dans la Méditerranée en été, a été lancé vendredi 12 juillet aux Ateliers et Chantiers du Havre (ACH). Long de 187 mètres, avec cinq mâts et entièrement automatisé comme son sister-ship, armé par la Compagnie havraise Services et Transports, le Club-Med II est destiné au Pacifique et à la clientèle japonaise. Il bénéficie aussi de la fiscalité avantageuse pour les investissements dans les départements et territoires d'outre-mer, mais Services et Transports a aussi fait appel à l'épargne publique en mettant en vente 36 000 quarts, titre de cotation de 25 000 francs chacun.

ÉTIENNE BANZET

L'interim comme outil d'insertion

Le groupe ECCO mène des opérations en faveur des personnes en difficulté

Membre de la Fondation pour l'insertion des jeunes, créée dans la foulée du rapport de M. Michel Praderie (le Monde du 5 juillet), le groupe ECCO développe des actions en faveur de publics en difficulté, les handicapés, les chômeurs de longue durée, et les jeunes sans qualification.

« Le travail temporaire a toujours fait de l'insertion sans le savoir », Directeur de la recherche et de l'innovation, au sein du groupe ECCO, le numéro un français du travail temporaire, M. Serge Ter-Ovanesian est parti de ce constat pour se lancer, depuis 1987, dans des expériences en direction de publics en difficulté.

Avec une petite équipe d'une vingtaine de personnes au niveau national et dans les régions, mais sans agences spécialisées parce qu'il ne voulait pas « créer de ghetto », il a obtenu des résultats prometteurs. Chaque mois, trois cents handicapés sont placés en interim, sur tout le territoire, et, pour la moitié d'entre eux, la mission se termine par une embauche définitive dans les entreprises utilisatrices. Sur l'année, cinq cents chômeurs de longue durée, dont 20 % de RMI, mettent le pied à l'étrier. L'an passé, cinq cent cinquante jeunes ont été accueillis en contrat de qualification et peuvent, à 90 %, à l'issue, espérer un emploi durable.

« Le pouvoir de ne pas dire non »

Il n'y a pas que de l'optimisme dans la démarche. « Dans notre activité, les années 60 étaient caractérisées par le remplacement. On y a ajouté le surcroît de travail dans les années 70, et les années 80 ont été celles du recrutement », théorise M. Ter-Ovanesian, à l'effet des marchés de l'avenir. « Les années 90 seront celles de l'insertion. Plus tard, nos interventions seront dominées par l'orientation professionnelle et la gestion prévisionnelle de l'emploi. » En outre, il est persuadé qu'il a permis aux 15 % de directeurs d'agence, volontaires pour accompagner ces actions, « de retrouver un supplément d'âme ».

Toujours à la recherche d'une

bonne image, le travail temporaire se donne par ce biais une justification sociale et sociale, comme un formidable outil d'insertion. « Offrir des emplois, en période de crise, ça crée des devoirs, quand on est leader, ça crée des obligations », ajoute M. Ter-Ovanesian qui rêve d'une reconnaissance « Le travail temporaire serait être un élément de flexibilité interne, et non de flexibilité externe ».

En regard, le coût de l'opération — 14 millions pour les handicapés — reste modeste et peut même devenir insignifiant à terme, grâce aux recommandations indirectes. « Le travail temporaire sert de sas naturel et il permet de limiter les risques », explique M. Ter-Ovanesian, qui envisage un déplacement progressif de la fonction de l'interim, pour que l'on « trouve une justification économique et de marché » à la pratique de l'insertion : « tenir, auprès de l'entreprise, un rôle de conseil ou d'audit ».

Des jeunes pressés

Au point de départ, ces opérations reposent sur une intuition et une conviction. « Si on supprime toutes les épreuves, la personne à insérer sera jugée sur sa capacité à tenir un emploi, et non sur sa détermination à l'obtenir. » L'impressionnisme, le travail temporaire était déjà sur le terrain des gens capables, mais pas de leur motivation. Si nous les rejoignons, nous contribuons à la pénurie absolue et nous nous condamnons. D'où la conclusion, en forme de maximes : « Nous avons le pouvoir de ne pas dire non ».

Avec les travailleurs handicapés, la traduction fut d'autant plus simple que, depuis la loi de 1987, les entreprises doivent employer un quota, ou verser une contribution. Le public, lui-même, y est favorable puisque, ainsi que le souligne M. Ter-Ovanesian, c'est la préférence de motivation. Il suffit, ensuite, « de comprendre le mode d'emploi du handicap, et de le dépasser ». L'expérience montre que celui-ci disparaît. Quant à la méthode, elle est simple. Les experts d'ECCO vont développer un travail avec les lieux institutionnels pour trouver des handicaps. Ensuite, ils vont orienter les flux de candidatures vers les missions décernées par les agences qui vont les placer normalement.

Si les mêmes principes sont utilisés pour les chômeurs de longue durée et les chômeurs âgés, la difficulté vient cette fois dans le fait qu'il n'y a pas de préoccupation de motivation. L'effort porte donc d'abord sur un bilan qui permet de distinguer trois catégories, les « gens abîmés dont le problème n'est pas l'emploi » et que l'on renvoie ailleurs, les « obsolescences » pour lesquels on organise des stages avec les pouvoirs publics, en ayant défini « le poste de travail à l'avenir », et, enfin, les victimes d'une situation conjoncturelle qui doivent être remis en confiance, après une petite formation qui leur donne une meilleure qualification.

S'agissant des jeunes en difficulté, le schéma est identique, à cette différence près qu'on va travailler sur le devenir et définir ce qui manque le plus, un projet professionnel, en utilisant des tests. Deux genres de situation sont exploités. Soit, en partenariat avec les entreprises utilisatrices dont les besoins en main-d'œuvre ne sont pas saturés, monter un stage débouchant sur un emploi. Soit, sur des postes ou des secteurs où les pénuries sont les plus fortes, assumer le coût de la formation des jeunes, en faisant « de la gestion prévisionnelle ». Celles, ECCO prend alors un risque économique, mais, compte tenu de la demande, capte bien se rattrape sur la durée. A chaque fois, les jeunes sont placés en contrat de qualification mais, s'ils sont intéressés, sont rémunérés comme tels.

Cela ne va pas sans difficultés. Pour une formation qualifiante de chauffeur poids lourd, il faut « entendre » quatre cents jeunes pour aboutir à un effectif de dix qui suivront le processus jusqu'au bout. Pour des emplois dans le BTP, un seul jeune est venu pour vingt qui avaient été contactés.

Les projets d'ECCO ne s'arrêtent pas là. La méthode pourrait être étendue aux sans domicile fixe. Déjà, avec la SNCF, une société d'interim a été créée pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle des clochards qui séjournent dans les gares du Nord et de l'Est.

ALAIN LEBEAUCHE

La congestion du ciel français

Les petites compagnies protestent contre la priorité donnée aux avions de plus de cent places

Pour faciliter l'écoulement d'un trafic aérien qui a progressé de moitié en cinq ans, le ministre de l'équipement et la direction de l'aviation civile ont pris, au mois de juin, des mesures pour gérer la pénurie. Notamment, ils ont décidé de différencier systématiquement au décollage les avions de moins de cent places et plus sévèrement encore ceux de moins de quarante places. Les petits avions ne peuvent donc demander d'antériorité de val qu'une heure avant l'heure de décollage souhaitée, ce qui rend sélecteur l'emploi du temps de leurs passagers. Ces mesures de rationnement s'appliqueront jusqu'au 15 juillet et au cours des mois de septembre et d'octobre.

M. Michel Joly, vice-président du syndicat des compagnies aériennes régionales et d'affaires (SCARA), s'élève contre ces procédures : « Nos entreprises, déjà exsangues à l'issue de la crise qui vient de frapper l'ensemble du transport aérien, ne vont pas pouvoir supporter une telle restriction », déclare-t-il. L'image de notre métier va encore se

dégrader auprès des passagers qui nous ont conservé leur confiance ».

De son côté, M. Vincent Boloré, PDG du groupe qui porte son nom et qui contrôle Lead Air-Union, une compagnie d'aviation d'affaires, partage cette indignation. « L'attitude officielle est ridicule, nous a-t-il affirmé. Les décideurs qui utilisent des avions d'affaires ne le font pas pour le plaisir, mais pour être plus efficaces, pour visiter plus d'usines dans un même jour, pour gagner des contrats à l'exportation. Leur productivité conditionne la pérennité de beaucoup d'emplois fort précieux dans une période où le chômage devient préoccupant. Au Japon comme en Allemagne, ce sont les avions d'affaires qui sont prioritaires : faire perdre deux ou trois heures à une poignée de chefs d'entreprise français pour laisser passer des Airbus de 314 passagers peut sembler rationnel. Cela va, pourtant, dans le mauvais sens de l'économie. »

AL. F.

Décision le 15 juillet

Deux candidats sont en lice pour la reprise du groupe textile VEV

Le sort de VEV, le numéro trois du textile français, avec ses 5,7 milliards de chiffre d'affaires et ses 11 000 salariés, devrait être scellé lundi 15 juillet dans le soir. Estrangé par son endettement, le groupe, héritier des empires Boussac et Prouvost, cherche depuis plusieurs semaines à éviter le dépôt de bilan. Deux repreneurs se sont manifestés.

Les banques créancières et les pouvoirs publics doivent se rencontrer durant ce week-end à Bercy pour examiner à nouveau les plans des deux repreneurs possibles :

celui de Dynastion, holding spécialisée dans la mécanique, et celui du tandem d'affaires d'Alfred MM. Caste et Picard qu'accompagne un pool de financiers.

Les banques, avec comme chef de file, le Crédit lyonnais, se refusant à accepter les projets des repreneurs dans leurs conditions initiales. Après avoir conjointement avec l'Etat, assuré la trésorerie du groupe au mois de mai et abandonné 250 millions de créances, les établissements de crédit rechignent à tout effort supplémentaire. Les banques sont en position de force, les pouvoirs publics étant engagés à tout faire pour éviter le dépôt de bilan.

Du côté des pouvoirs publics, on

affichait une relative sérénité vendredi en début de soirée. Les repreneurs auraient accepté de réduire leurs exigences vis-à-vis du pool bancaire. Le tandem Coste et Picard serait prêt à consentir à des aménagements, mais exige au préalable de pouvoir se livrer à une expertise plus complète de la société. Le holding Dynastion, de son côté, qui semble très en faveur, a proposé aux banques un remboursement de 20 % du montant total de leurs créances, doublé d'une participation aux résultats futurs. Les banques devraient remettre leur avis définitif lundi en fin de matinée. A la suite de quoi, le dossier sera transmis aux pouvoirs publics qui trancheront.

Après trois ans de croissance accélérée

La Malaisie ambitionne de faire partie des nations industrialisées en 2020

La Malaisie, dont la croissance économique est l'une des plus fortes de la région, vient de publier son schéma plan quinquennal (1991-1995) qui prévoit une industrialisation rapide du pays et des programmes de développement d'un montant global de 37 milliards de dollars (227 milliards de francs environ).

Ce plan s'inscrit dans le cadre de la politique de développement national (PDN) présentée le mois dernier, qui s'étale sur dix ans et assure le relais de vingt ans de la nouvelle politique économique (NPE).

BANGKOK

de notre correspondant

Les autorités malaisiennes sont optimistes. Après la récession de 1985-1986, la reprise, nourrie par d'importants investissements japonais, taiwanais, sud-coréens et singapouriens, a été très forte. Depuis 1988, le taux de croissance d'une économie de plus en plus orientée vers les exportations de produits manufacturés a été proche de 10 % par an. Ces vingt dernières années, ce taux a été, en moyenne, de 6,7 % par an. Il devrait passer à 7,5 % au pendant les cinq ans à venir.

Le revenu annuel par tête de la fédération, qui compte dix-huit millions d'habitants, est évalué à près de 2 500 dollars. Selon les prévisions du sixième plan, il sera de 3 500 dollars en 1995, 11,1 % seulement de la population — contre 17,1 % aujourd'hui — vivraient encore, à cette date, en dessous du seuil de pauvreté. En 1990, l'industrie représentait 27 % du PNB. Ce taux devrait être de 37 % en l'an 2000, date à laquelle les exportations de produits manufacturés constitueront 81 % du total alors que les exportations traditionnelles de produits agricoles (caoutchouc, huile de palme) n'auront plus qu'une importance marginale (6 %). La Malaisie aurait ainsi toutes les chances de réaliser son ambition de rejoindre le groupe des pays industrialisés en 2020.

Aucune pause n'est envisagée

Sur les 37,4 milliards de dollars de dépenses prévues par le plan, près de 20 milliards seront affectés à des travaux d'infrastructure (communications, transports) et à trois secteurs jugés prioritaires : l'instruction, la santé et la défense. Comme dans d'autres Etats voisins qui s'inquiètent du vide créé par

un désengagement progressif de la région des grandes puissances, ce dernier secteur est privilégié : les crédits accordés à la défense (2 milliards de dollars) quadrupleront par rapport au plan précédent.

La Malaisie mise sur le secteur privé pour maintenir le rythme accéléré de développement qu'elle connaît depuis trois ans. Aucune pause n'est envisagée et les priorités économiques s'emparent désormais sur les préoccupations d'équilibre interethnique à l'origine de la NPE. La Nouvelle économie politique, un programme de vingt ans formulé en 1970, au lendemain de sanglants affrontements raciaux. La NPE avait pour objet d'aider les Bumiputras (Fils du sol, plus de 50 % de la population, Malais pour l'essentiel) à rattraper leur retard vis-à-vis d'une forte minorité chinoise (plus du tiers de la population) qui contrôlait alors l'économie. Privileges, réglementations et quotas prévus par la NPE devaient aider les Bumiputras à acquérir, en vingt ans, le contrôle de 30 % de l'économie.

Cette politique, entamée, n'a pas atteint son objectif. Les Bumiputras ne contrôlent qu'environ 20 % du secteur privé (contre 2 % en 1970). Depuis la récession de 1985-1986, les priorités économiques l'ont emporté sur les considérations ethniques. La PDN confirme cette évolution, même deux objectifs de la NPE — l'équilibre économique interethnique et l'éradication de la pauvreté — ne sont pas pour autant abandonnés. La PDN est donc particulièrement bien accueillie dans les milieux d'affaires qui estiment que la NPE, par ses contraintes, avait restreint les activités de ceux qui ne sont pas classés comme Fils du sol tout en créant un secteur privé malais assez artificiel et, en tout cas, très dépendant de l'Etat. La PDN semble indiquer que les autorités comptent davantage sur le maintien d'un fort taux de croissance pour prévenir d'éventuels conflits sociaux ou ethniques.

Le sixième plan endosse également les plans régionaux de développement intégré comme le « Triangle de croissance » associant étroitement l'Etat méridional de Johore à Singapour et à une partie de l'archipel indonésien de Riau. Les milieux d'affaires ont, pour l'instant, réagi assez positivement. Certains s'inquiètent cependant d'une éventuelle surchauffe de l'économie. Ils soulignent, par exemple, que la Malaisie commence déjà à faire face de main-d'œuvre et que, dans ces conditions, un fort rythme de croissance ne peut que contribuer à alimenter une inflation déjà rampante.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Remous dans plusieurs pays après la suspension des activités de la BCCI

Après la suspension des activités de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) et le gel de ses actifs pour « fraudes à grande échelle et dissimulation de pertes », décidée le 5 juillet (le Monde du 7-8 juillet) dans plusieurs des 69 pays où la BCCI opère et coordonnés par la Banque d'Angleterre, l'inquiétude se répand dans de nombreux pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie concernés. Les autorités locales sont obligées d'intervenir, soit en garantissant une aide aux déposants de la BCCI, soit en prenant le contrôle des agences de cette banque.

A Hongkong, une banque locale serait en négociation avec les autorités nationales et le siège luxembourgeois de la BCCI pour reprendre l'agence de Hongkong. Au Nigeria, où en revanche les activi-

tés se poursuivent normalement, la Bank of Credit and Commerce International Nigeria Limited (BCCI Nigeria) a été rebaptisée African International Bank (AIB), avec l'accord de la Banque centrale.

Cette décision est toutefois indépendante de « l'affaire » de la BCCI, a affirmé le 11 juillet le directeur général, M. Abdullahi Mahmoud, au cours d'une conférence de presse. Elle date de l'an dernier, quand la direction de la banque a été reprise par les Nigériens, a-t-il expliqué.

Par ailleurs, le quotidien britannique The Financial Times affirme, dans son édition du 13-14 juillet, que des experts financiers internationaux avaient averti depuis de nombreuses années certains clients, tel le gouvernement péruvien, des risques qu'ils couraient à déposer des fonds à la BCCI.

En rachetant la division spécialisée de Rockwell

Alcatel devient numéro deux des transmissions aux Etats-Unis

Alcatel investit en force le marché américain des transmissions. Le groupe dirigé par M. Pierre Suard va en effet racheter pour 625 millions de dollars, soit 3,7 milliards de francs, la division « Systèmes de transmission par réseaux » du groupe américain Rockwell International Corporation.

Numéro un européen des télécommunications, Alcatel devient du même coup le deuxième opé-

rateur sur le marché américain des transmissions derrière ATT.

L'accord de principe a été signé vendredi 12 juillet par les deux parties. La transaction sera menée à son terme d'ici au mois d'octobre.

Basée à Dallas, la division « Systèmes de transmission » de Rockwell a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 439 millions de dollars (2,6 milliards de francs) et emploie 3 500 personnes.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 8 AU 12 JUILLET

PARIS

Eclaircie ?

+1,8%

Cette semaine, pour la première fois depuis la mi-juin, le Bourse de Paris a gagné. Pas assez, cependant, pour effacer ses pertes récentes. Il s'en est fallu de beaucoup. Mais déjà des voix s'élèvent pour prévenir : « Il ne s'agit là que d'une éclaircie ».

Le démarrage, cette fois, avait été complètement retenté avec, lundi, une baisse qui, un bref instant, avait tourné à la débâcle (-1,14 %), avant que le marché ne se ressaisisse un peu (-0,51 %). Mais mardi, tout rentre dans l'ordre. Le terrain perdu était rapidement regagné et, à la clôture, la hausse était de 1,18 %.

Le lendemain, la Bourse repartait de l'avant, en forçant même un peu l'allure (+1,32 %). Il s'agit de ce qui devait arriver : jeudi, des ventes bénéficiaires se produisaient. Mais elles furent relativement bien absorbées, et, en fin de journée, un peu d'effacement subéteit seulement (-0,19 %). Une pause pour mieux poursuivre le voyage ? Vendredi, on la crut un instant. Mais les volatilités initiales de hausse (+0,43 %) se calmèrent rapidement, et, en fin de journée, l'indice CAC 40, après quelques sursauts et un flirt avec le rouge, s'établissait au point d'équilibre (+0,01 %). D'un vendredi à l'autre, sa progression n'en ressort pas moins à

1,81 %. Pas de quoi s'extasier. Il faut quand même remonter à la dernière semaine de mai (+3,15 %) pour retrouver une augmentation de cette ampleur.

Cette reprise était attendue. Après trois semaines d'incessant slouddissement et 7,6 % de baisse, elle était devenue inévitable. Cela n'a pas manqué, la faiblesse technique a joué. A l'effort de bonnes affaires, des opérateurs ont repris des positions. Ils ont été d'autant plus enclins à le faire que la bourse japonaise s'est momentanément désamorcée.

Beaucoup en effet redoutaient, et pas seulement à Paris, que le glissement interrompu du marché tokoyote en proie du dernier scandale boursier ne conduise à un tremblement de terre sur les places financières internationales en favorisant partout des ventes de titres locaux pour épargner ici les pertes subies là-bas. Mais le Kabuto-cho s'est redressé.

Et puis, personne n'avait vraiment perdu l'espoir en la lembrie de voir les Allemands relancer garder en renouveau à employer l'arme des taux. Gagné ! On apprendait jeudi après-midi que la Bundesbank avait décidé de maintenir ses taux directeurs, tandis que la Banque d'Angleterre abaissait les siens.

Alors, les investisseurs sont-ils rassurés au point d'entretenir la reprise encore un moment ? Loin s'en faut. En fin de semaine, de nombreux professionnels se disaient déçus, d'abord parce que les responsa-

bles de la banque centrale germanique n'étaient malgré tout pas exclus la possibilité de renchérir le loyer de l'argent durant l'été si le besoin s'en faisait sentir ; ensuite parce qu'on attendait un point de baisse des taux britanniques au lieu du demi-point appliqué. Décevant encore, parce que, si un frère espagnol existait encore sur une détente en France, M. Jacques de Loro, gouverneur de la Banque de France, l'a ruiné en reprenant devant le Conseil national du crédit la discussion sur la rigueur tenu par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.

Le manque d'épargne

Après tout, si la situation avait commencé à s'éclaircir sur le front économique, beaucoup auraient sans doute fait bon cœur contre menues fautes. Mais c'est tout le contraire qui s'est produit. Révisant ses prévisions, le Crédit lyonnais pronostique une croissance très lente pour 1991 (+1,3 %) et, à son tour, ne voit pas la reprise débuter avant 1992. De son côté, l'Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises (IPE-CODE) s'inquiète de la dégradation de la situation financière des entreprises.

De surcroît, les dernières nouvelles du redémarrage de l'expansion aux Etats-Unis ne sont pas très bonnes. M. Allen

Greenspan, président réélu de la Réserve fédérale, affirme que la récession est finie. Mais la réalité paraît lui apporter un démenti avec des ventes au détail en baisse pour juin (-0,2 %), après la hausse de mai (+0,8 %), déjà révisée en baisse. Les prix de gros reculent le même mois, mais surtout par l'effet du marasme. Bref, les avis se rejoignent : la reprise américaine sera lente et pas forcément solide. Il n'y aura donc pas grand-chose à glaner de ce côté-là.

Les spéculateurs n'ont pas même la ressource de trouver une consolation du côté des rapports, maintenant au nombre de trois, qui posent crûment la question du devenir de la Bourse. Dans la sienne propre, la Caisse des dépôts s'alarme du manque d'épargne mais s'injurie car elle n'a pas retenu des petits porteurs. Ce serait, paraît-il, « dangereux ». De quoi renforcer la thèse de l'éclaircie. Mais singulièrement, tandis que des acheteurs s'engouffrent sur les graphiques, le CAC 40 tombe progressivement à 1 600 points (-9,7 %), la société de Bourse Didier Philippe juge probable le maintien au-dessus de la barre des 1 700. Interrogé par le *Tribune*, M. Anthony West du Crédit suisse First Boston est, lui, optimiste au point de voir le thermomètre du marché à 2 000 à la fin de 1991, mais avec un assoupissement de la politique monétaire. Plus que jamais, la réponse est à Bercy.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

En hausse, malgré tout

+1,65%

Semaine très contrastée à Wall Street, mais pendant laquelle, le reprise a commencé depuis le début juillet à rétrograder, malgré des à-coups, à s'imposer. A la veille du week-end, après avoir vogué presque chaque jour entre hésitation, prudence, expectative et optimisme, le grand Bourse new-yorkaise s'établissait à moins de 0,7 % de la barre des 3 000 points de l'indice Dow Jones, en progrès de 1,65 % d'un vendredi à l'autre.

Des brèves finches, plus rassurantes, ont parcouru le marché. Elles ont d'abord concerné le scandale boursier japonais et avec le plongeon du Kabuto-cho, beaucoup ont redonné autour du « Big Board », que certains investisseurs ne se dégoûtent pas de publier pour le New-York pour combler les pertes subies à Tokyo. Mais rien de tel ne s'est encore produit.

Le manque de conviction pour acheter a également été favorisé par la perspective des mauvais résultats que les entreprises ne vont pas tarder à publier pour le deuxième trimestre. Enfin, troisième motif de souci : l'évolution des taux d'intérêt. La décision de la Bundesbank allemande de maintenir les siens s'est faite une bonne impression, presque immédiatement teintée par le doute devant la timidité de la décente décidée par la Banque d'Angleterre.

La perplexité a aussi été en ren-

dez-vous avec la publication des dernières statistiques économiques. Si la baisse des prix de gros pour juin (-0,3 %) est apparue comme le signe que l'inflation était bien contenue, en revanche, la baisse de 0,2 % des ventes au détail (contre une hausse révisée de 1 % à 0,8 % pour mai) a été jugée comme la confirmation de la mollesse du redémarrage de la croissance. Car la récession est finie. Réélu à la présidence du FED, M. Allen Greenspan l'a confirmé. En fin de semaine, des rumeurs circulaient néanmoins sur une possible baisse des taux.

Indice Dow Jones du 12 juillet : 2 980,77 (c. 2 932,46).

| | Cours 5 juillet | Cours 12 juillet |
|-------------------------|-----------------|------------------|
| Alcoa | 67 3/8 | 70 3/8 |
| AT&T | 38 7/8 | 38 1/2 |
| Boeing | 44 5/8 | 45 5/8 |
| Chase Man. Bank | 17 3/8 | 18 |
| De Post de New York | 47 1/8 | 47 1/2 |
| Eastman Kodak | 39 | 40 3/8 |
| Exxon | 57 1/2 | 58 3/4 |
| General Electric | 35 5/8 | 35 5/8 |
| General Motors | 42 1/2 | 42 3/4 |
| Goodyear | 33 5/8 | 34 |
| IBM | 98 5/8 | 99 3/8 |
| ITT | 55 7/8 | 56 1/2 |
| Metall. Chi. | 63 3/4 | 65 3/8 |
| Pfizer | 56 | 58 1/8 |
| Schlumberger | 56 1/4 | 61 3/8 |
| Tesco | 60 5/8 | 63 3/4 |
| UAI, Corp. (ex-Allegis) | 144 3/4 | 143 1/4 |
| Union Carbide | 20 1/4 | 21 |
| Westinghouse | 27 | 25 3/8 |
| Xerox Corp. | 53 7/8 | 55 5/8 |

TOKYO

Une timide reprise

+1,04%

Après trois semaines d'affaiblissement incessant et près de 7,4 % de baisse, la Bourse de Tokyo s'est un peu ressaisie ces derniers jours.

Après avoir, elle n'en était pas moins repassée, la barre des 22 000 points, pour la première fois depuis le 4 décembre 1990. La remontée ne devait commencer à s'amorcer que mardi en séance. Le mouvement s'accélérait jeudi, puis de repasser vendredi à la hausse. Pour tout dire, les investisseurs se sont longuement interrogés sur les sanctions qui allaient être prises à l'encontre des quatre grandes maisons de titres (Nanbun, Nikko, Yamabuchi, Daiwa), impliquées dans le récent scandale boursier.

Puis, une fois celles-ci connues, notamment l'interdiction de transactions pour quatre jours, beaucoup se sont demandé comment le marché allait pouvoir survivre sans les « Big Four ». Au prix d'échanges souvent réduits à leur plus simple expression, il ne s'en est pas mal tiré du tout. Les investisseurs étrangers et même des par-

ticuliers se sont hasardés, vu les bas niveaux des cours, à y faire quelques emplettes, simplement suffisantes pour maintenir la Bourse à flot et même favoriser une reprise de 1 %, sous l'œil attentif des institutionnels presque tous l'arme au pied. Reste à savoir maintenant quelle attitude se marcher va prendre quand tous les intervenants y auront repris place. Pour les courtiers, tout dépendra de l'évolution des taux d'intérêt. Malgré la baisse de l'escompte décidée voici quinze jours par la Banque du Japon, les taux courts restent élevés, ce qui, dit-on, rend les « zinzins » hésitants. Réponse peut-être la semaine prochaine.

Indices du 12 juillet : Nikkei, 23 137,78 (c. 22 898,34) ; Topix, 1 805,53 (c. 1 783,23).

| | Cours 5 juillet | Cours 12 juillet |
|---------------------|-----------------|------------------|
| Akai | 1 140 | 1 280 |
| BridgeStone | 1 010 | 1 070 |
| Canon | 1 530 | 1 580 |
| Fuji Bank | 2 460 | 2 500 |
| Honda Motor | 1 450 | 1 510 |
| Matsushita Electric | 1 070 | 1 120 |
| Mitsubishi Heavy | 703 | 731 |
| Sony Corp. | 6 320 | 6 210 |
| Toyota Motors | 1 640 | 1 670 |

LONDRES

Déception

+0,50

Le London Stock Exchange a eu moins de chance que Wall Street : la reprise n'y a pas tenu. Après avoir progressé de plus de 1 %, le marché a reperdu une bonne moitié de son avance initiale, n'en conservant que 0,5 % seulement.

La déception, il est vrai, a été au rendez-vous. Alors que les investisseurs tablèrent sur une baisse de l'impôt des taxes d'intérêt, la Banque d'Angleterre s'est hâtée à réduire les siens d'un demi-point. Inflation oblige. Mais la confirmation de l'importance prise par la récession a laissé un goût amer au marché. En particulier, l'étude très pessimiste de Dan et Bradstreet sur les risques d'une aggravation de la crise inquiète beaucoup la City.

Indices « FT » du 12 juillet : 100 valeurs, 2 497,4 (c. 2 484,7) ; 30 valeurs, 1 925,7 (c. 1 911,5) ; mines d'or, 214 (c. 216,6) ; Fonds d'Etat, 84,78 (c. 84,80).

| | Cours 5 juillet | Cours 12 juillet |
|-----------|-----------------|------------------|
| Bowater | 6 13 | 6,10 |
| BP | 3,27 | 3,45 |
| Charter | 4,40 | 4,70 |
| Courtauld | 3,43 | 4,32 |
| De Beers | 15 27/32 | 16 31/32 |
| Glaxo | 12,52 | 12,47 |
| GLS | 12,15 | 15,50 |
| ICI | 12,76 | 12,80 |
| Reuters | 7,51 | 8,10 |
| Shell | 5,21 | 5,15 |
| Unilever | 7,66 | 7,40 |
| Vickers | 1,84 | 1,83 |

FRANCFORT

Calme mais soutenu

+1,59%

Revenu depuis le début juillet, le calme s'est maintenu cette semaine encore à Francfort, ce qui n'a pas empêché le marché de reprendre lentement sa progression. Très lentement même, puisque son principal indicateur s'est monté de 1,59 %.

Sans doute, la Bourse allemande aurait-elle pu faire mieux. Mais, là comme ailleurs, les investisseurs se sont méfiés des retours de bâton avec Tokyo et la hausse des taux sur les obligations leur est apparue suspecte avant que la Bundesbank ne calme les appréhensions en décidant de maintenir les siens.

La décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe de clarifier le régime de taxation des revenus du capital a également suscité des réserves.

Indices du 12 juillet : DAX, 1 644,76 (c. 1 618,91) ; Commerzbank, 1 944,2 (c. 1 925,5).

| | Cours 5 juillet | Cours 12 juillet |
|--------------|-----------------|------------------|
| ABG | 196 | 194 |
| BASF | 235,20 | 245,30 |
| Bayer | 272 | 279,70 |
| Commerzbank | 226,70 | 247 |
| Deutschebank | 614 | 631 |
| Hochtief | 239 | 251,50 |
| Karstadt | 628,50 | 648,50 |
| Mannesmann | 281,50 | 274,40 |
| Siemens | 651 | 654,60 |
| Volkswagen | 376,50 | 379,40 |

Banques, assurances, sociétés d'investissement

| | 12-7-91 | Diff. |
|-------------------|---------|---------|
| AGF | 496 | + 17 |
| AXA (ex-Cie Midt) | 944 | + 69 |
| Bail Equipement | 128 | + 6 |
| Banque (C) | 599 | + 46,50 |
| Cetelem | 686 | + 22 |
| CCF | 147,10 | + 4,10 |
| CFP | 135 | + 40 |
| CTI | 369 | + 10 |
| Changéurs | 724 | + 11 |
| CPR | 243,90 | + 2,90 |
| Eurofrance | 1 650 | + 15 |
| GAN | 1 945 | + 25 |
| Hain (La) | 591 | + 10 |
| Loxfrance (I) | 480 | + 4,90 |
| Loxfrance (II) | 735 | + 11 |
| Loxfrance (III) | 82 | + 1 |
| OFF | 1 810 | + 111 |
| Paribas | 417,30 | + 5,10 |
| Schneider | 684 | + 34 |
| Société générale | 416,10 | + 13,60 |
| Sovac | 655 | + 25 |
| Suez (C fin.) | 342,30 | + 5,90 |
| UAP | 525 | + 25,80 |
| UCB | 131 | + 0,30 |

(1) Coupon de 15 F.

Valeurs diverses

| | 12-7-91 | Diff. |
|-----------------------|----------|---------|
| Accor | 781 | + 18 |
| Air liquide | 671 | + 35 |
| Ajomar | 2 125 | + 72 |
| Sic | 743 | + 43 |
| Bis | 334,10 | + 13,10 |
| CGIP | 1 000 | + 43 |
| Club Méd. | 434,50 | + 7,50 |
| Estilor | 342 | + 6,10 |
| EuroDisney | 1 119,40 | + 2,10 |
| Europe I | 1 059 | + 19 |
| Eurotunnel | 45,50 | + 1 |
| Groupe Côté | 580 | + 17 |
| Hachette (I) | 457,60 | + 17,50 |
| Hachette (II) | 459,40 | + 10,40 |
| Marine Wende | 298,20 | + 6,20 |
| Navigation mixte | 1 196 | + 11 |
| Nord-Est (I) | 117 | + 2,10 |
| L'Oréal | 590 | + 24 |
| Saint-Gobain | 449,90 | + 27,60 |
| Sanofi | 843 | + 32 |
| Sauvages Châillon (I) | 238,10 | + 6,10 |
| Six Rossignol | 620 | + 10 |

(1) Coupon de 4 F.

(2) Coupon de 5,20 F.

Métallurgie, construction mécanique

| | 12-7-91 | Diff. |
|-------------------|---------|--------|
| Alpi | 381 | + 5,90 |
| Dassault Aviation | 452 | + 12 |
| De Dietrich | 1 339 | + 15 |
| Fives-Lille | 236 | + 12 |
| Penhoët | 490 | + 10 |
| Peugeot | 579 | + 39 |
| SAGEM | 1 648 | + 10 |
| Strafor, Facom | 876 | + 1 |
| Valeo (I) | 508 | + 39 |
| Vallourec | 323 | + 17 |

(1) Coupon de 6 F.

Mines, caoutchouc

| | 12-7-91 | Diff. |
|-------------|---------|--------|
| Géophysique | 760 | + 16 |
| Imetel | 290 | + 5 |
| Métaleurop | 102,30 | + 3,30 |
| Michelin | 97,65 | + 2,15 |
| RTZ | 57,35 | + 0,80 |
| ZCT | 1,79 | + 0,03 |

Matériel électrique

| | 12-7-91 | Diff. |
|------------------|---------|--------|
| Alcatel-Alsthom | 574 | + 34 |
| Général des eaux | 2 489 | + 44 |
| Intertrich | 1 090 | - 60 |
| Labinal | 765 | - 5 |
| Légrand | 3 595 | + 22 |
| Lyon, des eaux | 549 | + 21 |
| Matras | 203,50 | + 3 |
| Melin-Gérin | 479,50 | + 1,50 |
| Moulinex | 148,10 | + 6,60 |
| Radiorécepteur | 463,60 | + 4,50 |
| SEB | 1 509 | + 23 |
| Sect-Avionics | 427 | + 13 |
| Thomson-CS (IIF) | 132,40 | + 5,20 |
| IBM | 610 | - 2 |
| ITT | 347,20 | - 0,40 |
| Schulumberger | 364 | + 11 |
| Siemens | 2 235 | + 33 |

(1) Coupon de 6,80 F.

Alimentation

| | 12-7-91 | Diff. |
|----------------|---------|--------|
| Béghin-Soy (I) | 535 | + 3,50 |
| Bouffier | 2 399 | + 153 |
| BSN | 873 | + 18 |
| Carrefour | 1 922 | + 45 |
| Casino G. Per. | 1 210 | - 0,40 |
| Intermarché | 4 470 | + 14 |
| Greysone-Cas | 1 150 | + 14 |
| LVMH | 4 127 | + 111 |
| Océid, (Gie) | 762 | + 47 |
| Opipar | 239,50 | + 5,90 |
| Permot-Ricard | 1 164 | + 27 |
| Promodis | 2 240 | + 10 |
| Saint-Louis | 1 426 | + 50 |
| Source Perrier | 1 425 | + 20 |
| Nestlé | 33 550 | - 30 |

(1) Coupon de 27,50 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

| | 12-7-91 | Diff. |
|---------------|---------|--------|
| 8,80 % 1977 | 121,70 | - 1,20 |
| 10 % 1978 | 100,66 | - 0,14 |
| 9,80 % 1978 | 100,30 | + 0,30 |
| 9 % 1979 | 99,75 | - 2,60 |
| 10,80 % 1979 | 102,50 | + 0,15 |
| CNE 3 % | 3980 | - 5 |
| CNE 5 % 000 F | 99,36 | + 0,61 |
| CNE 5 % 000 F | 99,60 | + 0,05 |
| CNE 5 % 000 F | 99,60 | + 0,05 |
| CNE 5 % 000 F | 99,60 | + 0,05 |

Produits chimiques

| | 12-7-91 | Diff. |
|---------------|---------|-------|
| Inst. Métrich | 4410 | - 65 |
| Roussel-Uclaf | 1 730 | + 40 |
| Synthelabo | 838 | + 55 |
| BASF | 830 | + 27 |
| Bayer | 945 | + 15 |
| ICI | 150 | + 3 |
| Norsk Hydro | 168 | + 3 |

Pétroles

| | 12-7-91 | Diff. |
|---------------|---------|-----------|
| S.P. France | 121 | + 1 inch. |
| ELF-Aquitaine | 349 | + 12,90 |
| Esso | 580 | + 4 |
| Primagaz | 425 | + 10 |
| Sogehap | 380 | + 0,30 |
| Total | 612 | + 51 |
| Exxon | 359,30 | + 0,70 |
| Petrolfin | 1 915 | + 2 |
| Royal Dutch | 476,40 | + 4,20 |

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 juillet 1991

Nombre de contrats : 97 171

| | SEPT. 91 | DÉC. 91 | MARS 92 | JUIN |
|--------------|----------|---------|---------|------|
| Premier | 105,18 | 105,22 | 105,16 | - |
| + haut | 105,44 | 105,42 | 105,16 | - |
| + bas | 105,10 | 105,20 | 105,16 | - |
| Dernier | 105,40 | 105,42 | 105,16 | - |
| Compensation | 105,40 | 105,42 | 105,36 | - |

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

| Cours du vendredi au jeudi | | | | | |
|----------------------------|------------|-----------|-----------|-----------|---------|
| | 5-7-91 | 8-7-91 | 9-7-91 | 10-7-91 | 11-7-91 |
| RM | 2 903 217 | 2 231 829 | 1 947 011 | 2 140 489 | N.C. |
| Comptant | | | | | |
| R. et obl. | 8 603 472 | 6 337 174 | 4 645 685 | 4 596 524 | N.C. |
| Actions | 230 486 | 99 811 | 96 623 | 253 919 | N.C. |
| Total | 11 757 175 | 8 668 814 | 6 689 319 | 6 990 932 | N.C. |

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Le privilège des organisations supranationales

Depuis la fin du mois de juin, le débat est relancé en Allemagne sur l'imposition des revenus des placements de capitaux. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a sommé les autorités politiques de son pays d'œuvrer en faveur d'une plus grande équité fiscale. Le ministre des finances et les représentants de la coalition au pouvoir se sont empressés d'indiquer qu'ils ne songaient pas à instaurer une retenue à la source, comme ils l'avaient fait en 1988.

La mesure s'était alors révélée si pernicieuse qu'il avait rapidement fallu y renoncer. Elle avait fait fuir en abondance les capitaux hors du pays et pénalisait le Trésor public de Bonn, qui avait dû augmenter de beaucoup la rémunération servie sur les nouveaux fonds d'Etat. Seule une catégorie d'emprunts y échappait, ceux lancés sur l'euro-marché.

Le gouvernement allemand ne peut plus se permettre aucune bavoue. L'unification du pays a trop accru le fardeau de sa dette pour qu'il prenne le risque de déstabiliser son propre marché des capitaux. Il est condamné à trouver rapidement une solution sérieuse à un problème particulièrement épineux qui préoccupe de nombreux pays à travers le monde. A l'étranger, nul ne doute que cette fois-ci il n'agisse pas à la légère. On estime en gros que Bonn optera pour un système dans lequel les revenus des euro-obligations et des titres émis sur le marché national allemand seront traités de la même façon. Pour y parvenir, il faudra peut-être instaurer des méthodes de contrôle, quitte à toucher au secret bancaire.

Quoi qu'il en soit, les décisions allemandes sont attendues avec impatience dans d'autres capitales où le fisc pourrait s'en inspirer. Parvenir à une harmonisation en matière d'impôt demeure en effet un défi majeur à l'intérieur de l'Europe des Douze. Dans un même ordre d'idée, les spécialistes s'interrogent sur l'opportunité de privilégier certains emprunts, comme le font l'Autriche et l'Italie, qui ont, à cet égard, une attitude assez proche.

Normalement, les résidents de ces pays, lorsqu'ils acquièrent des obligations, qu'elles soient interna-

tionales ou non, ne peuvent tabler que sur une partie du rendement nominal qui leur est proposé. Un précompte mobilier est déduit du paiement des coupons d'intérêt. Il existe bien sûr des exceptions. En Autriche, elles ne concernent que les organisations supra nationales. En Italie, elles portent en outre sur les euro-emprunts émis par le Trésor public ou par un établissement étatique agissant pour le compte du Trésor.

Dans un cas comme dans l'autre, ces débiteurs favorisés n'ont aucune difficulté à lever des fonds à des conditions défiant toute concurrence, à un niveau inférieur à celui que l'Etat lui-même doit offrir s'il veut attirer des souscripteurs. Il n'est pas surprenant que ce soit précisément dans ces catégories que figurent certaines des plus belles réussites de tout le marché des capitaux de ces derniers jours.

Réussites en schilling, en lire et en franc

Le Conseil de l'Europe s'est réuni, jeudi 11 juillet, sur le marché viennois pour lever 1 milliard de schillings d'obligations d'une durée de deux ans. Le taux de rendement qu'il propose est inférieur à 8 % ; il s'agit de 7,95 % pour les porteurs qui auront acquis les titres au prix d'émission. Malgré la faiblesse de cette rémunération, l'opération a été couronnée de succès. Dès le lendemain de son lancement, on aurait pu facilement en augmenter le montant d'un mois la moitié sans compromettre la solidité du placement.

Si le débiteur et les banques qui s'en occupent, RZB et Creditanstalt, ne l'ont pas fait, c'est pour une simple raison technique. Le Conseil de l'Europe recherchait en fait des deutschemarks et, pour les lui procurer, il fallait conclure des contrats d'échange. Le marché n'a permis de répondre à ses exigences qu'à concurrence de 1 milliard de schillings.

En lire, l'accueil très chaleureux fait à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) restera vraisemblablement dans la mémoire des investisseurs comme un des événements de l'année. A la veille du week-end, la cote de son

opération situait son rendement à 10,80 % alors que les bons du Trésor italiens, dont le revenu est soumis à un impôt anticipé, rapportaient entre 11,40 et 11,45 %. L'emprunt CECA était placé sous la direction de la Banca commerciale italiana.

D'une façon générale, le marché de la lire est actuellement très court, les débiteurs s'y soucient moins ou des années. La Banque d'Italie vient en effet de relâcher le corset étroit dans lequel elle maintenait le compartiment de l'enrolier. Pour s'y présenter, il n'est plus besoin de s'inscrire longtemps à l'avance.

Au flot des opérations d'obligations internationales de type classique, libellées en lire, s'en est ajoutée une autre, plus inhabituelle, convertible en action. L'emprunteur est une société du groupe Costa Crociere, une entreprise de croisières maritimes. D'un montant de 30 milliards, l'affaire est d'une durée de six ans. Le principe de conversion est assez simple, de l'ordre de 5 %. Un élément a facilité son accueil auprès des investisseurs : la possibilité d'exiger le remboursement anticipé des titres dans quatre ans déjà, à 115 % de leur valeur nominale, ce qui correspond à un rendement de l'ordre de 12,10 %. L'opération est placée sous la conduite de la Banca commerciale italiana.

Dans le compartiment de l'euro-franc français, il y a eu deux belles opérations pour le compte de deux organisations supranationales de tout premier plan. Chacune porte sur 2 milliards de francs. Celle de la Banque européenne d'investissement, qui dirigeait la Banque nationale de Paris, d'une durée de dix ans. Celle de la Banque africaine de développement, qui était confiée au Crédit commercial de France, visé d'échec dans cinq ans. La Banque africaine conserve la moitié des fonds en francs français, les autres en dollars. Mais l'autre moitié fait l'objet d'un contrat d'échange au terme duquel elle dispose de francs suisses qu'il lui faudra rembourser à taux fixe, à quelque 7,18 % alors que la partie française lui revient à 9,62 % l'an.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Un dollar « coiffé »

En forte hausse vendredi 12 juillet, après l'annonce d'un maintien des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne, le dollar a été immédiatement « coiffé » par les interventions de l'ensemble des banques centrales, que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis.

La devise américaine, qui avait un peu faibli mercredi et jeudi matin, sous la menace d'un relèvement éventuel des taux directeurs de la Bundesbank, revenant à 1,81 DM et 6,14 francs, bondit, jeudi après-midi et surtout vendredi matin, à 1,83 DM et à 6,23 francs dès que le maintien des taux allemands, ou leur non-relèvement, fut connu. Aussitôt, par une action visiblement concer-

tée, les banques centrales « cassèrent » le mouvement, ce qui ramena le dollar, vendredi soir, après l'ouverture de New-York, à un peu plus de 1,79 DM et de 6,08 francs : une belle claque !

Sur les tables de change, les opérateurs murmuraient que la Banque fédérale d'Allemagne avait troqué la stabilité de ses taux contre une baisse forcée du dollar, ce qui n'apparaît pas totalement invraisemblable, surtout de la part des Américains. Ce recul du billet vert, « finit à la main », ne devrait être que temporaire, estiment beaucoup d'opérateurs pour lesquels l'intervention des banques centrales n'est pas une surprise : ils l'attendaient plutôt aux alen-

tours de 1,85 DM, mais, sans doute, il s'agissait de ne pas laisser le billet vert dépasser les 1,83 DM atteints le 5 juillet dernier.

En Europe, la peseta est toujours en tête du système monétaire, mais à 5 % seulement au-dessus de la monnaie de queue, la couronne danoise, qui a pris la place du franc français comme lanterne rouge. A Paris, le cours du mark remonte au-dessus de 3,39 francs en fin de semaine.

F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 8 AU 12 JUILLET 1991

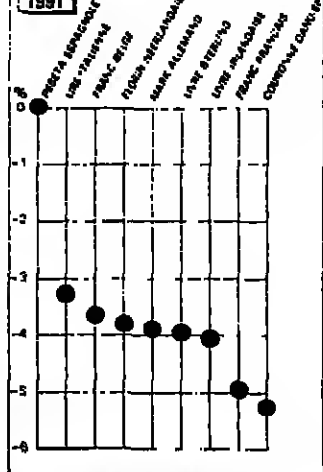
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE | Libre | \$ E.U. | Franc suisse | Franc allemand | Mark | Franc belge | Franc | Lire italienne |
|------------|-----------|---------|--------------|----------------|---------|-------------|---------|----------------|
| New-York | 1,8300 | 1,8300 | 16,3820 | 64,1075 | 35,57 | 2,6975 | 41,3218 | 0,8746 |
| Paris | 1,8100 | 1,8100 | 16,1880 | 63,3310 | 34,60 | 2,6510 | 40,9460 | 0,8733 |
| Zurich | 16,0644 | 6,1040 | — | 391,28 | 339,30 | 16,6641 | 301,486 | 4,5586 |
| Frankfurt | 16,0672 | 6,2080 | — | 393,1602 | 338,95 | 16,6974 | 301,865 | 4,5545 |
| Bonn | 2,5568 | 1,5600 | 25,5570 | — | 83,356 | 4,2082 | 76,5420 | 1,1650 |
| Bruxelles | 2,5453 | 1,5790 | 25,4349 | — | 86,2134 | 4,1961 | 76,5761 | 1,1584 |
| Amsterdam | 2,9493 | 1,7995 | 29,4006 | 113,35 | — | 4,8543 | 88,7546 | 1,3439 |
| Madrid | 2,9523 | 1,8315 | 29,5021 | 115,90 | — | 4,8671 | 88,8715 | 1,3437 |
| Rome | 64,7577 | 37,07 | 6,0730 | 23,7628 | 20,6801 | — | 18,2836 | 2,7684 |
| Stockholm | 68,1255 | 37,43 | 6,8415 | 23,8155 | 21,5448 | — | 18,3492 | 2,7686 |
| Copenhague | 3,3220 | 2,0775 | 33,2149 | 1,2096 | 1,1126 | 5,6093 | — | 1,5141 |
| Oslo | 3,3739 | 2,0620 | 33,2152 | 1,2098 | 1,1128 | 5,6796 | — | 1,5128 |
| London | 2,194,62 | 1,139 | 219,364 | 858,333 | 740,095 | 36,1286 | 660,419 | — |
| Geneve | 2,197,156 | 1,163 | 219,555 | 863,304 | 744,19 | 36,2211 | 661,008 | — |
| Tokyo | 225,09 | 137,70 | 22,5089 | 88,2691 | 76,5212 | 3,7145 | 67,6161 | 0,1028 |
| | 224,6232 | 138,40 | 22,3768 | 87,777 | 75,6756 | 3,6832 | 67,2163 | 0,1016 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, vendredi 12 juillet : 4,4328 F, contre 4,4790 F le vendredi 5 juillet 1991.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Amplitude des variations de chaque monnaie par rapport à la plus forte.



* Taux calculés par rapport aux cours enregistrés de la Banque de France.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Soulagement temporaire

Non, la Banque fédérale d'Allemagne n'a pas relevé ses taux directeurs jeudi 11 juillet, comme certains le redoutaient. Non, la Banque de France n'a pas abaissé les siens, comme d'autres l'espéraient, dans la foulée de la Banque d'Angleterre, dont le taux d'intervention a encore été diminué d'un demi point, revenant à 11 %. Mais, à Paris, le climat s'est nettement amélioré, notamment sur le MATIF, comme on le verra plus loin.

A Francfort et dans le monde entier, la réunion du conseil d'administration de la Bundesbank était très attendue. C'était la dernière avant le 15 août, et, surtout, l'ultime présidence de M. Karl Otto Poehl, qui cède son fauteuil, le 1^{er} août prochain, à son vice-président, M. Helmut Schlesinger.

La veille, M. Lothar Müller, président de la Banque centrale du Land de Bavière, et à ce titre membre du conseil de la Bundesbank, avait déclaré qu'un relèvement des taux directeurs se justifiait, compte tenu du risque d'inflation et de la hausse excessive des salaires. On pouvait donc s'attendre que plusieurs des onze présidents de banque centrale des Länder, traditionnellement orthodoxes, et majoritaires au conseil de la Banque fédérale (sur dix membres), fissent de l'avis de M. Müller.

Apparemment, il n'en a rien été, et les taux directeurs de la Bundesbank ont été maintenus à 6,5 % pour l'ensemble et 9 % pour le Lombard, le plus important, car il « coiffe » la pyramide des taux. Certains avancent que le conseil ne pouvait faire autrement. Certes, l'inflation, déjà de 3,5 % sur un an, va dépasser 4 % au second semestre, et les augmentations de salaires constituent une menace pour les prix. Mais pour l'instant, la masse monétaire du risque d'inflation, la déflation (largie M3, n'augmente que lentement (+3,5 % en mai), à un rythme inférieur aux objectifs fixés précédemment (4 % à 6 %) : dans ce domaine, il n'y a pas le feu, du moins pour l'instant.

D'autre part, nul ne sait encore comment évoluera l'économie allemande au second semestre 1991. Jusqu'à présent, on consensus se manifestait pour prévoir un ralentissement, justifié par la baisse des exportations et une atténuation du boom de la consommation en ex-RDA et la hausse des impôts du 1^{er} juillet. Mais deux des cinq instituts de prévision allemands estiment qu'en raison du décollage de beaucoup d'entreprises à l'est, après leur rachat ou leur reprise en mains, ce ralentissement n'aura pas lieu.

C'est aussi l'opinion de la directrice des études du Crédit lyonnais, qui résume un tel ralentissement, pour d'autres raisons : forte progression de la dépense publique (supérieure à celle de la fiscalité), fortes baisses des salaires, conjuguées

avec une vive tension sur l'emploi. Au total, la dépense intérieure en Allemagne restera dynamique. En ce cas, la décision prise jeudi 11 juillet par la Bundesbank de ramener entre 3 % et 5 % la fourchette de croissance de la masse monétaire prend toute sa signification, lourde de menaces. En ce sens, on a pu dire que la Banque centrale s'était reculé pour mieux sauter, à l'automne ou au début de l'hiver : en abaissant le curseur du mécanisme, elle se donne des armes pour une reprise en mains.

C'est, peut-être, cette perspective qui explique les propos musclés du gouverneur de la Banque de France, M. de Larosière, jeudi 11 juillet, devant le Conseil national du crédit : « La politique monétaire doit rester vigilante et rester fermement axée sur les objectifs de stabilité interne et externe du franc. Les résultats acquis, notamment en matière de désinflation, témoignent du bien-fondé de cette orientation ».

En clair, il est urgent de ne rien faire et de ne pas abaisser la garde de la Banque, à savoir ses taux directeurs, en dépit de la sagesse de la progression de la masse monétaire M3 (+6,3 % sur une base annuelle, à l'intérieur de la fourchette +5 % à +7 %, de la décision de la Banque, qui a été de 11 %, et du ralentissement de l'économie française.

Nette reprise à Paris

C'est pourquoi la Banque de France a maintenu à 9 % le taux de ses appels d'offres lundi et mardi, et il est probable qu'elle continuera à le faire dans les semaines, ou peut-être les mois qui viennent. Comme il semble qu'un certain agacement soit perceptible à certains endroits du ministère des finances, rue de Berry, où l'on s'inquiète de marcher freins serrés au moment où le chômage augmente et où les PME tombent comme des mouches, il n'est pas exclu que les autorités monétaires essaient de faire revenir les taux à court terme aux environs de 9 % par des moyens discrets : déjà en fin de semaine, le taux de l'argent au jour le jour s'établissait à 9 3/8 %, au lieu de frôler les 10 %, comme il le faisait il y a quelques semaines.

Sur le MATIF, c'est le soulagement, la remontée des cours des emprunts et la baisse de leurs rendements. Ainsi l'échéance septembre qui cotait 104,16, lundi 8 juillet, se retrouvait à 103,40 vendredi 12 juillet, avec une accélération très nette de la reprise dès le mercredi, les opérateurs anticipant le maintien des taux directeurs de la Bundesbank. Le rendement de l'OAT à dix ans est redescendu de 9,26 % à 9,08 %, et le taux de l'argent à court terme a fléchi à 9 3/8 % au jour le jour et à 9,5 % à trois mois. Indication intéressante, on a vu

revenir à Paris, jeudi et vendredi, les « gros » étrangers, à savoir les Salomon Brothers, Goldman and Sachs et Morgan, américains basés à Londres.

Après avoir acheté massivement des titres du Trésor, OAT et BTAN fin 1990 et début 1991, lorsque les cours du MATIF étaient moins de 100 ou aux alentours, ces étrangers, ou, plutôt, ces « non-résidents » (le terme est plus oulé), co ont revendu une bonne partie en mai, lors du remplacement de M. Rocard par M^{me} Cresson, utilisant les incertitudes du changement pour justifier des prises de bénéfices assez substantielles (+6 % à 8 % de hausse en capital sur des titres à revenu fixe).

Aujourd'hui, ces non-résidents commencent à revenir, constatant que les « données fondamentales » sont bonnes pour la France : taux d'inflation inférieur à celui de l'Allemagne à partir du mois de juin dernier, salaires sous contrôle, déficit budgétaire réduit et horizon politique assez rassurant : un changement de majorité n'effrayerait nullement les milieux financiers internationaux (c'est l'inverse en Grande-Bretagne). Ces milieux financiers commencent à prendre leur parti des sorties fracassantes de M^{me} Cresson, désormais classée « imprévisible », pour autant que M. Bérégovoy garde son poste : lui, au moins, ne fait pas de déclaration fracassante, se plait-on à relever à Londres, et campe fermement sur des positions bien affichées : rigueur et défense du franc. S'il s'en allait, ajoute-t-on outre-Manche, « on rendrait tout ! ».

La-bas, les analystes voient l'écart entre le rendement de l'OAT financier à dix ans et le Bund de la même durée tomber à 0,20 point, contre 0,55 à 0,60 point actuellement. (Cet écart était revenu à 0,40 point à son plus bas niveau de début de printemps.) Si le rendement du Bund à dix ans, actuellement de 8,55 %, revenait aux 8,30 % d'il y a un mois, on pourrait donc avoir une OAT à dix ans à 8,50 % en fin d'année, pense-t-on dans la City et ailleurs.

Sur le marché obligataire de Paris, l'atmosphère s'est nettement réchauffée, les émissions de la semaine profitant du raffermissement des cours du MATIF. La Compagnie bancaire a levé aisément 1,2 milliard de francs à 9,60 %, rendement appréciable, bien que certains investisseurs n'aient pas beaucoup le « papier » de banque en ce moment. La Caisse de refinancement hypothécaire (CRH) a obtenu 1,2 milliard de francs également à 9,50 % nominal et 9,51 % réel, sous l'égide de la BNP et de Paribas, mais plus lentement : le rendement a été jugé trop étiré et le papier CRH commence à être abondant chez les investisseurs (gare aux quotas !).

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium touche le fond

Métal réputé pour sa souplesse, l'aluminium se pille aujourd'hui aux contraintes les plus sévères du marché. Stocks pléthoriques, production mondiale excédentaire, récession économique, tous les paramètres de la spirale d'une baisse des prix sont réunis. Sur le London Metal Exchange (LME), la tonne à trois mois s'achève la semaine à 1 339 dollars. L'aluminium stagne à ce niveau de cours - le plus bas en quatre ans - depuis plusieurs semaines, ce qui fait dire à certains analystes que « le métal a touché le fond ».

Les dernières statistiques de l'Institut international de l'aluminium primaire (IIPA) ont fait que confirmer le caractère excédentaire du marché. La production quotidienne occidentale a en effet atteint, au mois de mai, le niveau record de 40 700 tonnes, soit l'équivalent de 1,261 million de tonnes pour le mois. Les réserves

occidentales ont augmenté de 200 000 tonnes en un an, pour atteindre, en avril, 1,7 million de tonnes. Les producteurs occidentaux détiendraient ainsi l'équivalent de plus de dix semaines de consommation mondiale. Même constat à la vision des stocks détenus sur le LME. Le métal déposé dans les entrepôts du marché londonien atteint aujourd'hui le volume record de 451 425 tonnes.

La menace soviétique

Selon le dernier rapport du négociant Billiton Enthoven, filiale du groupe néerlandais Royal Dutch, la production mondiale d'aluminium primaire devrait augmenter de 2,1 % en 1991 pour représenter 14,9 millions de tonnes pour une consommation totale de 14,95 millions de tonnes. Pas de véritable réduction de stocks en perspective. Les entreprises occidentales ont bien pris conscience des risques de chute des cours. Mais pour le moment, en Europe, la vigueur du dollar a contrebalancé la baisse des prix.

En outre, les coûts financiers et sociaux d'éventuelles fermetures de sites font encore hésiter certains producteurs qui tiennent toujours sur une reprise de la demande et préfèrent attendre l'arrêt des unités les moins rentables. Quelques réductions de capacité ont quand même été annoncées. Le producteur italien Alumin, l'autrichien Austria Metal AG et le suisse Alusuisse ont procédé à des fermetures d'usines. Mais ces mesures ne devraient retirer que 300 000 tonnes du marché.

Cette réduction de production apparaît d'autant plus dérisoire que plusieurs autres pays producteurs se montrent beaucoup moins raisonnables. Au Nigéria, une unité d'électrolyse de 180 000 tonnes de capacité devrait être opérationnelle d'ici à 1994. Au Venezuela, deux usines d'une

capacité totale de 454 000 tonnes sont en voie d'achèvement, et l'Afrique du Sud, qui ne devrait plus faire l'objet de sanctions économiques de la part de la communauté internationale, se met de la partie en lançant un projet d'une capacité annuelle de 430 000 tonnes. Mais c'est surtout l'URSS qui se montre la plus menaçante.

Au mois de juin, Dag Flaa, vice-président de l'Association européenne de l'aluminium, annonçait devant un public cooverté que Moscou pourrait exporter 1 million de tonnes de métal en 1991 contre 300 000 tonnes en 1990.

Les analystes boursiers ne s'y sont pas trompés : malgré l'été et sa traditionnelle demande de boisons conditionnées en boîtes d'aluminium, la conjoncture restera maussade, remarquent les experts de la maison de titres Shearson Lehman Brothers. En effet, les facteurs d'instabilité et de la construction, principaux consommateurs d'aluminium, n'ont pas encore enregistré de véritable reprise, et les sociétés comme Alcoa ou Reynolds Metals, de l'avis des spécialistes de Wall Street, ne doivent pas espérer une quelconque amélioration de leurs bénéfices au troisième trimestre.

Reste que certains irréductibles parlent toujours sur une reprise économique qui bénéficierait à l'aluminium, secteur cyclique par excellence. Mais sans doute pas avant l'horizon 1992. La volonté actuelle des autorités monétaires d'abaisser le niveau des taux d'intérêt pourrait en effet porter ses fruits dès la fin de cette année. Or, aux Etats-Unis, 50 % de l'aluminium produit sont utilisés par le secteur manufacturier. Les 50 % restants sont utilisés pour la construction de containers et d'emballages. Un potentiel fantastique en cas de reprise.

ROBERT RÉGIER

| PRODUITS | COURS DU 12-7 |
|------------------------|-----------------|
| Cuivre L.M.E. (livres) | 1 340 (- 68) |
| Aluminium (livres) | 1 338 (- 21) |
| Nickel (livres) | 8 650 (- 125) |
| Silver (livres) | 315 (+ 5) |
| Or (livres) | 563 (+ 7) |
| Cacao (New-York) | 954 (+ 49) |
| Riz (Chicago) | 273,50 (+ 3,75) |
| Mais (Chicago) | 224,25 (- 1) |
| Soy (Chicago) | 162,10 (- 0,60) |

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.
(*) Par rapport au cours du 28 juin.

Les États-Unis adoptent de nouvelles mesures économiques de soutien aux pays de l'Est

Après d'essayer de rassurer les pays de l'Est européen à la veille du G-7 et de montrer que leur sort n'a pas été relégué au second plan derrière l'URSS, la Maison Blanche a annoncé, vendredi 12 juillet, quelques mesures destinées à soutenir leurs économies.

En fait, il s'agit de réviser à la hausse certaines dispositions antérieures en matière de soutien au développement du commerce. Les États-Unis vont augmenter leurs quotas d'importations de produits textiles et d'acier en provenance des pays d'Europe centrale et orientale. Ils vont élargir certaines concessions commerciales et s'assurer que les subventions agricoles américaines ne viennent pas gêner les agricultures de ces pays. Les États-Unis mettront en place des programmes d'assistance technique et de promotion des investissements. Enfin, l'administration américaine indique que les accords bilatéraux en cours avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne, seront renouvelés. — (AFP, Reuters)

Alors que la présidence fédérale adopte les accords de Brioni

Le gouvernement yougoslave s'inquiète d'une aggravation de la crise

La présidence fédérale a adopté, à Belgrade, dans la nuit du vendredi 12 au samedi 13 juillet, les accords de Brioni rédigés le 7 juillet sous l'égide de la CEE. Cette instance collégiale a également adopté un mémorandum soumis par le «troïka» de la CEE sur les modalités d'organisation et de fonctionnement du corps des observateurs européens chargés d'en contrôler le respect.

Plusieurs ultimatum ont été fixés à l'issue de cette réunion marathon de quatre heures concernant : la démobilisation sur l'ensemble du territoire yougoslave de toutes les formations armées — à l'exception de l'armée fédérale et des forces de police régulières — avant le 18 juillet à minuit ; la réinstallation du contrôle fédéral aux frontières avant le 16 juillet à minuit, la libération de tous les militaires, la restitution à l'armée et à la police fédérale de leurs biens et équipements saisis en Slovaquie avant le 15 juillet à minuit et le levé dans les vingt-quatre heures du blocus des casernes et autres installations militaires et de tous les obstacles à la circulation, aux communications et à l'approvisionnement.

De son côté, le gouvernement a estimé vendredi dans un communiqué que la situation «commence à échapper au contrôle» tant des Républiques que de la fédération et a constaté que les partis politiques organisent leurs milices, sur des bases ethniques ou politiques. Le communiqué s'inquiète d'une aggravation de la crise, notamment en Croatie, laquelle menace de tourner à «des conflits armés de grande ampleur». Un événement a été lancé à la Slovaquie et aux deux parties en conflit en Croatie, la majorité croate qui a accru la mobilisation de ses forces, et la minorité serbe qui a constitué des unités armées. Le gouvernement a également estimé «arbitraire» la mobilisation de réserves opérée dans l'ouest de la Bosnie, à majorité serbe, à l'issue de la direction de cette République.

La Bosnie-Herzégovine est «sérieusement menacée de destruction», ont en effet estimé vendredi les leaders des principaux partis de cette République en prédisant l'envoi d'une mission d'observateurs de la Communauté européenne. Ils ont accusé la Serbie et son président

M. Slobodan Milosevic d'exposer la Bosnie-Herzégovine à de «très graves pressions et provocations visant à la disintégrer». Le leader du Parti musulman bosniaque (FMB), M. Muhamed Filipovic, a fait état vendredi de mouvements de troupes sur le territoire de la République et de la mobilisation d'importants effectifs de réserves de la défense territoriale et de la police.

En raison de ces nouvelles tensions, les États-Unis ont «déconseillé à toutes les parties, et particulièrement à l'armée, de recourir à la vio-

lence, dont les conséquences pourraient être tragiques pour la Yougoslavie», a déclaré, dans un communiqué, vendredi, le département d'État qui s'est dit «gravement préoccupé (...) par le déploiement de forces importantes en état d'alerte avancée à l'est et au sud-est de la Croatie, dans la province autonome de Vojvodine et dans le nord de la Bosnie-Herzégovine». Tout indique que l'armée se prépare à intervenir en Croatie comme elle l'a fait en Slovaquie le mois dernier, a précisé un responsable du département d'État. — (AFP, Reuters)

Après les cérémonies du 14 juillet

M. Mitterrand rencontre M. Bush

Après avoir présidé le traditionnel défilé militaire, le matin, sur les Champs-Élysées, M. François Mitterrand a été interviewé, dimanche 14 juillet, au cours des journaux télévisés de 13 heures. Il devait être interrogé par Gérard Carreyrou (TF 1), Albert Du Roy (Antenne 2), Arlette Chabot (FR3) et Jean-Pierre Elkabbach (le Cinq).

Comme chaque année depuis 1981, le président de la République se proposait de répondre aux questions, en direct, du palais de l'Élysée. Ces interventions ont pour cadre les jardins de l'Élysée, sur les lieux de la réception donnée à

l'occasion de la fête nationale. La seule exception est intervenue le 14 juillet 1988, au début de la cohabitation, où l'entretien avait eu lieu dans le bureau du chef de l'État : ce dernier avait alors fait part de son refus de signer l'ordonnance sur les dénationalisations.

Dimanche, M. Mitterrand devait ensuite se rendre au château de Rambouillet (Yvelines) pour y rencontrer M. George Bush avant de participer à Londres du lundi 15 au mercredi 17 juillet, au sommet du G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés).

En envoyant quelque deux mille civils et militaires

Trente-six pays participeront à la force de maintien de la paix au Sahara occidental

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, vient d'annoncer que trente-six pays, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, participeront à la force de maintien de la paix au Sahara occidental. Composée de quelque deux mille civils et militaires, celle-ci sera chargée de superviser un cessez-le-feu (le 6 septembre) et un référendum d'autodétermination (début 1992) dans ce territoire que se disputent, depuis quinze ans, le Maroc et le Front Polisario. Rahat vient de transmettre à l'ONU une liste de soixante-quinze mille personnes considérées comme sahraouiennes et devant être autorisées à ce titre à participer à cette consultation.

D'autre part, plusieurs organisations humanitaires françaises se sont rassemblées pour former un «collectif de vigilance», a annoncé la fondation France-Libertés qui en a pris l'initiative et que préside M. Danielle Mitterrand. Il aura pour tâche, dans un premier temps, de constituer une base de données maximum d'informations sur les prisonniers sahraouiens encore détenus par le Maroc. Il proposera, ensuite, à l'ONU la constitution d'une mission

d'observateurs, issus des organisations onguvernementales (ONG), qui aideront à contrôler le bon déroulement des opérations de vote. La création de ce comité a suscité de vives réactions dans les milieux politiques marocains. Ainsi, M. Ali Yata, secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (PPS), de tendance pro-marocaine, s'est vivement pris, dans les colonnes du quotidien *Al Bayane*, à M. Mitterrand «qui semble prendre le contre-pied de ce que décide son mari, dans le cadre de l'amitié et de la coopération maroco-française». «S'agit-il de divergences fondées et sincères ou d'une division machabélique du travail?», se demande-t-il.

Le rendez-vous manqué de Genève

Quotidien à M. Moulay Ahmed Abou, ministre d'État, il a dénoncé, à la une de *Matin du Sahara*, la «véritable conjuration» d'un «système de victimes et de coupables» «de sauter l'usage du Maroc et de porter atteinte à son renom pour en détacher le Sahara».

Pour ce ministre, la stance du comité des droits de l'homme de

l'ONU, qui devait se tenir, jeudi, à Genève, pour examiner la situation des droits de l'homme de ce royaume, a été déçue. Les travaux ont été reportés en octobre après le refus marocain de permettre à des chaînes de télévision françaises de filmer les débats, ainsi qu'il «se dérouler dans la sérénité et l'objectivité». Or «on a vu, à-t-il souligné, des tribunes, de soi-disant opposants, qui ne représentent qu'eux-mêmes, des présidents d'associations sans membres, une fois de plus, cette tribune internationale pour poursuivre leur basse besogne».

«Octobre 1991 est tout près de nous», a répliqué l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM) qui a demandé la constitution d'une commission d'enquête internationale. Le Maroc ne pourra plus utiliser d'autres subterfuges : sa condamnation sera sévère.

D'autre part, le Parlement a adopté, vendredi, un projet de loi créant des tribunaux administratifs dans les sept régions économiques du royaume. La mise en place de ces nouvelles juridictions — chargées des contentieux entre les citoyens et les pouvoirs publics — avait été annoncée, en mai 1990, par Hassan II. Pour le PPS, cette loi «même si elle n'est pas parfaite, a le mérite d'unifier dans un domaine essentiel pour les droits fondamentaux du citoyen marocain».

Le président de l'Association des

barreaux du Maroc, avait récemment demandé, «la révision globale de la Constitution pour donner plus de compétence au pouvoir législatif, la libération de tous les détenus politiques et le retour des exilés». De son côté, l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) vient de dénoncer, dans un communiqué, «les atteintes à la liberté de circulation et la privation de certains citoyens de leurs passeports». — (AFP)

■ MAROC : M. Diouri est toujours à Gabon. — M. Abdelmoumen Diouri ne souhaite pas quitter le Gabon tant que sa situation ne sera pas éclaircie et qu'il n'aura pas été autorisé à rentrer en France, a affirmé, vendredi 12 juillet, le député des Nations unies au Gabon. Selon M. Ariel François, qui venait de rencontrer l'opposant marocain, gardé, depuis trois semaines, dans un hôtel de Libreville, M. Diouri «inquiète pour sa sécurité, n'est pas sûr qu'il ne sera pas relégué à son arrivée». A son avis, c'est à la France d'assumer ses responsabilités juridiques et morales : «il est inopportuniste de chercher un nouveau pays d'accueil, a-t-il ajouté. La France doit faire le nécessaire pour que [M. Diouri] puisse y retourner». — (AFP)

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a dix ans : la tuerie d'Auril 2

ÉTRANGER

La défense européenne

Un point de vue de M. Tom King, ministre britannique de la défense. 4

L'agitation à Madagascar

Le sort du président Ratsiraka paraît accablé pour l'opposition. 5

POLITIQUE

Livres politiques

En remontant le sentier de la guerre, par André Laurens. 6

SOCIÉTÉ

Départementalisation de la police

Dix-sept nouveaux départements concernés par la réforme. 7

Tour de France

Sean Kelly, équipier modeste. Le «patron». 8

COMMUNICATION

Grève à «Lyon-Libération»

Les journalistes solidaires du rédacteur en chef démissionnaire. 8

CULTURE

Festival d'Aix

Castor et Pollux, de Rameau, monté par Pier Luigi Pizzi, donne lieu à une suite de tableaux animés, précis comme une revue de music-hall. 8

Festival d'Avignon

Trois «lectures lyriques» à la Chartreuse et la découverte d'une œuvre superbe : les *Caractères* de feu, de Bruno Dugal et Clarisse Nicolodski. 9

HEURES LOCALES

■ Villes historiques, villes vivantes ■ Alerte pour les élus locaux. 11 à 13

ÉCONOMIE

L'industrialisation de la Malaisie

Un plan de cinq ans pour un développement accéléré. 15

La crise du textile

Le groupe VEV au bord du dépôt de bilan. 16

Revue des valeurs

Changements, crédits. 17

Services

Abonnements. 14
Camet. 14
Météorologie. 14
Mots croisés. 14
Télévision. 14
Spectacles. 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13 juillet 1991 a été tiré à 476 779 exemplaires.

Nouvelle crise politique à Tahiti

M. Flosse démissionne de la présidence du gouvernement de la Polynésie

M. Gaston Flosse a annoncé, vendredi 12 juillet en fin d'après-midi — samedi matin heure de Paris — au cours d'une conférence de presse, à Papeete, qu'il se démettait de ses fonctions de président du gouvernement de la Polynésie française pour «prendre le recul nécessaire à la réflexion». L'ancien secrétaire d'État a précisé que sa décision faisait suite aux conséquences du nouveau conflit social qui a provoqué, le 10 juillet, de violents affrontements dans le centre de Papeete entre les gendarmes et les grévistes réclamant la suppression des nouvelles taxes instituées pour essayer de redresser les finances locales.

Jeudi, en effet, les dirigeants syndicaux, après avoir appelé à la grève générale, avaient contraint le gouvernement de M. Flosse à céder totalement devant leurs revendications. M. Flosse, parlant d'une «action quasi-insurrectionnelle», s'était jugé victime d'une «entreprise de déstabilisation politique».

Vainqueur des élections territoriales du 17 mars, M. Flosse avait été élu, le 4 avril, à la présidence du gouvernement de la Polynésie française grâce à une alliance avec la formation de M. Emile Vernaudon, député non inscrit, devenu lui-même président de l'Assemblée territoriale. Ses adversaires, et en particulier son prédécesseur à la tête de l'exécutif local, M. Alexandre Léontoff, l'autre député non inscrit, n'avaient pas désarmé et leurs menaces trouvaient des relais favorables au haut-commissariat de la République. En outre, l'avenir politique à court terme de M. Flosse était obscurci depuis l'annonce de sa comparaison en correctionnelle, en décembre prochain, pour «ingérence et trafic d'influence».

Les suites d'un remembrement dans la Manche

La grève solitaire de Mme Caillot

Les responsables de l'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA) ont écrit, lundi 8 juillet, à M. Edith Cresson, et une quarantaine de femmes ont manifesté, mercredi 10 juillet, devant la préfecture et le siège du conseil général de la Manche, pour solliciter une intervention humanitaire en faveur de M. Simone Caillot. Pour dénoncer les conséquences d'un remembrement rural la pluviale d'une partie de sa propriété, M. Caillot poursuit depuis trente-cinq jours une grève de la faim dans sa voiture, garée sur la place de la mairie de Saint-Lô.

«Je me battrais jusqu'au bout contre les petites seigneurs locales. Je suis prête à y laisser ma vie», M. Caillot conserve, après trente-cinq jours de grève de la faim, une foi à dérouter les montagnes. Cela fera exactement un an, le 18 juillet, qu'elle vit enfermée dans sa voiture, dans l'indifférence quasi générale de ses concitoyens, devant le monument de la Résistance. Elle a tout fait pour attirer l'attention de l'opinion publique, mais seule les médias se sont intéressés à son «affaire» (le Monde des 18 octobre 1990 et 25 janvier 1991). Les pouvoirs publics, de toute évidence, ne s'en émeuvent guère. Elle continue donc, solitaire, à protester contre les conséquences du remembrement rural «autoritaire» qui l'a contrainte à céder, volé plus d'un an, une partie de sa propriété d'Argoville-sur-Ay à l'un de ses voisins, dont le désir est d'ouvrir un chemin au beau

milieu de sa cour, ce qui entraînerait la destruction des arbres et des haies entourant sa propriété.

«Comme par hasard, mon voisin est membre du conseil municipal», souligne-t-elle. Il se trouve en effet que c'est le conseil municipal qui choisit les propriétaires qui siègent à la commission communale chargée du projet de remembrement. «Les membres de cette commission sont donc juge et partie». Le voisin en question, en tout cas, continue de se murer dans un silence menaçant chaque fois qu'un «étranger» l'approche pour lui démontrer son point de vue. Et M. Caillot allonge dans sa voiture, très assaillie, dénonce inlassablement le jeu habituel «des relations tentaculaires nouées entre les membres des communes et les fonctionnaires de la direction départementale de l'agriculture».

Le tribunal administratif de Caen lui a donné raison en annulant, en mars, la décision de la commission départementale de remembrement, mais sa décision est sans effet concret parce qu'il faudrait, en conséquence, abroger certaines dispositions législatives régissant depuis le régime de Vichy les opérations de remembrement rural. «Le droit de propriété existe-t-il encore en France?», demande M. Caillot.

Deux des amies de M. Caillot, M. Christine Pascaud et Rachel Pointeau, déléguées de l'Association des usagers de l'administration et des services publics (ADUA) viennent d'écrire à M. Edith Cresson : «Nous vous supplions de faire un geste afin que notre amie ne meure pas faute d'avoir obtenu justice».

EN BREF

■ JEAN SAINT-GEORGES élu président de la Cinéma-thèque française. L'assemblée générale de la Cinéma-thèque française du 2 juillet a renouvelé son tiers du conseil d'administration, et y faisait notamment entrer Jacques Perrin, Claude Miller, François Girod, Jean-Charles Tachella, Dorothee Dureau, et le banquier Jean Saint-Georges. Celui-ci a été élu président le 11 juillet par le nouveau conseil d'administration. Premier président depuis la disparition d'Henri Langlois il ne pas être issu du «sacré cinématographique», M. Saint-Georges est néanmoins un spécialiste des organismes de financement du cinéma. Il fera connaître au mois de septembre la composition du nouveau bureau avec lequel il animera la Cinéma-thèque à l'heure de son installation au Palais de Tokyo.

■ CORÉE DU SUD : Séoul souhaite la signature d'un traité de paix avec Pyongyang. — Le président sud-coréen Roh Tae-woo s'est prononcé, vendredi 12 juillet, pour la signature d'un traité de paix avec la Corée du Nord remplaçant l'armistice conclu après la guerre de Corée. «Le Sud et le Nord doivent mettre un terme à la tragédie de la séparation et de la confrontation», a déclaré M. Roh devant le

Conseil consultatif sur l'unification pacifique et démocratique. — (AFP, Reuters)

■ HONGKONG : 21 millions de dollars dérobés lors d'un hold-up. — Quatre hommes armés se sont emparés, vendredi 12 juillet, de plus de 21 millions de dollars après avoir attaqué un transport de fond à l'aéroport de Hongkong. Il s'agit du plus important hold-up connu dans la colonie britannique, où depuis quelques mois les vols à main armée se multiplient. La Republic National Bank, établie à New York et dépositaire des fonds, a offert une récompense de 1 million de dollars pour tout renseignement pouvant conduire à la capture des voleurs. — (AFP)

■ PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : M. Alain Vivien se rend en visite officielle à Port-Moresby. — M. Alain Vivien, secrétaire d'État aux affaires étrangères, se rendra en visite officielle en Papouasie-Nouvelle-Guinée, du 16 au 20 juillet, a annoncé vendredi 12 juillet à Paris le ministre des affaires étrangères. Cette visite, la première d'un ministre français dans ce pays depuis 1983, fait suite à celle du ministre des affaires étrangères, M. Somaré, en décembre dernier à Paris.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Papiers à lettres
Imprimés de haute
qualité

le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.48 - 45.04.06.45

Chapo

Galerie CHAPO 333, rue St-Jacques
75014 PARIS - Tél. 49.51.06.70
61229 GOURDES - Tél. 0183 63 72 42 33

En France sur toute la France